



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 31 AOÛT 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 31st, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Betty Lee Children's Wear Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Jack Adler, manufacturier, Bella Fogul, commis, épouse séparée de biens de Jack Adler, et Harry Benjamin Fogul, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce ou faire des travaux par contrat, en gros ou en détail, de toutes sortes de robes, manteaux, costumes, blouses, vêtements de sport et accessoires pour femmes, demoiselles et enfants, ainsi que tous autres vêtements en soie, crêpe, satin, celanese, velours, chiffon, toile, dentelle, drap, coton, filée, lainage, tissus et tous ou aucun autre article de

Letters Patent

"Betty Lee Children's Wear Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-seventh day of June, 1946, incorporating: Jack Adler, manufacturer, Bella Fogul, clerk, wife separate as to property of Jack Adler, and Harry Benjamin Fogul, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal or do contracting work wholesale or retail, in all kinds of women's misses' and children's dresses, coats, suits, blouses, sportswear, and accessories as well as any other wearing apparel in silks, crepes, satin, celanese, velvet, chiffon, linen, lace, cloth, cotton, tweeds, wools, fabrics, and all or any other articles of the same or similar nature, also conduct retail stores

même ou de nature semblable, aussi tenir des magasins de détail pour la vente des articles ci-dessus, sous le nom de "Betty Lee Children's Wear Incorporated", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15421

L. DÉSILETS.

"Cartier Bros Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: J.-Roméo Cartier, bourgeois, de Pointe-Claire, J.-Roland Cartier, bourgeois, de Longueuil, et Gabrielle Boutin, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, échanger, vendre ou autrement en disposer, des tavernes, hôtels, restaurants, cafés, clubs et salles de rafraîchissements; exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers licenciés, taverniers, restaurateurs, cafés, clubs, marchands de tabac, bière et vins, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres liqueurs douces, le commerce de pourvoyeurs, fournisseurs pour des amusements publics d'une manière générale; opérer des places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de pool et de billards, dépôts de journaux et des publications périodiques, le commerce de propriétaires d'automobiles, carrosses, voitures, équipages, propriétaires d'écuries de louage, agents d'immeubles, messagers et gardiens d'entrepôts, sous le nom de "Cartier Bros Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$100,000.00 divisé en 1,000 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15422-o

L. DÉSILETS.

"Château du Lac Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Hector Bilodeau, hôtelier, Dame Marie-Anne Thibault, épouse commune en biens dudit Hector Bilodeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Donat-de-Montcalm, district de Terrebonne, et Joseph Limoges, comptable, de la cité d'Outremont, district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie et pour cette fin, exercer tous privilèges, droits, et pouvoirs prévus par la Loi et en particulier construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, aménager, exploiter et maintenir un ou des hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements, tavernes, et les vendre, louer, échanger ou autrement en disposer;

for sale of above articles, under the name of "Betty Lee Children's Wear Incorporated", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15421-o

Deputy Attorney General.

"Cartier Bros Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1946, incorporating: J. Roméo Cartier, bourgeois, of Pointe Claire, J. Roland Cartier, bourgeois, of Longueuil, and Gabrielle Boutin, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, build, buy, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, exchange, sell or otherwise dispose of taverns, hotels, restaurants, cafés, clubs and refreshment rooms; to carry on in general and in all its lines the business of licensed hotel keeper, tavern keepers, proprietors of restaurants, cafés and clubs, tobacco, beer and wine merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other soft drinks, the business of caterers, suppliers for public amusements in a general manner; operate shoe-shine stands, barber shops, billiard and pool rooms, stands for the selling of newspapers and other periodicals, the business of proprietors of automobiles, carriages, wagons, conveyances, livery stable owners, real estate agents, expressmen and warehousemen, under the name of "Cartier Bros Ltd."

The amount of capital stock of the company will be \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15422

Deputy Attorney General.

"Château du Lac Incorporé"

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1946, incorporating: Hector Bilodeau, hotel-keeper, Dame Marie-Anne Thibault, wife common as to property of said Hector Bilodeau, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of St-Donat-de-Montcalm, district of Terrebonne, and Joseph Limoges, accountant, of the city of Outremont, district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the hotel business, and, for such purposes, to exercise all privileges, rights and powers provided by law, and, in particular, to erect, build, purchase, lease, or otherwise acquire and own, equip, operate and maintain, one or more hotels, restaurants, cafés, refreshment-rooms, taverns, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the same;

Cultiver des propriétés immobilières et généralement s'occuper de l'exploitation de la ferme, sous le nom de "Château du Lac Incorporé", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 1,000 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Donat-de-Montcalm, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15423-o

L. DÉSILETS.

To engage in the cultivation of immovable properties and carry on generally the operating of farms, under the name of "Château du Lac Incorporé", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Donat-de-Montcalm, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, his thirteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15423

Deputy Attorney General.

"Club St. Joseph Club"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: James W. McNally, rentier, Josaphat Côté et Ernest Robidas, mécaniciens, Louis Roberge, marchand, Léo Laramée, dentiste, Georges Boisvert, comptable, Narcisse Davignon, docteur, Roméo Rodrigue, douanier, Albert-H. Fréreau, avocat, et Eugène Gagné, agent d'assurance, tous de Rock Island, et J.-Wilfrid Martin, marchand, James W. Downing, registraire, tous deux de Stanstead Plain, et Wilfrid Dumoulin, douanier, Maurice-F. Fréreau, marchand, de Beebe Plain, tous du district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder des biens meubles et/ou immeubles à titre de propriétaire ou autrement; louer des locaux, salles ou terrains de jeux, amphithéâtres ou autres lieux nécessaires à l'organisation des jeux, amusements, distractions, soit sportif, intellectuel, social, religieux ou autrement pour le bénéfice des membres, citoyens et autres qui voudraient en bénéficier, sous le nom de "Club St. Joseph Club".

Le montant, auquel sont limités les biens meubles et/ou immeubles, que la corporation peut posséder, est de \$50,000.00, tel montant comprenant les revenus annuels de la dite corporation.

Les pouvoirs accordés ne peuvent pas être interprétés comme permettant les jeux d'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et la présente corporation n'est pas autorisée à demander et à obtenir les licences de club habituellement octroyées par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le siège social de la corporation sera au village de Rock Island, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15424-o

L. DÉSILETS.

"Club St. Joseph Club"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: James W. McNally, annuitant, Josaphat Côté and Ernest Robidas, mechanics, Louis Roberge, merchant, Léo Laramée, dentist, Georges Boisvert, accountant, Narcisse Davignon, doctor, Roméo Rodrigue, custom-house officer, Albert H. Fréreau, advocate, and Eugène Gagné, insurance agent, all of Rock Island, and J. Wilfrid Martin, merchant, James W. Downing, registrar, both of Stanstead Plain, and Wilfrid Dumoulin, custom-house officer, Maurice F. Fréreau, merchant, of Beebe Plain, all of the district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To own movable and/or immovable property as proprietor or otherwise; to lease premises, halls or playgrounds, amphitheatres or other premises required for the organization of games, amusements, entertainments, sports, intellectual, social, religious or otherwise, for the benefit of the members, citizens or others who desire to benefit therefrom, under the name of "Club St. Joseph Club".

The amount to which the movable and/or immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000, such amount to comprise the annual revenues of the said corporation.

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill combined, and the present corporation is not authorized to apply for and obtain the club licenses usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The head office of the corporation will be in the village of Rock Island, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15424

Deputy Attorney General.

"Daoust Drive Yourself Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Laurent Daoust, garagiste, J.-Wilfrid Foisy, commis, tous deux de la cité de Montréal, et Armand Daoust, commis, de Pointe-Claire, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Daoust Drive Yourself Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1946, incorporating: Laurent Daoust, garage keeper, J. Wilfrid Foisy, clerk, both of the city of Montreal, and Armand Daoust, clerk, of Pointe-Claire, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le négoce de louageurs et locateurs d'automobiles et véhicules de toute autre espèce et description et de voituriers privés pour le transport des personnes, d'effets, denrées et marchandises, sous toutes ses formes et spécialités, et par tous les moyens actuellement connus ou qui pourront l'être;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, échanger, opérer, louer, arrêter, prendre à bail, importer, exporter, construire, fabriquer, manufacturer, assembler, réparer et monter des automobiles, véhicules-moteurs, motocyclettes, autogides, canots-automobiles, taxis, taxi-cabs, camions, autobus, omnibus, tracteurs, aéroplanes, hydravions ou tous autres véhicules et machines mus par la force animale, vapeur, électricité, gazoline ou autrement, acheter, vendre, manufacturer, fabriquer toutes machineries, tous outils, accessoires, articles et tous autres objets qui servent ou se rapportent ou qui sont ou peuvent être utilisés en rapport avec les objets ci-dessus, sous le nom de "Daoust Drive Yourself Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15425-o L. DÉSILETS.

"D. F. N. Wood Products Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Rodrigue Desnoyers, voyageur de commerce, Paul-E. Fortier, comptable, tous deux de la cité de Sherbrooke, George A. Norton, gérant, de Bromptonville, tous du district de St-François, et Paul Casgrain, étudiant en droit, de la cité de Westmount, district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie qui consiste à manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, affermer, louer, transporter, installer, réparer, modifier, troquer, échanger et faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes d'effets et objets en bois et plus spécialement de bobines en bois ou en toute autre matière, et de matériels de bois connexes servant à la fabrication des textiles, et également de manches de bois ou autre matière pour brosses, balais, pelles, haches et autres outils;

Faire le commerce de gros et de détail de toute espèce de bois en général, bois de sciage, bois de chauffage et de leurs sous-produits, sous le nom de "D.F.N. Wood Products Limited", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 4000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15426-o L. DÉSILETS.

"Domysil Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant

To carry on the business of renters and lessors of automobiles and vehicles of all kinds and descriptions and private carriers for the transportation of persons, wares, foodstuffs and merchandise, in all forms and lines of same, and by any presently known or future means of conveyance;

To buy, acquire, own, sell, exchange, operate, lease, rent, take on lease, import, export, build make, manufacture, assemble, repair and set up automobiles, motor vehicles, motorcycles, motor gliders, motor boats, taxis, taxi-cabs, trucks, motor busses, omnibusses, tractors, planes, hydroplanes and all other vehicles and machines whether horse-drawn or propelled by steam, electricity, gasoline or otherwise, to buy, sell, manufacture, make any machinery, tools, accessories, articles and other objects used in connection with or which may be useful in conjunction with any of the foregoing objects, under the name of "Daoust Drive Yourself Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15425 Deputy Attorney General.

"D. F. N. Wood Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1946, incorporating: Rodrigue Desnoyers, commercial traveller, Paul-E. Fortier, accountant, both of the city of Sherbrooke, George A. Norton, manager, of Bromptonville, all of the district of St. Francis, and Paul Casgrain, law-student, of the city of Westmount, district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business consisting in the manufacture, purchase, sale, importation, exportation, rent, lease, transport, installation, repair, alteration, barter, exchange, and wholesale and retail dealing in all kinds of wooden goods and objects, and more especially bobbins made of wood or any other matter, and incidental wooden materials used in the manufacturing of textiles, and also wooden handles or handles of any other material for brushes, brooms, shovels, axes and other tools;

To carry on a general lumber business, wholesale and retail, saw-wood, fire-wood, and the by-products thereof, under the name of "D.F.N. Wood Products Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15426 Deputy Attorney General.

"Domysil Limitée"

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Henri Dugas, druggist,

en corporation: Henri Dugas, pharmacien, Noémie Des Rosiers, commis, fille majeure, et Hortense Des Rosiers Dugas, épouse séparée de biens de Henri Dugas, tous de Berthierville, district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, produire, manufacturer, combiner ou autrement préparer toutes substances chimiques, bio-chimiques, pharmaceutiques, médicinales, et exercer le commerce de pharmacie en gros dans toutes ses branches;

Fabriquer, manufacturer, produire, ou autrement préparer toutes essences, gelées, poudres, tous articles et tous produits de pharmacie, de parfumerie, de toilette, tous médicaments brevetés pour hommes et animaux, accessoires pour malades, tous articles de librairie, de papeterie, de bijouterie et d'argenterie, tous cadeaux, tous accessoires de photographie et de cinématographie, et généralement exercer dans toutes ses branches le commerce en gros de produits chimiques et médicaux, conformément aux dispositions de la Loi des pharmaciens de Québec (chapitre 267 Statuts Refondés de Québec 1941);

Manufacturier, produire, fabriquer ou autrement préparer tous appareils, instruments chirurgicaux, dentaires et généralement tous instruments pouvant servir à toutes autres fins scientifiques, commerciales ou autres et généralement faire le commerce de tous ces produits et articles, soit comme représentant, soit comme agent à commission, soit comme mandataire général, soit comme intermédiaire, soit comme consignataire et dépositaire ou agent de manufacturier, sous le nom de "Domysil Limitée", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions communes d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15427-o L. DESILETS.

Noémie Des Rosiers, clerk, spinster, and Hortense Des Rosiers Dugas, wife separate as to property of Henri Dugas, all of Berthierville, district of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, produce, manufacture, combine or otherwise prepare any chemical, biochemical, pharmaceutical, medicinal substances and carry on the business of wholesale druggists, in all the branches thereof;

To make, manufacture, produce or otherwise prepare any extracts, jellies, powders, any druggists' articles and supplies, perfumes, toilet articles, patent medicines for men and animals, accessories for the sick, stationery, paper, jewelry and silverware, any gifts, photographic and cinema supplies and carry on generally, in all its branches, the business of wholesale dealer in chemical and medicinal products, in conformity with the provisions of the Quebec Pharmacy Act (chapter 267 Revised Statutes of Quebec, 1941);

To manufacture, produce, make or otherwise prepare any apparatus, surgical, dental instruments, and, generally, any instruments capable of being used for any other scientific, commercial or other purposes, and to deal generally in all these products and articles, whether as representative, or as commission agent or as general mandatory or intermediary, or as consignee and depositary or manufacturers' agent, under the name of "Domysil Limitée"; with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Berthierville, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DESILETS,
15427 Deputy Attorney General.

"Entire Ladies Cloak Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin, constituant en corporation: Louis Schacter, Dave Segal, marchands, et Mme Anne Schacter Lutsky, ménagère, séparée de biens de Moe Lutsky, commis, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, commerçants, importateurs et exportateurs de toutes sortes de soieries, lainages, vêtements pour hommes et femmes, pantalons, chapeaux, robes, costumes, casquettes, fourrures, modes, habits, filés, tissus, marchandises sèches ou tout article se rapportant de quelque manière directement ou indirectement au commerce ci-dessus mentionné et de vêtements de sport pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Entire Ladies Cloak Co. Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4134 Boulevard St-Laurent, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15428 L. DESILETS.

"Entire Ladies Cloak Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Louis Schacter, Dave Segal, merchants, and Mrs. Anne Schacter Lutsky, housewife, separate as to property of Moe Lutsky, clerk, and duly authorized by him for these presents, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec; for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, traders, importers and exporters of all kinds of silks, woollens, men's and women's clothing, pants, hats, dresses, suits, caps, furs, millinery, wearing apparel, tweeds, fabrics, dry goods or any article connected in any way directly or indirectly with the above mentioned trade and with men's, women's and children's sportswear, under the name of "Entire Ladies Cloak Co. Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at 4134 St. Lawrence Blvd, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DESILETS,
15428-o Deputy Attorney General.

"E. O. Croteau Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Stella-E. Croteau, garde-malade, fille majeure, Georges Crôteau, contrôleur, et Paul Legendre, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter, exécuter et exercer toutes ou l'une quelconque des industries d'entrepreneurs généraux, constructeurs, dragueurs, excavateurs, pour la construction, l'érection, la réparation, la modification, l'entretien, la démolition, l'excavation et la mise en opération d'édifices publics et privés, chemins, ponts, fossés, travaux et autres bâtiments de toute sorte et description;

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles et foncière et d'une agence d'immeubles et agir comme courtiers en immeubles et évaluateurs et comme agents d'assurance, sujet au consentement préalable du Surintendant des assurances de Québec, sous le nom de "E. O. Croteau Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15429-o

L. DÉSILETS.

"E. O. Croteau Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1946, incorporating: Stella E. Croteau, nurse, spinster, Georges Crôteau, comptroller, and Paul Legendre, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake, engage in and carry on all or any of the trades of general contractors, builders, dredgers, excavators, for the building, erecting, repairing, improving, maintenance, demolishing, excavating and putting into operation of public and private buildings, roads, bridges, ditches, works and other buildings of all kinds and descriptions;

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency and to act as real estate brokers and appraisers and as insurance agents, subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of Quebec, under the name of "E. O. Croteau Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 150 preferred shares of a par value of \$100 each, and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15429

Deputy Attorney General.

"Ethel Modes, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, avocats, de la cité de Montréal, et Irwin B. Cohen, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer et autrement faire le commerce de marchandises sèches et en particulier de vêtements pour dames, modes, coiffures, chapeaux, formes de chapeaux, garnitures et tous autres articles se rapportant en aucune manière directement ou indirectement au commerce ci-dessus mentionné, en gros et en détail, comme manufacturiers, négociants en détaillants, sous le nom de "Ethel Modes, Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15430

L. DÉSILETS.

"Ethel Modes, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, advocates, of the city of Montreal, and Irwin B. Cohen, advocate, of the city of Westmount, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, export, import and otherwise deal in dry goods, and especially ladies' wearing apparel, millinery, headwear, hats, hat frames, trimmings and any other articles connected in any way directly or indirectly with the above mentioned trade, both at wholesale and at retail, as manufacturers, jobbers and retailers, under the name of "Ethel Modes, Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15430-o

Deputy Attorney General.

"Farson Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Philippe Toupin, commerçant, de Lacadie, district d'Iberville, Elie LaLumière, Léonard Préfontaine et J.-Armand Trudelle, employés

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1946, incorporating: Philippe Toupin, trader, of Lacadie, district of Iberville, Elie LaLumière, Léonard Préfontaine and J. Armand Trudelle civil servants, all three of the city and dis-

"Farson Ltd."

civils, tous trois des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, un briquet ou toute partie d'icelui, ainsi que tout autre appareil similaire, sous le nom de "Farson Ltd."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$40,000.00, divisé en 20,000 actions de \$1.00 chacune, et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$20,000.00, divisée en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15431-o

L. DÉSILETS.

"Frontenac Securities Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, Jacqueline Aubry et Françoise Gagnon, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et placer dans tous titres, obligations, débiteures, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souverain ou d'autorité suprême, municipale, locale ou autrement et dans des bons, débiteures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée ou dans toute entreprise dans laquelle la compagnie peut s'intéresser ou dans laquelle d'autres peuvent s'intéresser, ainsi que dans toutes propriétés mobilières ou immobilières quelconques et placer et prêter de l'argent avec intérêt avec ou sans garantie, et changer, modifier ou réaliser sur tous ces placements et replacer de la manière susdite tous deniers qui peuvent être en aucun temps aux mains de la compagnie, sous le nom de "Frontenac Securities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15432

L. DÉSILETS.

"General Forwarders Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de la cité de Westmount, Stanley Stanger, officier de compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, et Ralph C. Tees, officier de compagnie de fiducie, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme exportateurs, importateurs et expéditeurs et courtiers et agents à commission et marchands de produits

trict of Montreal, all of the Province of Quebec for the following purposes:

To buy, sell, exchange a lighter or any part of same, and also any similar gadget, under the name of "Farson Ltd."

The amount of capital stock of the company will be \$40,000 divided into 20,000 shares of \$1 each, and the part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15431

Deputy Attorney General.

"Frontenac Securities Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1946, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Jacqueline Aubry and Françoise Gagnon, stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation, whatsoever, whether public or private or in any undertaking upon which the company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any movable or immovable property whatsoever and to invest and lend money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to re-invest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company, under the name of "Frontenac Securities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 40,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15432-o

Deputy Attorney General.

"General Forwarders Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the sixteenth day of July, 1946, incorporating: Seymour Elkin, notary, of the City of Westmount, Stanley Stanger, trust company officer, of the Town of Hampstead, and Ralph C. Tees, trust company officer, of the City of Montreal, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as exporter, importer and shipper of, and broker and commission agent of, and dealer in agricultural and vegetable products,

agricoles et végétaux, animaux et produits des animaux, fibres, et textiles. bois et ses produits, papier, fer et ses produits, métaux non-ferrugineux, minéraux, produits chimiques et produits connexes, comprenant la machinerie, moteurs et outillage pour des fins industrielles, automobiles et aéroplanes et outillage, moteurs, ressorts, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et machinerie, accessoires électriques, instruments, appareils, lubrifiants, ciment, gazoline, huile, solutions et dispositifs s'y rapportant; accessoires commerciaux pour magasins et restaurants, comprenant les appliques; outils manuels et mécaniques; ferronnerie; réceptacles; ameublements de maison et de bureau, machines, ustensiles et dispositifs; composés pour la lessive et préparations pour le nettoyage, poli et cire; montres, bijouterie, bijouterie de costumes, pierres précieuses et semi-précieuses, horloges; valises, malles et toutes autres choses faites de cuir; instruments de musique, radios, phonographes, disques de phonographes, musique en feuilles, peintures et vernis et pinceaux; insecticides et désinfectants; accessoires de plomberie et de chauffage, comprenant des fournaies, brûleurs à l'huile et accessoires; articles de sport, accessoires de gymnase et de récréation intérieure, jouets et jeux, comprenant des bicyclettes de toutes sortes; nouveautés et bibelots; articles en caoutchouc; appareils et dispositifs chirurgicaux et scientifiques, sous le nom de "General Forwarders Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15433

L. DÉSILETS.

animals and animal products, fibres and textiles, wood and its products, paper, iron and its products, non-ferrous metals, minerals, chemicals and allied products, including machinery, motors and equipment for industrial purposes, automobiles and aeroplanes and equipment, motors, springs, engines, machines, carburetors' accessories, parts and machinery, electrical equipment, implements, apparatus, lubricants, cements, gasoline, oil, solutions and appliances pertaining thereto; commercial equipment for stores and restaurants, including fixtures; hand and power tools; hardware; containers; household and office furniture, machines, utensils and appliances; soaps, washing compounds and cleaning preparations, polishes and wax; watches, jewellery, costume jewellery, precious and semi-precious stones, clocks; luggage, trunks, and all other things made of leather; musical instruments, radios, phonographs, phonograph records sheet music, paints and varnishes and paint brushes; insecticides and disinfectants; plumbing and heating equipment including furnaces, oil burners and fixtures; sporting goods, gymnasium and indoor recreational equipment, toys and games, including bicycles of all kinds; novelties and notions; rubber goods; electrical, surgical and scientific apparatus and appliances, under the name of "General Forwarders Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 10,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15433-o

"Girard & Fils Ltée
"Girard & Sons Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juin 1946, constituant en corporation: Arthur Girard, Raymond Girard, industriels, André Girard, commis, tous trois de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Montmorency, et Léopold Girard, comptable, de la paroisse de Saint-Louis-de-Courville, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce sous quelque forme que ce soit, celui d'importation ou d'exportation comprise, de tapis en caoutchouc pour l'usage général; de couvertures pour tracteur, automobiles et autres biens mobiliers; de courroies pour l'industrie, la ferme ou la maison;

Fabriquer, manufacturer et construire tout ce qui peut être l'objet de fabrication, de l'industrie et de la construction en général, sous le nom de "Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd." avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Grégoire-de-Montmorency, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15434-o

L. DÉSILETS.

"Girard & Fils Ltée
"Girard & Sons Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1946, incorporating: Arthur Girard, Raymond Girard, manufacturers, André Girard, clerk, all three of the parish of Saint-Grégoire-de-Montmorency, and Léopold Girard, accountant, of the parish of Saint-Louis-de-Courville, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business under any form whatsoever, including that of importation and exportation, of rubber matting for general use; covers for tractors, automobiles and other movable effects; beltings for industries, the farm or the home;

To make, manufacture and build anything that may be the object of manufacture, industry and construction in general, under the name of "Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Grégoire-de-Montmorency, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15434

"Graceful Dress Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, avocats, de la cité de Montréal, et Joseph Malen, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou négocier et faire le commerce, soit comme mandants ou agents et à commission ou autrement et manufacturer des robes pour dames, femmes et enfants, rideaux, marchandises sèches, nouveautés, fournitures de maison, draperies, vêtements, chaussures, ornements et appareils de maison, sous le nom de "Graceful Dress Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15435

L. DÉSILETS.

"Graceful Dress Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, advocates, of the city of Montreal, and Joseph Malen, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or deal in and with, either as principals, or agents and upon commission or otherwise and to manufacture ladies', women's and children's dresses, curtains, dry goods, novelties, home furnishings, drapes, clothing, footwear, ornaments and home appliances, under the name of "Graceful Dress Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15435-o

Deputy Attorney General.

"Grand Fur Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Saul Tarnofsky, manufacturier, Dame Rebecca Kushlin, ménagère, veuve de feu Sam Tarnofsky, en son vivant manufacturier, et Dame Celia Tarnofsky, ménagère, épouse séparée de biens de Izzie Edgar, marchand, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme exportateurs, importateurs et expéditeurs et marchands de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux; traiter et préparer pour le marché aucune ou toutes ces fourrures et peaux, manufacturer, exporter, importer, expédier et faire le commerce d'aucun et tous articles de vêtement ou autrement qui sont susceptibles d'être faits soit en tout ou en partie de fourrures ou de peaux d'animaux, sous le nom de "Grand Fur Co. Inc.", avec un capital total de \$39,900, divisé en 109 actions ordinaires de \$100 chacune et en 290 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15436

L. DÉSILETS.

"Grand Fur Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1946, incorporating: Saul Tarnofsky, manufacturer, Dame Rebecca Kushlin, housewife, widow of the late Sam Tarnofsky in his life time manufacturer, and Dame Celia Tarnofsky, housewife, wife separate as to property of Izzie Edgar, merchant, and duly authorized by him for the purposes of these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as exporter, importer and shipper of and dealer in all kinds of furs and animal skins; to treat and prepare for the market any or all of such furs and skins to manufacture, export, import, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animal skins, under the name of "Grand Fur Co. Inc.", with a total capital stock of \$39,900.00, divided into 109 common shares of \$100.00 each, and 290 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15436-o

Deputy Attorney General.

"J.-B. Morin Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Dame veuve Jean-Baptiste Morin, née Amanda Pruneau, Jean-Charles Morin, Lorenzo Morin et Paul-Aimé Morin, tous trois plombiers-électriciens, et Wilfrid Samson, marchand tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de plombiers, électriciens, ferblantiers et couvreurs et autres commerces

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1946 incorporating: Dame widow Jean-Baptiste Morin, née Amanda Pruneau, Jean-Charles Morin, Lorenzo Morin and Paul-Aimé Morin, all three plumbers and electricians, and Wilfrid Samson, merchant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of plumbers, electricians, tinsmiths and roofers and any other

analogues; faire le commerce d'effets, objets et marchandises et accessoires se rattachant à ce genre d'affaires, sous le nom de "J.-B. Morin Inc.", avec un capital total de \$25,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15437-o L. DÉSILETS.

similar business; to deal in goods, wares and merchandise and accessories connected with such a business, under the name of "J.-B. Morin Inc.", with a total capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15437 Deputy Attorney General.

"John MacNaughton Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Florence McGill Rodger, de la cité de Montréal, Mary Elizabeth Rowan et Helen Elizabeth Gormley, toutes deux de la cité de Westmount, toutes sténographes et filles majeures, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de distributeurs, exportateurs, importateurs, grossistes, détaillants, acheteurs et vendeurs et en général faire le commerce, soit comme mandants ou agents, de toutes sortes d'aliments, produits alimentaires et breuvages, sous le nom de "John MacNaughton Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs attesté par une résolution passée par eux et inscrite aux livres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, n'excédera pas vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15438 L. DÉSILETS.

"John MacNaughton Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1946, incorporating: Florence McGill Rodger, of the City of Montreal, Mary Elizabeth Rowan and Helen Elizabeth Gormley, both of the City of Westmount, all stenographers and spinsters, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of distributor, exporter, importer, wholesaler, retailer, buyer and seller of, and generally to deal, either as principal or agent, in all kind of foods, food products and beverages, under the name of "John MacNaughton Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

That the shares of the Company shall not be transferred without the consent of the Directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the Company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company, shall not exceed twenty;

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15438-o Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée"
"The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, avocats, et Lucienne Michaud, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de la ville de Rimouski, district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'une compagnie de téléphone, radio-téléphone, télévision et télégraphe dans les comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Saguenay et dans les îles du golfe et du Bas-St-Laurent, et avec les bateaux, phares, y opérant et, à ces fins, produire, manufacturer, accumuler, construire, importer, louer, acheter ou autrement acquérir, vendre, transporter, distribuer, utiliser, commercer et trafiquer de toutes les matières, produits, biens mobiliers et immobiliers nécessaires, utiles ou appropriés aux fins des commerce ou industrie ci-dessus, sous le nom de "La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée — The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited."

"La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée"
"The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited"

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1946, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, advocates, and Lucienne Michaud, secretary, spinster and in use of her rights, all of the town of Rimouski, district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and industry of a telephone, radio-telephone, television and telegraph company in the counties of Gaspé-North, Gaspé-South, Saguenay and in the Islands of the Gulf and the Lower St. Lawrence, and with boats, light-houses operating therefor, and for such purposes, to produce, manufacture, accumulate, construct, import, lease, purchase or otherwise acquire, sell, transport, distribute, use, deal and trade in any matters, products, movable and immovable property required, useful or appropriate for the above mentioned business or industry, under the name of "La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée — The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de 5,000 actions sans valeur nominale, et 5,000 actions privilégiées de la valeur au pair de \$20.00 chacune.

Le capital avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations sera de trente-cinq mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15439-o L. DÉSILETS.

The amount of the company's capital stock will be 5,000 shares without nominal value, and 5,000 preferred shares of a par value of \$20 each.

The capital stock with which the company may begin its operations will be thirty-five thousand dollars.

The head office of the company will be in the town of Rimouski, in the district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15439 Deputy Attorney General.

"Leather Wear Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Georges Laurence, Jean Brisset, Jules Beauregard, avocats, et Charles Viau, administrateur, et Phyllis Staples, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers ou importateurs, exportateurs, marchands en gros et en détail et commerçants de cuir et de lainages et tissus textiles de toutes sortes, plastique, caoutchouc et articles imperméables ou autrement produire aucun des articles, effets et marchandises y référés ci-dessus, sous le nom de "Leather Wear Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille actions sans valeur nominale ou au pair et en neuf cent quarante actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quatorze mille quatre cents dollars (\$14,400).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15440 L. DÉSILETS.

"Les Éditions du Commerce Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Paul-Émile Bernier, éditeur-publiste, Dame Clémence Bourgault Bernier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-Émile Bernier et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Ernest-Laurent Bernier, étudiant, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce ou exercer l'industrie comme: libraire, papetier, importateur, exportateur, agent, commerçant, en gros et en détail, de tous articles ou produits se rattachant à l'imprimerie, imprimeur, lithographe, photographe, photographe, relieur, régleur, toutes les activités reconnues comme étant du domaine des arts graphiques, publicité, agence de publicité, éditeurs de journaux, de revues, de publications culturel-

"Leather Wear Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1946, incorporating: Georges Laurence, Jean Brisset, Jules Beauregard, advocates, and Charles Viau, administrator, and Phyllis Staples, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers or importers, exporters, wholesale and retail merchants and dealers in leather and woollen goods and textile fabrics of all kinds, plastic, rubber and waterproof goods or otherwise produce any of the goods, wares and merchandise referred to above, under the name of "Leather Wear Limited."

The capital stock of the company is divided into one thousand shares having no nominal or par value and into nine hundred and forty preferred shares of a par value of One Hundred dollars (\$100.00) each.

The amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be Fourteen Thousand Four Hundred Dollars (\$14,400.00).

The head office of the Company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15440-o Deputy Attorney General.

"Les Éditions du Commerce Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q. 1941, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Paul-Émile Bernier, editor, publisher, Dame Clémence Bourgault Bernier, housewife, wife separate as to property of said Paul-Émile Bernier, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Ernest-Laurent Bernier, student, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in or carry on business as stationer, paper dealer, importer, exporter, agent for, trader and dealer, wholesale and retail, in all articles or products connected with printing, act as printer, lithographer, photographer, photo-engraver, binder, ruler, all activities known to be connected with the graphic arts, publicist, publicity agencies, newspaper and magazine publishers, also cultural publications, literary,

les, littéraires, économiques, sociales et documentaires;

Agir comme agent d'éditeurs étrangers;
Maintenir un service de renseignements industriels et commerciaux;

Acquérir le commerce de "Les Éditions du Commerce Enr." et en payer le prix ou partie du prix en argent ou en actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie. Acquérir et payer également en argent ou en actions de la compagnie, des actions ou obligations de compagnies similaires.

Le nom corporatif de la présente compagnie est: "Les Éditions du Commerce Inc."

Le capital de la compagnie sera de \$20,000.00, divisé en 120 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et en 80 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15441-o L. DÉSILETS.

economic and documentary;

To act as agents for foreign editors;
To maintain an industrial and a commercial information service;

To acquire the business of "Les Éditions du Commerce Enr." and pay the price or part of the price therefor in cash or in fully paid up shares of the company's capital stock. To acquire and also pay in cash or shares of the company any shares or bonds of similar companies.

The corporate name of the present company is "Les Éditions du Commerce Inc."

The capital stock of the company shall be \$20,000, divided into 120 common shares of a par value of \$100 each, and 80 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15441 Deputy Attorney General.

"Les Enchères Marceau Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Odilon Marceau, marchand de meubles, Leda Wagner Marceau, épouse contractuellement séparée de biens dudit Odilon Marceau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Paul-Henry Soucy, pharmacien, Léonie Marceau Soucy, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-Henry Soucy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Augustin Letarte, comptable, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de tapis, carpettes, prélatrs, instruments de musique, appareils électriques, meubles et ameublements de maison et bureau en général, ou tout autre article se rapportant de toute manière, directement ou indirectement aux objets précités;

Exercer le commerce d'un magasin de gros, de détail et à rayons; exercer tous ou aucuns des commerces de manufacturiers et importateurs et marchands en gros et en détail d'articles en cuir, ameublements de maison, quincaillerie, porcelaine, verrerie, poterie et autres accessoires et ustensiles de ménage, ornements, bric-à-brac, sous le nom de "Les Enchères Marceau Inc.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 12, rue St-Joseph, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15442-o L. DÉSILETS.

"Les Enchères Marceau Inc."

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty third day of July, 1946, incorporating: Odilon Marceau, furniture dealer, Leda Wagner Marceau, wife separate as to property by marriage contract of said Odilon Marceau, and duly authorized by him for the purposes hereof, Paul-Henry Soucy, druggist, Léonie Marceau Soucy, wife separate as to property by marriage contract of said Paul-Henry Soucy, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Augustin Letarte, accountant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export, trade and deal in all kinds, carpets, oilcloths, musical instruments, electrical apparatus, furniture and household and office furniture in general, or any other article, in any way connected, whether directly or indirectly, with the aforesaid objects;

To carry on the business of wholesale, retail and departmental store; to carry on all or any business as manufacturers and importers of and wholesale and retail dealers in leather goods, household furniture, hardware, china, glassware, pottery and other accessories and household supplies, ornaments, bric-a-brac, under the name of "Les Enchères Marceau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 12 St-Joseph street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15442 Deputy Attorney General.

"Les Immeubles Thérberge Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

"Les Immeubles Thérberge Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Joseph-Rodolphe Thérberge, entrepreneur, Dame May Grenon Thérberge, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-R. Thérberge et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Chicoutimi, et Jules Landry, avocat et conseil du Roi, de la Rivière-du-Moulin, tous du district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, transiger et exploiter, user et jouir, ou autrement vendre, louer, échanger ou autrement transiger et tourner à profit, ou autrement disposer de biens-fonds ou d'intérêts dans des biens-fonds, ou des bâtisses et autres constructions érigées sur ces biens-fonds, cour à bois, pouvoirs d'eau ou autres, et autres biens immobiliers de toutes espèces et descriptions et droits, dans et sur telles propriétés, sous le nom de "Les Immeubles Thérberge Ltée",

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15443-o L. DESILETS.

**"Les Produits Alimentaires du Saguenay
Limitée
Saguenay Food Products Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Louis-Philippe Dufour, aviculteur, Victor Lacoursière, médecin, Jean-Baptiste Dufour, marchand, tous trois de La Malbaie, district de Saguenay, Alfred Lamarche, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, et Oscar Drouin, avocat, des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie générale et le commerce de la pêche, y compris entre autres choses, prendre, saler, fumer, sécher, acheter, vendre, expédier, importer, exporter, faire faire les opérations susdites, et faire autrement le commerce et l'industrie, en gros et en détail, de toutes sortes de poissons, de crustacés, et autres produits et sous-produits de la mer et des cours d'eau, et exercer, faire exercer les opérations susdites et autres nécessaires quant à ce qui concerne tout ce qui peut être de la nature d'une compagnie de salaison ou autres affaires connexes, sous le nom de "Les Produits Alimentaires du Saguenay Limitée — Saguenay Food Products Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, dans le district de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15444-o L. DESILETS.

**"L'Oeuvre des Terrains de jeux et des Loisirs
de Mont-Laurier"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies

Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1946, incorporating: Joseph Rodolphe Thérberge, contractor, Dame May Grenon Thérberge, wife separate as to property by marriage contract of the said J. R. Thérberge and duly authorized by him for the purposes hereof, both of the city of Chicoutimi, and Jules Landry, advocate and King's Counsel, of Rivière-du-Moulin, all of the district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, and to own, hold, improve, deal with and operate, use and enjoy, or otherwise sell, lease, exchange or otherwise deal with and turn to account, or otherwise dispose of real estate or interests in real estate, or buildings and other constructions erected on the said real estate, wood yards, water powers or others, and other immovable property of every class and description and rights in and on such property, under the name of "Les Immeubles Thérberge Ltée".

The amount of capital stock of the company will be \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1946.

L. DESILETS,
15443 Deputy Attorney General.

**"Les Produits Alimentaires du Saguenay
Limitée
Saguenay Food Products Limited"**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q. 1941, bearing date the eighteenth day of July, 1946, incorporating: Louis-Philippe Dufour, poultry-farmer, Victor Lacoursière, physician, Jean-Baptiste Dufour, merchant, all three of La Malbaie, district of Saguenay, Alfred Lamarche, commercial traveller, of the city and district of Montreal, and Oscar Drouin, advocate, of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business generally, and the fishing business, including amongst other things: to take, salt, smoke, dry, purchase, sell, ship, import, export and otherwise deal and trade, wholesale and retail, in all kinds of fish, crustaceans, and other products and by-products of the sea and of watercourses, and to carry on, have carried on the aforesaid operations or any others required for anything concerning or relating to a packing company or any other business connected therewith, under the name of "Les Produits Alimentaires du Saguenay Limitée — Saguenay Food Products Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, in the district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1946.

L. DESILETS,
15444 Deputy Attorney General.

**"L'Oeuvre des Terrains de jeux et des Loisirs
de Mont-Laurier"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Omer Villeneuve, prêtre-curé, Joseph Blais, commerçant de bois, maire, Dr. Gustave Roy, médecin-chirurgien, Edouard Régimbal, plombier, Emile Martineau, O. D. optométriste, président de la chambre de commerce de Mont-Laurier, et Ernest Charette, C. R. avocat, tous de Mont-Laurier, district de Labelle, province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir les enfants, jeunes gens et jeunes filles, les adultes, dans un but de récréation et d'amusement et s'occuper de leur formation religieuse, morale, sociale et sportive, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de jeux et des Loisirs de Mont-Laurier."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Mont-Laurier, village, dans le district de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15445-o L. DESILETS.

"Michael T. O'Malley Yellowknife Mines Ltd."

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Daniel Percy Gilmor, avocat et conseil en loi du Roi, Mary Winifred Phelan et Hazel Murphy, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des recherches, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, entretenir et administrer des mines d'or, d'argent, de cuivre, de nickel, de plomb, de charbon, de fer et autres, carrières, dépôts minéraux et autres propriétés, fouiller, creuser, extraire, concasser, laver, fondre, griller, éprouver, analyser, réduire et amalgamer et autrement traiter des minerais, métaux et substances minérales de toutes sortes, soit appartenant à la compagnie ou non et leur donner une valeur marchande, et vendre et autrement disposer d'iceux ou de toute partie d'iceux ou d'aucun intérêt en iceux, et généralement exercer le commerce d'une compagnie minière, de broyage, de réduction et de développement, sous le nom de "Michael T. O'Malley Yellowknife Mines Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$500,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15446 L. DESILETS.

"Mingo Incorporated"

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres paten-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. abbé Omer Villeneuve, parish-priest, Joseph Blais, lumber merchant, mayor, Dr. Gustave Roy, physician, surgeon, Edouard Régimbal, plumber, Emile Martineau, O. O., optometrist, president of the Mont-Laurier board of trade, and Ernest Charette, K. C., advocate, all of Mont-Laurier, district of Labelle, Province of Quebec, for the following purposes:

To assemble children, young men and young girls, adults, for recreation and amusement purposes and to attend to their religious, moral, social and sportive formation, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de jeux et des Loisirs de Mont-Laurier."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Mont-Laurier, village, in the district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1946.

L. DESILETS,
15445 Deputy Attorney General.

"Michael T. O'Malley Yellowknife Mines Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: Daniel Percy Gilmor, advocate and King's Counsel, Mary Winifred Phelan and Hazel Murphy, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver, copper, nickel, lead, coal, iron and other mines, quarries, mineral and other deposits and properties, and to dig for, dredge, raise, crush, wash, smelt, roast, assay, analyse, reduce and amalgamate, and otherwise treat ores, metal and mineral substances of all kinds, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same, or any part thereof, or any interest therein, and generally to carry on business of a mining, milling, reduction and development company, under the name of "Michael T. O'Malley Yellowknife Mines Ltd."

The capital stock of the Company is divided into 100,000 shares, having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be \$500,000.00.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DESILETS,
15446-o Deputy Attorney General.

"Mingo Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

tes en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Michael Mindel, Jack Slutsky et Samuel Mestel, marchands, de la cité de Montréal, et Hylda Sherman, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de négociants, marchands, exportateurs, grossistes, détaillants et distributeurs de produits textiles de toute description, vêtements de toute description quelconque pour hommes et garçons, dames, demoiselles et enfants; machinerie et menus objets de toute description, sous le nom de "Mingo Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie consistera en trois cents (300) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent (\$100) dollars chacune, et en cent (100) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent (\$100) dollars chacune.

Aucune action du capital-actions de la compagnie sera transférée sans l'approbation des directeurs de la compagnie attestée par une résolution du bureau de direction.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15447

L. DÉSILETS.

"Montrose Realities Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'avril 1946, constituant en corporation: Moses Abraham Fels, Sol Sidney Fels, avocats, de la cité de Montréal, et Benjamin Alfred Schwartz, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, changer et échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et de propriétés immobilières et tous les droits et privilèges y appartenant ou s'y rapportant;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, négocier et faire le commerce de machinerie de toutes sortes et genres et outillage industriel et outils, et faire le commerce de tous matériaux, métaux et articles utilisés pour ladite fabrication, sous le nom de "Montrose Realities Ltd."

Le montant du capital-actions est de soixante-quinze mille dollars (\$75,000), divisé en deux cent cinquante (250) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et en cinq cents (500) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général,

15448

L. DÉSILETS.

**"Nap. Laforest & Fils Limitée"
"Nap. Laforest & Sons Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

fifth day of June, 1946, incorporating: Michael Mindel, Jack Slutsky and Samuel Mestel, merchants, of the City of Montreal, and Hylda Sherman, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jobbers, merchants, exporters, wholesalers, retailers, and distributors, of textiles of every description, men's and boys', ladies', misses' and children's wearing apparel of every description whatsoever; machinery and smallwares of every description, under the name of "Mingo Incorporated".

The capital stock of the Company shall consist of three hundred (300) preferred shares of a par value of one hundred (\$100.00) dollars each, and one hundred (100) common shares of a par value of one hundred (\$100.00) dollars each.

That no shares of the capital stock of the Company shall be transferred without the approval of the Directors of the Company evidenced by a resolution of the Board of Directors;

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15447-o

Deputy Attorney General.

"Montrose Realities Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1946, incorporating: Moses Abraham Fels, Sol Sydney Fels, advocates, of the City of Montreal, and Benjamin Alfred Schwartz, notary, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, change and exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and all rights and privileges pertaining to or connected therewith;

To manufacture, buy, sell, and otherwise acquire, deal in and deal with machinery of all kinds and nature and industrial equipment and tools, and to deal in all materials, metals and articles used in the said manufacture, under the name of "Montrose Realities Ltd".

The amount of the capital stock is seventy-five thousand dollars (\$75,000), divided into two hundred and fifty (250) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each and five hundred (500) preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be at 1449 St. Alexandre street, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1946.

L. DÉSILETS,

15448-o

Deputy General Attorney.

**"Nap. Laforest & Fils Limitée"
"Nap. Laforest & Sons Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Napoléon Laforest, Marcel Laforest, Aldège Laforest, contracteurs, et Annette Daignault, secrétaire, tous de la cité de Montréal, et Gérard Laforest, contracteur, de Pont-Viau, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en planchers, soit comme principal, agent, y compris le polissage, le rabotage, le posage, le repolissage, la préparation, la finition, le polissage au papier sablé, le cirage et le huilage des planchers, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et négocier tous matériaux nécessaires à ceux; manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et négocier toutes sortes d'accessoires pour planchers, y compris le bois, bois de construction, liège, caoutchouc, linoléum, béton, fibre, compositions, cire, huile, vernis, poli, et aucun et tous articles utilisés en rapport avec les planchers ou accessoires;

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Nap. Laforest & Fils Limitée" — Nap. Laforest & Sons Limited", avec un capital total de \$39,000.00, divisé en 390 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 10600, rue Francis, dans les cité et district de de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15449-o

L. DESILETS.

Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1946, incorporating: Napoléon Laforest, Marcel Laforest, Aldège Laforest, contractors, and Annette Daignault, secretary, all of the city of Montreal, and Gerard Laforest, contractor, of Pont-Viau, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of flooring contractors, either as principal or agent, including the polishing, planing, laying, repolishing, preparing and finishing, polishing with sand paper, waxing and oiling floors, and to manufacture, buy, sell, import, export and deal in all materials required therefor; to manufacture, buy, sell, import, export and deal in all kinds of accessories for floors, including wood, lumber, cork, rubber, linoleum, concrete, fibre, compositions, wax, oil, varnish, polish, and any and all things used in connection with floors or accessories;

To carry on the business of general contractors, under the name of "Nap. Laforest & Fils Limitée" — Nap. Laforest & Sons Limited", with a total capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 10600 Francis street, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Nova Knitting Limited"

"Nova Knitting Limited"

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de juin 1946, constituant en corporation: Alcide Côté, avocat, Thérèse Côté, secrétaire, et Madeleine McNulty, commis, toutes deux filles majeures, tous de la cité de St-Jean, district d'Iberville, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et en général faire le commerce, comme grossistes et détaillants, de soie, coton, laine, worsted, lin et autres substances fibreuses, ainsi que le fil, fils, étoffes, tissus et autres textiles tissés, tricotés, crochetés, mailés, feutrés ou autrement et tous ingrédients et parties constituant d'iceux, et adapter, composer, finir et convertir aucun des produits précédents; traiter, manufacturer et préparer tous produits et sous-produits d'iceux. ;

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants, exportateurs, importateurs, détaillants et marchands en gros de toutes sortes d'habits et vêtements pour hommes, femmes et enfants, comprenant des sous-vêtements et pardessus pour femmes, hommes et enfants, chaussettes pour hommes, vêtements de sport, coiffures et chaussures de toute description, et exercer tous ou aucun des commerces de marchands de drap, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, gantiers et chapeliers, sous le nom de "Nova Knitting Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$45,000, divisée en 450 actions de \$100 chacune.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1946, incorporating: Alcide Côté, lawyer, Thérèse Côté, secretary, and Madeleine McNulty, clerk, both spinsters of the full age of majority, all of the City of St. Johns, in the District of Iberville, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in generally, both as wholesalers and retailers, silk, cottons, wool, worsted, flax, and other fibrous substances, as well as yarns, threads, cloths, fabrics and other textiles, woven, knit, netted, looped, felted or otherwise, and all ingredients and component parts thereof, and to adapt, compound, finish and convert any of the foregoing products; to treat, manufacture and prepare all products and by-products thereof;

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers, retailers and wholesale dealers, in all kinds of men's, women's, and children's clothing and wearing apparel of all kinds and description, including women's men's and children's undergarments and outer-garments, men's socks, sportswear, head and footwear of every description, and to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves and hatters, under the name of "Nova Knitting Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$45,000.00, divided into 450 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Jean, district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15450 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be in the City of St. Johns, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15450-o Deputy Attorney General.

"P. H. Marineau Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Philippe-Henri Marineau, imprimeur, Lindor Jutras, typographe et Hermance Bourassa, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district des Trois-Rivières, province de Québec dans les buts suivants:

Acheter l'industrie d'imprimerie et le commerce d'articles de bureau de Philippe-Henri Marineau, à Trois-Rivières, avec machinerie, outillage, accessoires, ameublement, marchandises et achalandage et payer ce commerce et cette industrie avec des actions acquittées de la compagnie; continuer à exercer ce commerce et cette industrie;

Exercer l'industrie et le commerce de l'imprimerie, la librairie, la papeterie, la reliure, la gravure, la stéréotypie, la lithographie, la photographie, la rotogravure, dans toutes leurs branches, et pour ce faire, acquérir, posséder, exploiter et vendre la machinerie et objets de commerce nécessaires ou s'y rapportant;

Acquérir, éditer, imprimer, publier, vendre, diriger, distribuer et faire circuler ou autrement disposer de tout journal ou journaux, livres, brochures, périodiques, tracts, bulletins, plaquettes, revues ou autres publications et généralement faire les opérations de propriétaire de journal et d'éditeur en général, sous le nom de "P. H. Marineau Limitée", avec un capital total de \$20,000.00 divisé en 2,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15451-o L. DÉSILETS.

"P. H. Marineau Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1946, incorporating: Philippe-Henri Marineau, printer, Lindor Jutras, typographer, and Hermance Bourassa, secretary, spinster, all of the city and district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the printing industry and the business of office supplies of Philippe-Henri Marineau, at Trois-Rivières, with the machinery, equipment, accessories, furniture, merchandise and goodwill and to pay for the said business and said industry with paid up shares of the company; to continue the said business and industry;

To carry on the trade and business of printing stationery, paper, book-binding, engraving, stereotyping, lithographing, photography, photo-engraving, in all lines of same, and for this purpose, to acquire, own, operate and sell the machinery and objects required for the business or connected therewith;

To acquire, edit, print, publish, sell, direct, distribute and put into circulation or otherwise dispose of any newspaper or newspapers, books, booklets, periodicals, tracts, bulletins, pamphlets, reviews or other publications and carry on generally the operations of a newspaper proprietor and editor, under the name of "P. H. Marineau Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15451 Deputy Attorney General.

"Premier Chibougamau Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, de la cité de St-Lambert, William Patrick Creagh, stagiaire, de la ville de Mont-Royal, Alexander Gordon Yeoman, stagiaire, Clifford George Meek et Charles Eric Humphrey, teneurs de livres, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Pre-

"Premier Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1946, incorporating: Herbert William Jackson, manager, of the city of St. Lambert, William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek and Charles Eric Humphrey, bookkeepers, the three latter of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Premier Chibougamau Mines Limited"

mier Chibougamau Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15452 L. DÉSILETS.

"Selkirk Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Arthur Quesnel, secrétaire, Joseph Norman Berger et Ludovic-Thomas Bilodeau, courtiers, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, forer, percer, fouiller, charrier, laver, passer au cribble, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques et sans limiter la généralité d'icelles mais comprenant le gaz naturel combustible, l'huile minérale ou le naphthé; donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Selkirk Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions de \$1. chacune.

Les actionnaires de ladite compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour les actions de son capital-actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15453 L. DÉSILETS.

"Kitchen Specialties Inc."
"Spécialités de Cuisine Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en Loi du Roi, Jean-Paul Verschelden, avocat, et Marie Verschelden, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'exportateur et d'importateur, marchand de gros et détail, d'articles de cuisine, d'ustensiles de cuisine, ferronnerie pour la maison et la cuisine, coutellerie, argenterie, porcelaine, poterie, verrerie, granit, appareils électriques, poêles, accessoires de cuisine, domestiques ou commerciaux, et généralement tous articles employés pour la préparation et la con-

(No Personal Liability)", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 50,000 shares of the par value of \$1.00.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15452-o Deputy Attorney General.

"Selkirk Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1946, incorporating: Arthur Quesnel, secretary, Joseph Norman Berger and Ludovic-Thomas Bilodeau, brokers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever and without limiting the generality thereof but including combustible natural gas, mineral oil or naphtha, be mined, drilled, bored, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Selkirk Mines Limited (No Personal Liability), with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 50,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders of the said Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for the shares of its capital stock.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15453-o Deputy Attorney General.

"Kitchen Specialties Inc."
"Spécialités de Cuisine Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1946, incorporating: Lucien Roux, advocate and King's Counsel, Jean-Paul Verschelden, advocate, and Marie Verschelden, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of exporter and importer of, wholesale and retail dealer in kitchen articles, kitchen utensils, hardware for the house and kitchen, cutlery, silverware, chinaware, pottery, glassware, graniteware, electric appliances, stoves, kitchen accessories, whether domestic or commercial, and in general all articles used in the preparation and consumption of foodstuffs,

sommation des aliments, sous le nom de "Kitchen Specialties Inc.—Spécialités de Cuisine Inc.", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15454-o L. DÉSILETS.

"Suzorite Company Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de juillet 1946, constituant en corporation: John Gerard Ahern, conseil en loi du Roi, John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois et Paul-Albéric Ouimet, tous avocats, et Robert John Forster, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais:

Faire toutes opérations qui consistent à miner, forer, percer, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques et sans limiter la généralité d'iceux mais comprenant le gaz naturel combustible, l'huile minérale ou naphthé; donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Suzorite Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de ladite compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour les actions de son capital-actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15455 L. DÉSILETS.

Lettres patentes supplémentaires

"Arrowhead Gold Mines, Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour de mai 1946, la compagnie "Arrowhead Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant son règlement XXIX augmentant son capital de \$3,000,000 à \$4,000,000, par la création de 1,000,000 d'actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 28ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
15456 L. DÉSILETS.

under the name of "Kitchen Specialties Inc.—Spécialités de Cuisine Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15454 Deputy Attorney General.

"Suzorite Company Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity, with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the tenth day of July, 1946, incorporating: John Gerard Ahern, King's Counsel, John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, and Paul-Albéric Ouimet, all advocates, and Robert John Forster, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever and without limiting the generality thereof but including combustible, natural gas, mineral oil or naphtha, be mined, drilled, bored, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Suzorite Company Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders of the said company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for the shares of its capital stock.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15455-o Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

"Arrowhead Gold Mines, Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Arrowhead Gold Mines, Limited" (No Personal Liability) ratifying its By-Law XXIX increasing its capital from \$3,000,000 to \$4,000,000., by the creation of 1,000,000 additional common shares of the par value of \$1. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
15456-o Deputy Attorney General.

"Buywell Food Markets Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8ième jour de juillet 1946, à la compagnie "Buywell Food Markets Ltd.", ratifiant son règlement N° 5—a) convertissant 500 des 999 actions ordinaires constituant le capital-actions autorisé de la compagnie d'une valeur au pair de \$100 chacune en actions privilégiées; b) subdivisant toutes les actions existantes de la compagnie, à savoir, les 500 actions privilégiées en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune et les 499 actions ordinaires restantes en 4,990 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; c) énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, ce 8ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15457 L. DÉSILETS.

"C. M. Doxsey Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Brooks and Doxsey Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1935, en celui de: "C. M. Doxsey Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce 9ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15458 L. DÉSILETS.

"Excel Cotton Products Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Excel Cotton Products Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 janvier 1944, en celui de: "Excel Cotton Products Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce 9ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15459 L. DÉSILETS.

"L. M. Dorsey Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Larry Dress Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 décembre 1942, en celui de: "L. M. Dorsey Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce 9ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15461 L. DÉSILETS.

"Buywell Food Markets Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of July, 1946 were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Buywell Food Markets Ltd." ratifying its By-Law No. 5—a) converting 500 out of the 999 common shares constituting the authorized capital stock of the company, of the par value of \$100, each, into preferred shares; b) subdividing all the existing shares of the company, namely the 500 preferred shares into 2500 preferred shares of the par value of \$20, each and the remaining 499 common shares into 4990 common shares of the par value of \$10, each; c) enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15457-o Deputy Attorney General.

"C. M. Doxsey Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Brooks and Doxsey Limited", incorporated by letters patent dated December 13th, 1935, into that of "C. M. Doxsey Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15458-o Deputy Attorney General.

"Excel Cotton Products Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Excel Cotton Products Co.", incorporated by letters patent dated January 8th, 1944, into that of "Excel Cotton Products Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15459-o Deputy Attorney General.

"L. M. Dorsey Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Larry Dress Inc.", incorporated by letters patent dated December 22nd, 1942, into that of "L. M. Dorsey Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15461-o Deputy Attorney General.

"Martel Auto Service Ltd. Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Fortier Auto Service Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 août 1933, sous le nom de "Simard Service Station Limited", en celui de "Martel Auto Service Ltd. — Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 8ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15462-o

L. DÉSILETS.

"Martel Auto Service Ltd. Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, changing the name of the company "Fortier Auto Service Ltd.", incorporated by letters patent bearing date August 7, 1933, under the name of "Simard Service Station Limited" to that of "Martel Auto Service Ltd. — Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15462

"Royal Furniture Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour de juin 1946, à la compagnie "Royal Mattress and Furniture Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mars 1944, ratifiant: a) son Règlement Spécial "A" changeant le nom de la compagnie en celui de "Royal Furniture Inc."; b) son Règlement Spécial "B" 1o) subdivisant les 3960 actions communes d'une valeur au pair de \$25, chacune composant le capital de la compagnie en 19,800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5, chacune; 2o) augmentant son capital de \$99,000, à \$249,000, par la création de 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25, chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 22ième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15463-o

L. DÉSILETS.

"Royal Furniture Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-second day of June, 1946, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, to the company "Royal Mattress and Furniture Incorporated" incorporated by letters patent bearing date March 23, 1944, ratifying: a) its Special By-law "A", changing the name of the company to that of "Royal Furniture Inc."; b) its Special By-law "B" 1) subdividing the 3960 common shares of a par value of \$25 each which form the capital stock of the company, into 19,800 common shares of a par value of \$5, each; 2) increasing its capital stock from \$99,000 to \$249,000, by the creation of 6,000 preferred shares of a par value of \$25 each, and enumerating the privileges attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15463

"Simack Ilmenite Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuvième jour de mai 1946, à la compagnie "Simack Ilmenite Company Ltd.", ratifiant son règlement N° 35 — a) diminuant son capital de \$45,000 à \$19,800 en réduisant de \$10 à \$2 par action la valeur de 3,150 actions émises et payées et en payant aux actionnaires la somme de \$25,200; b) en convertissant les 1,350 actions non-émises d'une valeur au pair de \$10 chacune en 6,750 actions d'une valeur au pair de \$2, chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 29ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,

15464

L. DÉSILETS.

"Simack Ilmenite Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Simack Ilmenite Company Ltd." ratifying its By-Law No. 35-a) reducing its capital from \$45,000, to \$19,800, by reducing from \$10, to \$2, per share the value of the 3150 shares issued and paid, and by paying to the shareholders the sum of \$25,200; b) converting the 1350 unissued shares, of the par value of \$10, each, into 6750 shares of the par value of \$2, each.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of May, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15464-o

**"St. Jérôme Industries Limited"
"Les Industries de St. Jérôme Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour de mai 1946, à la compagnie "St. Jérôme Industries Limited" — "Les Industries de St. Jérôme Limi-

**"St. Jérôme Industries Limited"
"Les Industries de St. Jérôme Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "St. Jérôme Industries Limited" — "Les Industries de St-Jérôme Limitée", ratify-

tée" ratifiant son Règlement N° 6 augmentant son capital de \$20,000. à \$60,000, par la création de 250 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100. chacune et de 150 actions privilégiées de \$100. chacune et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Donné au bureau du Procureur général, le 25ième jour de mai 1946.

L'Assistant-Procureur général,
15460-o L. DÉSILETS.

ing its by-law No. 6 increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000, by the creation of 250 additional common shares of a par value of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
15460 Deputy Attorney General.

"The Grove Park Estate, Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour de mai 1946, à la compagnie "The Grove Park Estate, Company", ratifiant son règlement N° R-1 diminuant son capital de \$200,000 à \$40,000. a) en annulant ses 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; b) en réduisant de \$100 à \$80 la valeur au pair de ses 500 actions ordinaires et en remboursant \$20 par action.

Daté du bureau du Procureur général, ce 28ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
15465 L. DÉSILETS.

"The Grove Park Estate, Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "The Grove Park Estate, Company", ratifying its By-Law No. R-1 reducing its capital from \$200,000. to \$40,000. a) by cancelling its 1500 preferred shares of the par value of \$100. each; b) by reducing from \$100. to \$80. the par value of its 500 common shares and reimbursing \$20. per share.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
15465-o Deputy Attorney General.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Moffet", en date du 8 juillet 1946, dont le siège social est situé à Moffet, comté de Témiscamingue, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15467-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général en date du 21 juin 1946, les règlements comprenant les articles 1 à 57 inclusivement de "L'Association des Citoyens de Saint-Maurice (Pont-David)", tels qu'adoptés à l'Assemblée tenue le 6 décembre 1945, ont été approuvés par l'honorable Secrétaire de la Province, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 22 juin 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15468-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Moffet", under date the eighth day of July, 1946, whereof the head office is at Moffet, county of Témiscamingue, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI
15467 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, under date the 21st of June, 1946, the by-laws comprising sections 1 to 57 inclusively of "L'Association des Citoyens de Saint-Maurice (Pont-David)", as adopted at the meeting held December 6, 1945, have been approved by the Honourable the Provincial Secretary, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 22, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15468 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Inverness", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la pro-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Inverness", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profes-

fession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Inverness, comté de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15469-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de La Visitation", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à La Visitation, comté d'Yamaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15470-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Messines", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Messines, comté de Gatineau.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15471-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antoine-des-Laurentides", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Antoine-des-Laurentides, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15472-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Clément-de-Bishopton", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Clément-de-Bishopton, comté de Wolfe.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15473-o JEAN BRUCHÉSI.

sion, has been authorized by the Provincial Secretary on August 8, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Inverness, county of Megantic.

JEAN BRUCHÉSI,
15469 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de La Visitation", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at La Visitation, county of Yamaska.

JEAN BRUCHÉSI,
15470 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Messines", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 7, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Messines, county of Gatineau.

JEAN BRUCHÉSI,
15471 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antoine-des-Laurentides", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 16, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Antoine-des-Laurentides, county of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,
15472 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Clément-de-Bishopton", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Clément-de-Bishopton, county of Wolfe.

JEAN BRUCHÉSI,
15473 Under Secretary of the Province.

AVIS DE RACHAT

NOTICE OF REDEMPTION

Aux détenteurs d'obligations, Catégorie A (payables en monnaie canadienne seulement) de l'émission de conversion 1944 série "A" et série "B" de la cité de Montréal.

To the holders of City of Montreal category A debentures (payable in Canadian currency only) of the 1944 refunding issue Series "A" and Series "B".

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal a l'intention de racheter et rachètera le 1er novembre 1946, pour fins de conversion, conformément aux dispositions du règlement no 1735 de la cité, les obligations suivantes de la catégorie A (payables en monnaie canadienne seulement) de l'émission ci-dessus mentionnée, aux prix de rachat calculés conformément au paragraphe 18 de l'article 4 dudit règlement, tel que montré dans le tableau suivant, et les intérêts courus sur leur valeur nominale à la date de rachat:

Public notice is hereby given that the city of Montreal intends to and will redeem on November 1st, 1946, for purposes of refunding, pursuant to the provisions of By-law No. 1735 of the city the following debentures in Category A (payable in Canadian currency only) of the above mentioned issue at the redemption prices calculated in accordance with paragraph 18 of Article 4 of the said By-law, as shown in the following table, together with accrued interest on the face value thereof to the redemption date:

Echéant le 1er novembre Maturing on 1st November	Portant intérêt au taux de Bearing interest at the rate of			Prix de rachat Redemption price %	Obligations devant être rachetées Debentures to be redeemed
	%	jusqu'au — until	% par la suite thereafter		
Série "A" — Series "A"					
1947	2¾			100.00	toutes — all
1949	3			100.00	toutes — all
1950	3			100.00	toutes — all
1952	3¼			100.00	toutes — all
Série "B" — Series "B"					
1960	5	1 novembre November	1948 3¾	102.39	toutes — all
1960	5	15 septembre September	1948 3¾	102.24	toutes — all
1964	4	1 novembre November	1950 3¾	100.92	toutes — all
1964	4½	1 novembre November	1950 3¾	102.76	toutes — all
1964	3½	1 février February	1951 3¾	100.00	toutes — all
1964	4½	1 mai May	1951 3¾	103.08	toutes — all
1969	5	1 août August	1953 3¾	107.39	toutes — all
1969	4½	1 septembre September	1953 3¾	104.48	toutes — all
1971	4½	1 mai May	1954 3¾	104.86	toutes — all
1971	5½	1 mai May	1955 3¾	112.64	toutes — all
1971	5	1 novembre November	1956 3¾	110.34	toutes — all
1971	5	2 novembre November	1956 3¾	110.34	toutes — all
1972	5	1 mai May	1959 3¾	112.38	toutes — all

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque de Montréal, ou de la Banque Canadienne Nationale, ou de La Banque Royale du Canada, ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les cités de Montréal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, au choix du détenteur, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er novembre 1946 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of Canada at the principal office of the Bank of Montreal, or of the Banque Canadienne Nationale, or of The Royal Bank of Canada, or of the Provincial Bank of Canada, located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Quebec, Winnipeg or Vancouver, Canada, at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after November 1st, 1946 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

A compter du et après le 1er novembre 1946, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera de courir et les coupons d'intérêt échéant subséquentement à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce vingt-deuxième jour d'août 1946.

CITÉ DE MONTRÉAL,
L. ROBERGE,
Directeur des Finances.

AVIS DE RACHAT

Aux détenteurs d'obligations Catégorie B, (payables en monnaie canadienne ou en sterling) de l'émission de conversion 1944—Série "B" de la cité de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal a l'intention de racheter et rachètera le 1er novembre 1946, pour fins de conversion, conformément aux dispositions du règlement N° 1735 de la cité, les obligations suivantes de la catégorie B (payables en monnaie canadienne ou en sterling) de l'émission ci-dessus mentionnée, aux prix de rachat calculés conformément au paragraphe 18 de l'article 4 dudit règlement, tel que montré dans le tableau suivant, et les intérêts courus sur leur valeur nominale à la date de rachat:

Echéant le 1er novembre Maturing on 1st November	%	Portant intérêt au taux de Bearing interest at the rate of		%	Prix de rachat Redemption price %	Obligations devant être rachetées Debentures to be redeemed
		jusqu'au — until	par la suite thereafter			
1963	4½	1 mai May	1950	3¾	102.44	toutes — all
1965	4½	1 mai May	1951	3¾	103.08	toutes — all
1965	4½	1 novembre November	1951	3¾	103.39	toutes — all
1966	4½	1 mai May	1952	3¾	103.70	toutes — all
1967	5	1 novembre November	1952	3¾	106.66	toutes — all
1969	5	1 mai May	1953	3¾	107.15	toutes — all
1969	5	1 mai May	1954	3¾	108.11	toutes — all

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en sterling au bureau principal de la Banque de Montréal à Londres, Angleterre, ou, au choix du détenteur, en monnaie légale du Canada au taux fixe d'échange de \$4.86½ la livre sterling, au bureau principal de la Banque de Montréal, ou de la Banque Canadienne Nationale, ou de La Banque Royale du Canada, ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les cités de Montréal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, au choix du détenteur, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er novembre 1946 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

A compter du et après le 1er novembre 1946, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquentement à cette date seront nuls.

Daté à Montréal ce vingt-deuxième jour d'août 1946.

CITÉ DE MONTRÉAL,
L. ROBERGE,
Directeur des Finances.

From and after November 1st, 1946, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal this twenty-second day of August 1946.

CITY OF MONTREAL,
L. ROBERGE,
Director of Finance.

NOTICE OF REDEMPTION

To the holders of City of Montreal, Category B debentures (payable in Canadian currency or in sterling) of the 1944 refunding issue—Series "B".

Public notice is hereby given that the city of Montreal intends to and will redeem on November 1st, 1946, for purposes of refunding, pursuant to the provisions of By-law No. 1735 of the city the following debentures in Category B (payable in Canadian Currency or in Sterling) of the above mentioned issue at the redemption prices calculated in accordance with paragraph 18 of Article 4 of the said By-law, as shown in the following table, together with accrued interest on the face value thereof to the redemption date:

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid in sterling at the principal office of the Bank of Montreal in London, England, or, at the option of the holder, in lawful money of Canada at the fixed rate of exchange of \$4.86½ to the pound sterling, at the principal office of the Bank of Montreal, or of the Banque Canadienne Nationale, or of The Royal Bank of Canada, or of The Provincial Bank of Canada, located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Quebec, Winnipeg or Vancouver, Canada, at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after November 1st, 1946 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after November 1st, 1946, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal this twenty-second day of August 1946.

CITY OF MONTREAL,
L. ROBERGE,
Director of Finance.

AVIS DE RACHAT

NOTICE OF REDEMPTION

Aux détenteurs d'obligations Catégorie D (payables en monnaie canadienne ou américaine) de l'émission de conversion 1944—Série "B" de la cité de Montréal.

To the holders of City of Montreal, category D debentures (payable in canadian or american currency) of the 1944 refunding issue—Series "B".

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal a l'intention de racheter et rachètera le 1er novembre 1946, conformément aux dispositions du règlement N° 1735 de la cité, les obligations suivantes de la catégorie D (payables en monnaie canadienne ou américaine) de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 1er novembre 1956 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale et les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Public notice is hereby given that the city of Montreal intends to and will redeem on November 1st, 1946, pursuant to the provisions of By-law No. 1735 of the city, the following debentures in Category D (payable in canadian or american currency) of the above mentioned issue due on November 1st, 1956, listed below at 100% of the face value thereof and accrued interest to the redemption date, namely:

OBLIGATION NUMÉRO

DEBENTURE NUMBER

D — 01162	01199	01240	01289	01353	01404	01449	01499
01165	01200	01242	01290	01356	01405	01450	01501
01166	01201	01243	01291	01361	01409	01451	01502
01167	01205	01246	01293	01362	01411	01452	01503
01169	01207	01247	01296	01366	01413	01456	01506
01170	01208	01250	01298	01367	01414	01457	01508
01171	01211	01251	01310	01368	01417	01459	01511
01174	01214	01254	01312	01374	01418	01461	01514
01175	01216	01255	01313	01375	01419	01463	01516
01176	01217	01259	01314	01376	01420	01466	01517
01178	01218	01260	01321	01379	01422	01468	01518
01179	01219	01262	01322	01381	01427	01472	01519
01181	01220	01265	01325	01382	01431	01478	01520
01182	01221	01266	01335	01383	01433	01480	01522
01183	01225	01273	01339	01384	01434	01483	01525
01186	01226	01275	01343	01386	01436	01484	01526
01187	01227	01277	01345	01389	01437	01485	01530
01188	01228	01279	01346	01391	01440	01487	01531
01189	01229	01280	01347	01392	01441	01488	01535
01193	01232	01283	01349	01393	01442	01490	01540
01194	01233	01284	01350	01395	01443	01491	01545
01196	01234	01286	01351	01397	01444	01495	01548
01198	01237	01287	01352	01403	01446	01496	01550
01551	01669	01807	01897	02031	02145	02270	02365
01552	01670	01808	01898	02033	02148	02272	02368
01560	01674	01809	01899	02034	02149	02273	02370
01562	01676	01811	01903	02035	02151	02275	02373
01563	01677	01813	01905	02040	02152	02276	02374
01568	01679	01815	01906	02041	02158	02279	02377
01569	01681	01816	01910	02044	02161	02281	02378
01570	01685	01818	01912	02047	02167	02282	02383
01573	01686	01819	01915	02051	02168	02283	02386
01575	01691	01821	01919	02052	02169	02285	02387
01577	01692	01823	01924	02057	02171	02289	02390
01578	01695	01824	01927	02058	02172	02291	02392
01580	01697	01827	01929	02061	02173	02293	02394
01581	01700	01828	01930	02062	02175	02295	02403
01582	01705	01831	01936	02063	02178	02296	02404
01585	01706	01833	01939	02068	02179	02298	02410
01587	01709	01834	01941	02069	02181	02299	02411
01588	01712	01835	01942	02071	02182	02300	02421
01592	01713	01836	01944	02073	02184	02303	02422
01593	01717	01837	01946	02074	02186	02305	02427
01594	01721	01842	01947	02075	02188	02308	02429
01595	01723	01843	01948	02077	02190	02309	02431
01597	01727	01844	01949	02078	02192	02311	02433
01604	01731	01845	01950	02084	02193	02312	02435
01607	01735	01846	01951	02086	02194	02313	02437
01608	01736	01848	01952	02091	02195	02314	02440
01609	01738	01850	01955	02094	02196	02316	02441
01611	01739	01851	01962	02098	02204	02317	02442
01612	01740	01852	01967	02099	02207	02319	02444
01614	01744	01853	01968	02102	02208	02320	02445
01619	01746	01855	01969	02105	02210	02322	02446
01623	01747	01857	01971	02106	02211	02324	02450
01624	01752	01862	01973	02107	02215	02325	02451
01625	01753	01865	01974	02108	02221	02330	02452
01626	01754	01866	01975	02109	02223	02331	02453

D — 01629	01756	01869	01979	02110	02227	02332	02458
01630	01761	01870	01981	02112	02228	02333	02463
01631	01766	01872	01982	02113	02230	02335	02464
01636	01768	01873	01984	02114	02234	02336	02467
01638	01773	01875	01985	02115	02235	02337	02468
01640	01775	01876	01990	02116	02236	02338	02471
01645	01780	01877	01995	02119	02237	02339	02477
01648	01781	01878	01997	02120	02240	02340	02478
01649	01782	01879	01998	02121	02246	02345	02480
01653	01784	01881	02003	02125	02248	02347	02483
01656	01785	01884	02008	02126	02249	02349	02487
01657	01787	01886	02009	02128	02250	02352	02488
01659	01790	01887	02011	02135	02253	02355	02489
01660	01794	01888	02015	02136	02256	02357	02492
01661	01795	01891	02016	02137	02257	02359	02493
01662	01798	01892	02020	02138	02258	02360	02495
01663	01799	01893	02021	02139	02261	02362	02497
01666	01801	01894	02024	02140	02265	02363	02500
01668	01803	01896	02027	02144	02268	02364	02501
02502	02609	02729	02835	02954	03072	03186	03300
02503	02611	02730	02837	02955	03074	03187	03302
02506	02614	02732	02838	02956	03075	03190	03304
02507	02616	02737	02839	02958	03079	03194	03309
02508	02617	02741	02842	02959	03080	03196	03310
02511	02620	02742	02843	02961	03081	03198	03315
02512	02622	02743	02845	02964	03083	03199	03316
02517	02623	02744	02846	02966	03085	03202	03317
02519	02625	02746	02848	02969	03087	03204	03320
02522	02627	02747	02849	02974	03090	03212	03323
02524	02633	02749	02850	02975	03091	03213	03324
02525	02635	02751	02851	02977	03092	03215	03325
02529	02636	02752	02852	02978	03094	03216	03327
02530	02637	02754	02854	02980	03095	03218	03331
02531	02638	02755	02855	02982	03097	03219	03337
02532	02639	02759	02856	02983	03100	03223	03339
02535	02641	02760	02858	02984	03103	03225	03340
02537	02646	02762	02859	02988	03105	03227	03341
02538	02649	02766	02861	02989	03106	03228	03342
02540	02650	02767	02864	02991	03113	03234	03344
02543	02654	02768	02866	02995	03116	03236	03347
02545	02656	02769	02870	02996	03118	03237	03348
02546	02657	02770	02872	02998	03120	03238	03349
02548	02666	02771	02875	03002	03121	03239	03350
02549	02669	02772	02876	03004	03124	03240	03353
02554	02672	02773	02879	03005	03125	03242	03358
02557	02673	02775	02886	03007	03128	03245	03359
02559	02674	02777	02893	03010	03129	03248	03360
02561	02675	02779	02899	03013	03130	03249	03362
02562	02676	02780	02905	03015	03134	03250	03363
02563	02679	02784	02908	03016	03135	03251	03366
02568	02681	02785	02909	03018	03138	03253	03367
02579	02683	02791	02910	03019	03140	03254	03373
02580	02685	02794	02912	03021	03142	03256	03375
02581	02686	02796	02914	03023	03144	03257	03378
02583	02688	02800	02918	03027	03147	03262	03381
02586	02689	02801	02921	03028	03151	03264	03382
02589	02691	02804	02922	03031	03152	03265	03384
02590	02695	02806	02924	03034	03153	03266	03385
02591	02698	02809	02925	03042	03155	03267	03386
02592	02701	02812	02927	03046	03158	03268	03389
02593	02703	02814	02931	03048	03161	03269	03390
02594	02704	02815	02934	03049	03163	03271	03392
02595	02705	02817	02935	03050	03165	03272	03393
02596	02708	02818	02936	03051	03166	03273	03396
02597	02709	02821	02937	03052	03167	03276	03397
02598	02711	02823	02938	03056	03171	03278	03399
02600	02713	02824	02941	03057	03172	03280	03401
02602	02714	02826	02943	03065	03173	03281	03403
02603	02715	02827	02944	03066	03174	03283	03404
02604	02716	02828	02947	03067	03176	03289	03405
02606	02717	02829	02950	03068	03178	03291	03407
02607	02718	02830	02952	03070	03179	03294	03408
02608	02721	02834	02953	03071	03182	03297	03412
03413	03517	03642	03765	03871	03977	04077	94196
03415	03521	03644	03770	03872	03980	04078	04198
03416	03525	03650	03772	03876	03984	04080	04200

D ₁ —03419	03526	03655	03774	03877	03985	04084	04201
03421	03529	03657	03778	03878	03988	04085	04203
03422	03530	03659	03779	03883	03991	04087	04204
03423	03532	03661	03780	03884	03992	04088	04205
03425	03534	03664	03785	03885	03998	04095	04209
03427	03538	03665	03789	03886	03999	04096	04210
03428	03539	03666	03790	03888	04000	04098	04214
03429	03544	03671	03792	03889	04001	04099	04215
03430	03546	03674	03793	03891	04005	04100	04216
03432	03547	03676	03794	03893	04007	04101	04218
03433	03551	03683	03795	03894	04008	04105	04220
03434	03552	03687	03798	03898	04010	04107	04221
03435	03554	03688	03800	03902	04012	04114	04222
03440	03556	03689	03801	03903	04014	04115	04223
03441	03563	03694	03803	03904	04016	04117	04226
03442	03564	03696	03804	03905	04017	04120	04227
03443	03566	03698	03805	03907	04018	04122	04229
03445	03568	03701	03810	03908	04020	04124	04231
03446	03569	03702	03812	03909	04022	04125	04232
03450	03570	03703	03813	03910	04023	04127	04234
03451	03572	03704	03820	03912	04026	04130	04236
03452	03573	03705	03823	03917	04028	04131	04240
03454	03577	03706	03824	03918	04029	04132	04241
03455	03578	03708	03826	03919	04032	04133	04244
03458	03580	03709	03827	03922	04033	04138	04245
03459	03583	03710	03829	03923	04034	04139	04248
03461	03586	03712	03833	03925	04035	04141	04249
03466	03588	03713	03834	03929	04036	04142	04250
03467	03589	03714	03835	03931	04039	04145	04253
03470	03591	03716	03836	03937	04042	04146	04255
03474	03592	03720	03837	03941	04044	04151	04257
03479	03598	03721	03838	03942	04045	04153	04259
03480	03600	03722	03839	03944	04046	04154	04260
03482	03601	03723	03840	03945	04048	04155	04264
03488	03605	03725	03841	03946	04049	04156	04267
03489	03606	03727	03842	03948	04050	04162	04270
03491	03607	03729	03847	03949	04053	04168	04272
03493	03608	03730	03848	03952	04054	04169	04275
03495	03609	03732	03850	03954	04055	04172	04276
03498	03611	03734	03852	03957	04057	04177	04277
03499	03616	03739	03854	03958	04059	04180	04278
03501	03621	03743	03855	03960	04061	04182	04281
03503	03623	03746	03856	03963	04063	04183	04282
03504	03628	03750	03858	03964	04064	04184	04285
03505	03629	03752	03862	03965	04067	04185	04289
03507	03631	03753	03863	03966	04068	04188	04291
03508	03633	03755	03864	03968	04070	04189	04292
03509	03635	03758	03865	03970	04072	04192	04294
03512	03637	03759	03866	03972	04074	04193	04295
03513	03638	03761	03868	03973	04075	04194	04296
03514	03639	03763	03870	03976	04076	04195	04298
04302	04407	04517	04631	04750	04859	04977	05120
04304	04408	04518	04633	04751	04860	04986	05121
04308	04412	04519	04634	04752	04864	04988	05123
04309	04413	04521	04636	04753	04867	04991	05124
04313	04414	04523	04637	04754	04868	04993	05125
04314	04415	04524	04638	04755	04870	04997	05127
04315	04416	04528	04639	04758	04871	04999	05131
04318	04419	04531	04641	04759	04873	05007	05134
04319	04420	04532	04642	04760	04874	05008	05140
04320	04422	04534	04644	04762	04876	05009	05141
04321	04423	04537	04648	04765	04880	05011	05143
04323	04425	04542	04650	04769	04881	05013	05145
04324	04430	04545	04652	04770	04883	05014	05146
04326	04431	04547	04657	04771	04885	05015	05147
04330	04435	04548	04660	04775	04890	05017	05149
04332	04437	04549	04661	04777	04891	05018	05151
04335	04443	04550	04665	04783	04893	05022	05154
04336	04444	04555	04668	04784	04894	05029	05155
04338	04445	04557	04669	04786	04896	05030	05161
04339	04446	04560	04670	04788	04897	05032	05166
04340	04447	04564	04671	04789	04898	05035	05167
04343	04448	04567	04672	04790	04902	05036	05171
04344	04450	04568	04673	04793	04903	05041	05175
04349	04452	04574	04674	04794	04905	05044	05178
04352	04455	04575	04682	04795	04907	05045	05181

D — 04353	04459	04577	04683	C4796	04911	05047	05184
04355	04462	04580	04685	04797	04914	05048	05185
04358	04465	04581	04686	04798	04916	05055	05190
04364	04466	C4583	04692	04802	04924	05056	05191
04366	04469	04585	04693	04804	04925	05057	C5194
04368	04470	04587	04695	04805	04927	05058	05197
04369	04473	04589	04696	C4808	04936	05060	05199
04370	04476	04590	04697	04810	04939	05061	05200
04372	04478	04592	04702	04811	04940	05062	05207
04373	04479	04593	04704	04813	04943	C5064	05209
04374	04481	04594	04707	04814	C4944	05065	05210
04376	04482	04595	04709	04818	C4945	05068	05214
04377	C4484	04596	04710	04819	04946	05071	05215
04379	04485	04597	C4711	04821	04947	05073	C5216
04380	04488	04602	04712	04823	04948	05076	05218
04381	04489	04604	04713	04826	04949	05078	05219
04384	04490	04605	04716	04827	04950	05081	05223
04385	04492	04607	04718	04828	04951	05083	05224
04388	04495	04609	04720	04831	04952	05086	05225
04389	04498	04611	04721	04832	04955	05088	05226
04390	04500	04612	04726	C4836	04957	05094	05227
04394	04504	04615	04727	04837	04958	05095	05229
04396	04506	04617	04734	04838	04962	05096	05230
04399	04508	04618	04737	04840	04964	05097	05231
04401	04509	04619	04738	C4841	04967	05101	05232
04402	04513	04624	04740	04849	04968	05108	05241
04403	04514	04626	04742	04852	04970	05109	05244
04404	04515	04627	C4746	04856	04973	05114	05246
04405	04516	04629	04748	04858	04974	05115	05249
05250	05378	05503	05602	05709	05854	05966	06084
05255	05381	05504	05605	05712	05858	05967	06085
05256	05385	05507	05607	05714	05860	05968	06086
05258	05387	05508	05610	05716	05864	05969	06089
05260	C5389	05509	05611	05718	05866	05974	06090
05262	05391	05510	05613	05725	05869	05975	06092
05264	05392	05512	05614	05731	05871	05977	06093
05271	05393	05517	05615	05734	05872	05978	06096
05278	05400	05518	05616	05735	05873	05982	06102
05281	05401	05520	05617	05737	05875	05991	06103
05282	05402	05523	05619	05738	05876	05993	06105
05285	05403	05525	05620	05742	05877	05994	06107
05287	05404	05526	05621	05744	05879	05995	06109
05288	05405	05527	05622	C5745	05884	05997	06110
05291	05407	05528	05623	05747	05885	05998	06111
05293	C5408	05530	05624	05750	05887	05999	06112
05294	05409	05532	05625	05754	05888	06001	06113
05296	05416	05534	05627	05755	05891	06005	06116
05297	C5421	05535	05628	05756	05894	06008	06117
05300	05423	05536	05629	05757	05895	06010	06119
05301	05425	05537	05630	05759	05899	C5011	06123
05303	05426	05539	05632	05761	05902	06013	06126
05304	05430	05541	05635	05762	05904	06015	06128
05305	05431	05542	05636	05763	05905	06016	06132
05308	05437	05543	05641	05764	05906	06017	C6135
05309	05438	05545	05644	05770	05909	06018	06138
05311	05439	05548	05646	05771	05910	06027	06141
05312	05440	05549	05647	05774	05913	06030	06143
05315	05442	05552	05648	C5778	05915	06034	06145
05316	05443	05553	05650	05779	05916	06035	06147
05319	05444	05555	05653	05783	05917	06036	06148
05321	05446	05556	05655	05786	05921	06037	06150
05322	05448	05557	05657	05787	05923	06039	06152
05324	05449	05558	05659	05789	05924	C6044	06156
05325	05451	05559	05660	05792	05927	06045	06157
05326	05456	05560	05663	05798	05928	06051	06159
05328	05457	05561	05665	05801	05929	06052	06160
05331	05458	05563	05671	05805	05930	06054	06162
05337	05459	C5565	05675	05806	05931	06056	06164
05344	05462	05569	05678	05808	05933	06057	06167
05346	05465	05570	05679	05813	05938	06058	06168
05347	05467	05573	05683	05814	05940	06060	06169
05354	05474	05580	05685	05817	05947	06061	06172
05357	05476	05581	05686	05819	05949	06064	06174
05358	05477	05583	05688	05823	05951	C6065	06177
05360	05479	05585	05689	05824	05953	06066	C6178
05361	05482	05586	05690	05825	05954	06069	06179
05363	05484	05587	05693	05827	05956	06071	06182

D — 05364	05487	05592	05694	05830	05959	06073	06188
05365	05489	05594	05703	05831	05960	06074	06191
05366	05490	05595	05704	05833	05961	06077	06192
05369	05491	05596	05706	05840	05963	06079	06193
05371	05493	05598	05707	05844	05964	06081	06200
05376	05500	05601	05708	05849	05965	06083	06202
06203	06311	06398	06503	06623	06741	06819	06918
06204	06312	06400	06505	06626	06743	06821	06920
06206	06315	06401	06507	06627	06748	06822	06921
06209	06318	06403	06509	06628	06753	06824	06922
06212	06320	06404	06517	06629	06754	06826	06925
06213	06323	06405	06520	06630	06755	06828	06929
06215	06325	06406	06524	06631	06756	06830	06932
06217	06328	06411	06525	06634	06757	06831	06933
06218	06329	06415	06527	06635	06758	06833	06934
06225	06331	06418	06528	06638	06760	06834	06935
06227	06333	06424	06529	06646	06762	06839	06937
06228	06334	06430	06531	06647	06764	06842	06938
06229	06335	06432	06532	06649	06766	06843	06942
06230	06338	06434	06533	06651	06767	06844	06945
06232	06340	06435	06534	06653	06768	06845	06946
06233	06342	06436	06536	06654	06770	06846	06947
06235	06346	06441	06538	06655	06771	06847	06948
06236	06349	06442	06539	06657	06772	06850	06950
06238	06353	06445	06546	06659	06773	06854	06952
06239	06355	06446	06549	06661	06775	06856	06953
06241	06357	06447	06550	06664	06777	06861	06954
06243	06358	06449	06552	06669	06778	06865	06956
06245	06359	06453	06554	06676	06780	06866	06957
06247	06360	06454	06555	06679	06782	06868	06958
06249	06362	06455	06558	06680	06783	06871	06959
06250	06365	06457	06559	06685	06784	06872	06960
06253	06366	06458	06562	06687	06785	06873	06961
06255	06367	06464	06566	06689	06786	06874	06963
06256	06368	06465	06569	06690	06787	06878	06964
06259	06369	06466	06570	06692	06788	06879	06966
06260	06370	06469	06572	06695	06789	06880	06968
06261	06371	06470	06574	06696	06790	06881	06972
06262	06372	06473	06575	06698	06791	06882	06975
06263	06374	06476	06577	06701	06793	06885	06976
06264	06375	06478	06579	06703	06797	06889	06978
06265	06376	06481	06583	06704	06798	06890	06979
06267	06377	06482	06586	06706	06800	06891	06982
06269	06378	06486	06587	06707	06805	06897	06983
06270	06379	06488	06589	06710	06806	06898	06988
06279	06382	06489	06591	06712	06807	06902	06992
06292	06384	06490	06596	06713	06809	06904	06994
06294	06385	06491	06601	06715	06810	06905	06995
06295	06387	06494	06603	06716	06811	06907	
06304	06388	06495	06607	06720	06812	06909	
06307	06389	06497	06611	06730	06815	06910	
06308	06391	06498	06613	06735	06816	06912	
06309	06393	06500	06621	06738	06817	06915	
06310	06395	06502	06622	06739	06818	06917	

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, au choix du détenteur, en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque de Montréal, ou de la Banque Canadienne Nationale, ou de La Banque Royale du Canada, ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les cités de Montréal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, ou, en telle monnaie des États-Unis d'Amérique qui aura cours légal au moment du paiement pour les dettes publiques et privées dans les États-Unis d'Amérique, à l'Agence de la Banque de Montréal, Borough of Manhattan, cité et état de New York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er novembre 1946 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid, at the option of the holder, in lawful money of Canada at the principal office of the Bank of Montreal, or of the Banque Canadienne Nationale, or of The Royal Bank of Canada, or of The Provincial Bank of Canada, located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Quebec, Winnipeg or Vancouver, Canada, or, in such coin or such currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in the United States of America, at the Agency of the Bank of Montreal in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after November 1st, 1946 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

A compter du et après le 1er novembre 1946, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquent à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce vingt-deuxième jour d'août 1946.

CITÉ DE MONTRÉAL,

L. ROBERGE,
Directeur des Finances.

AVIS DE RACHAT

Aux détenteurs d'obligations Catégorie F (payables en monnaie canadienne ou hollandaise) de l'émission de conversion 1944—Série "B" de la cité de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal a l'intention de racheter et rachètera le 1er novembre 1946, pour fins de conversion, conformément aux dispositions du règlement N° 1735 de la cité, les obligations suivantes de la catégorie F (payables en monnaie canadienne ou hollandaise) de l'émission ci-dessus mentionnée, aux prix de rachat calculés conformément au paragraphe 18 de l'article 4 dudit règlement, tel que montré dans le tableau suivant, et les intérêts courus sur leur valeur nominale à la date de rachat:

Echéant le 1er novembre Maturing on 1st November	%	Portant intérêt au taux de Bearing interest at the rate of		%	Prix de rachat Redemption price %	Obligations devant être rachetées Debentures to be redeemed
		jusqu'au — until	par la suite thereafter			
1971	4	1 mars March	1959	3¾	102.45	toutes — all
1972	4	1 mars March	1959	3¾	102.45	toutes — all

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, à la date de rachat ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, ou, au choix du détenteur, en florins, au taux fixe d'échange de \$53.54 fonds canadiens les 100 florins, au bureau principal de la Banque de Montréal, ou de la Banque Canadienne Nationale, ou de La Banque Royale du Canada, ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les cités de Montréal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, au choix du détenteur, ou, au bureau principal de Incasso Bank, N.V., Amsterdam, Pays-Bas, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er novembre 1946 attachés, pourvu, cependant, que si l'une quelconque desdites obligations est présentée pour paiement après un mois à compter de la date de rachat ci-dessus mentionnée, le détenteur aura droit de recevoir paiement du prix de rachat et des intérêts courus ci-dessus décrits en monnaie légale du Canada seulement. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

A compter du et après le 1er novembre 1946, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquent à cette date seront nuls.

Daté à Montréal ce vingt-deuxième jour d'août 1946.

CITÉ DE MONTRÉAL,

L. ROBERGE,
Directeur des Finances.

15508-o

From and after November 1st, 1946, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal this twenty-second day of August 1946.

CITY OF MONTREAL,

L. ROBERGE,
Director of Finance.

NOTICE OF REDEMPTION

To the holders of City of Montreal, Category F debentures (payable in Canadian Currency or in Dutch Currency) of the 1944 refunding issue—Series "B".

Public notice is hereby given that the city of Montreal intends to and will redeem on November 1st, 1946, for purposes of refunding, pursuant to the provisions of By-law No. 1735 of the city the following debentures in category F (payable in Canadian Currency or in Dutch Currency) of the above mentioned issue at the redemption prices calculated in accordance with paragraph 18 of Article 4 of the said By-law, as shown in the following table, together with accrued interest on the face value thereof to the redemption date:

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid on the redemption date mentioned above in lawful money of Canada, or, at the option of the holder, in guilders at the fixed rate of exchange of \$53.54 Canadian funds for Fl. 100 at the principal office of the Bank of Montreal, or of the Banque Canadienne Nationale, or of the Royal Bank of Canada, or of The Provincial Bank of Canada, located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Quebec, Winnipeg or Vancouver, Canada, at the option of the holder, or at the principal office of Incasso Bank, N.V., Amsterdam, The Netherlands, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after November 1st, 1946 attached, provided, however, that if any such debenture is presented for payment after one month from the redemption date mentioned above, the holder thereof shall be entitled to receive payment of the redemption price and accrued interest aforesaid in lawful money of Canada only. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after November 1st, 1946, interest on the debentures so called for redemption will cease, and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal this twenty-second day of August 1946.

CITY OF MONTREAL,

L. ROBERGE,
Director of Finance.

15508-o

"ROYAL FURNITURE INC."

Le règlement numéro trois des règlements généraux de la compagnie est amendé en augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq.

Copie certifiée conforme.
Québec, le 23 juillet 1946.
(Sceau)

Le Secrétaire,
E. LAPOINTE.

15474-o

"ROYAL FURNITURE INC."

By-Law number three of the General By-Laws of the Company is amended by increasing the number of Directors from three to five.

Certified true copy.
Quebec, 23rd July 1946.
(Seal)

E. LAPOINTE,
Secretary.

15474-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 12 juillet 1946, approuvé les règlements de la "Société canadienne d'Histoire Naturelle", lesquels comprennent les chapitres I à IV inclusivement, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, ch. 276), telles que modifiées par 10 George VI, ch. 20, art. 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15475-o

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the 12th day of July, 1946, approved the by-laws of "Société Canadienne d'Histoire Naturelle", the said by-laws comprising chapters I to IV inclusively, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chap. 276), as amended by 10 George VI, chap. 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

15475

"SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HISTOIRE NATURELLE"

Extrait des règlements de la "Société Canadienne d'Histoire Naturelle", tels qu'approuvés par le Secrétaire de la Province le 12 juillet 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à douze:

"Article VII — Conseil — La société est dirigée et administrée par un conseil composé comme suit: a) un président; b) un vice-président; c) un secrétaire et un secrétaire adjoint (ce dernier n'a que voix consultative); d) un trésorier; e) les trois derniers présidents; f) le directeur général des C.J.N.; g) quatre conseillers représentant la Botanique, la Géologie, la Zoologie et les autres disciplines."

Le Secrétaire,
J.-Émile JACQUES.

15476-o

"SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HISTOIRE NATURELLE"

Extract from the by-laws of the "Société Canadienne d'Histoire Naturelle", as approved by the Provincial Secretary on July 12, 1946, concerning the increase in the number of directors from three to twelve:

"Section VII — Board — The Society shall be managed and directed by a Board composed as follows: a) a president; b) a vice-president; c) a secretary and an assistant secretary (the latter having only a consultative voice); d) a treasurer; e) the three last presidents; f) the general director of C.J.N.; g) four councillors representing Botany, Geology, Zoology and the other sciences."

J.-Émile JACQUES,
Secretary.

15476

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie The Glidden Company, Limited, dont le siège social est situé à 382 avenue Wallace, Toronto, province d'Ontario, et laquelle est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a, par nouveau pouvoir de procuration en date du 31 juillet 1946, nommé M. J.-E. Légaré, 6532 rue Delanaudière, Montréal, agent principal dans ladite Province en lieu et place de M. John J. Grant.

Le bureau principal de la corporation est établi à 1622 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 8ième jour d'août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15477

Notice is hereby given that The Glidden Company, Limited, whose head office is at 382 Wallace Avenue, Toronto, Province of Ontario, and which is duly licensed to do business in the Province of Quebec, has, by new power of attorney, dated July 31st, 1946, appointed Mr. J.-E. Légaré, of 6532 Delanaudière Street, Montreal, chief agent in said Province, in the place and stead of Mr. John J. Grant.

The principal office of the Corporation is established at 1622 St. Catherine Street, West, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

15477-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Gilles-de-Lotbinière", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Gilles, comté de Lotbinière.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15490-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Gilles-de-Lotbinière" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 22, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Gilles, county of Lotbinière.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

15490

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les amendements aux règlements de "Greater Montreal Poppy Day Relief Fund Incorporated", à savoir, au règlement N° 1, article 1, au règlement N° 2, articles 1, 2 et 5, au règlement N° 6 et au règlement N° 10, articles 1, 2 et 5 d'iceux, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 14 août 1946, ont été, le 27 août 1946, approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'amendé par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 27ième jour d'août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15494 JEAN BRUCHÉSI.

"GREATER MONTREAL POPPY DAY RELIEF
FUND INCORPORATED"

Règlement N° 2

(Amendé de manière à diminuer le nombre des directeurs de la corporation de vingt-quatre (24) à huit (8) et approuvé par l'Honorable Secrétaire de la Province le 27 août 1946).

Bureau des syndicats ou directeurs

Art. 1. Le bureau des syndicats ou directeurs consistera en huit membres, chacun desquels sera élu à chaque assemblée générale annuelle de la corporation et sera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle ou jusqu'à ce que d'autres aient été élus à leur place. Aucune personne ne sera élue syndic ou directeur à moins que cette personne soit un membre de la corporation élu suivant l'article 1 (b) du règlement N° 1.

Vraie copie certifiée.

L'Hon. Secrétaire-trésorier,
15495 L. W. TAYLOR.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. de Québec-Nord", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 août 1946.

Le siège social de la fédération précitée sera à Québec, dans le comté de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15496-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rimouski", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rimouski, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15497-o JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to the By-laws of "Greater Montreal Poppy Day Relief Fund Incorporated", namely to By-law N° 1, section 1, to By-law N° 2, sections 1, 2 and 5, to By-law N° 6 and to By-law, N° 10, sections 1, 2 and 5 three-of, as adopted at the meeting held on August 14th, 1946, were, on August 27th, 1946, approved by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act, as amended by the Act 10 George VI, Chapter 20, Section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15494-o Under-Secretary of the Province.

"GREATER MONTREAL POPPY DAY RELIEF
FUND INCORPORATED"

By-Law No. 2

(Amended so as to decrease the number of the Corporation's directors from twenty-four (24) to eight (8) and approved by the Hon. the Provincial Secretary on August 27th, 1946)

Board of Trustees or Directors

Sec. 1. The Board of Trustees or Directors shall consist of eight, each of whom shall be elected at each Annual General Meeting of the Corporation, and Who shall hold office until the next Annual Meeting or until others have been elected in their stead. No person shall be elected Trustee or Director unless such person is a Member of the Corporation elected in accordance with Section (b) of By-Law No. 1.

Certified true copy.

L. W. TAYLOR,
15495-o Hon. Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "La Fédération de l'U.C.C. de Québec-Nord" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, in the county of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
15496 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rimouski" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 19, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rimouski, county of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
15497 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alphonse-de-Granby", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Alphonse-de-Granby, comté de Shefford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15498-o

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du canton de Clifton, comté de Compton que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 31 juillet, 1946, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement de nom du canton de Clifton en celui de municipalité de Martinville, comté de Compton.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Maire,
WILFRID COTÉ.
Le Secrétaire-trésorier,
J.-M. PÉRUSSE.

Martinville, Que., 19 août, 1946 15499-o 15499

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Donat", en date du 21 août 1946, dont le siège social est situé à Saint-Donat, comté de Montcalm, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15506-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Arsène, Rivière-du-Loup", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Arsène, comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15507-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. de Nicolet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alphonse-de-Granby", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Alphonse-de-Granby, county of Shefford.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-treasurer of the municipality of the township of Clifton, county of Compton, that the Lieutenant-Governor in Council has, under date of July 31, 1946, pursuant to the report of a Committee of the Honourable the Executive Council, approved the change of name of the Township of Clifton, to that of Municipality of Martinville, county of Compton.

In conformity with the provisions of article 48 of the Municipal Code, said change of name will come into force from and after the date of publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Martinville, Que., August 19, 1946.

WILFRID COTÉ,
Mayor.

J. M. PÉRUSSE,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Donat" under date the 21st day of August, 1946, whereof the head office is at Saint-Donat, county of Montcalm, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this 27th of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Arsène, Rivière-du-Loup", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 20, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Arsène, county of Rivière-du-Loup.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "La Fédération de l'U.C.C. de Nicolet" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized

par le Secrétaire de la Province le 20 août 1946.
Le siège social de la fédération précitée est
situé à Nicolet, comté de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15509-o JEAN BRUCHÉSI

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de
"Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Clothilde",
pour l'étude, la défense et le développement des
intérêts économiques, sociaux et moraux de la
profession, a été autorisée par le Secrétaire de
la Province le 14 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité
est situé à Ste-Clothilde, comté de Châteauguay.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15510-o JEAN BRUCHÉSI

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de
"Le Syndicat de l'U.C.C. de Valcourt", pour
l'étude, la défense et le développement des in-
térêts économiques, sociaux et moraux de la
profession, a été autorisée par le Secrétaire de la
Province le 15 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité
est situé à Valcourt, comté de Shefford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15511-o JEAN BRUCHÉSI

Avis est, par les présentes, donné que l'hono-
rable Secrétaire de la Province a dûment reçu
le troisième original de la déclaration de fonda-
tion du syndicat coopératif "Syndicat Mon
Avenir", en date du 21 juillet 1946, dont le siège
social est situé à Sainte-Justine, comté Dorches-
ter, et que ce document a été déposé dans les
archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 21 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15512-o JEAN BRUCHÉSI

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

L'avis de la formation d'une société sous le
nom de "Syndicat Catholique de l'industrie du
meuble de Cabano, Inc.", publié dans la *Gazette
officielle de Québec*, édition du 24 août 1946, tome
78, N° 34, page 2274, N° 15370, est remplacé de
la façon suivante: "La formation d'une société,
sous le nom de "Syndicat Catholique du Meuble
de Cabano, Inc.", pour l'étude, la défense et le
développement des intérêts économiques, so-
ciaux et moraux de la profession, a été autorisée
par le Secrétaire de la Province, le 10 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel
précité est situé à Cabano, comté de Témiscoua-
ta."

Le Sous-secrétaire de la Province,
15521-o JEAN BRUCHÉSI

by the Provincial Secretary on August 20, 1946.
The principal place of business of the said
professional syndicate is at Nicolet, county of
Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
15509 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the
name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-
Clothilde", for the study, defence and promotion
of the economic, social and moral interests of
the profession, has been authorized by the Prov-
incial Secretary on August 14, 1946.

The principal place of business of the said
professional syndicate is at Ste-Clothilde, county
of Châteauguay.

JEAN BRUCHÉSI,
15510 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the
name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Valcourt"
for the study, defence and promotion of the eco-
nomic, social and moral interests of the profes-
sion, has been authorized by the Provincial
Secretary on August 15, 1946.

The principal place of business of the said
professional syndicate is at Valcourt, county of
Shefford.

JEAN BRUCHÉSI,
15511 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable
the Provincial Secretary has duly received the
third copy of the original of the declaration of
foundation of the cooperative syndicate "Syn-
dicat Mon Avenir" under date the 21st day of
July, 1946, whereof the head office is at Sainte-
Justine, county of Dorchester, and that the
said document has been filed in the archives of
the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 21st of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15512 Under Secretary of the Province,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The notice of the formation of an association under
the name of "Syndicat Catholique de l'industrie du
meuble de Cabano, Inc." published in the
Quebec Official Gazette, edition of August 24, 1946,
Vol. 78, No. 34, page 2274, No 15370, is replaced
in the following manner: "The formation of an
association, under the name of "Syndicat Ca-
tholique du Meuble de Cabano, Inc." for the
study, defence and promotion of the economic,
social and moral interests of the profession, has
been authorized by the Provincial Secretary on
August 10, 1946.

The principal place of business of the said pro-
fessional syndicate is at Cabano, county of Te-
miscouata."

JEAN BRUCHÉSI
15521 Under Secretary of the Province.

"A"

CITÉ DE LACHINE
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

Avis de rachat d'obligations par anticipation

Émission de \$275,500.00 sous l'autorité
du Règlement n° 831

Avis vous est donné, par la présente, que conformément aux dispositions du règlement n° 831 de la Corporation de la Cité de Lachine dans le comté de Jacques-Cartier, le solde des obligations en cours et dues par la susdite corporation, émises sous l'autorité dudit règlement sera remboursable à compter du premier novembre 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le premier novembre 1946 et après, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, Canada, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter du premier novembre 1946.

Donné, ce 31e jour d'août 1946.

Le Greffier de la cité de Lachine,
15513-o EMILE DAOUST.

"A"

CITY OF LACHINE
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Notice of redemption of bonds by anticipation

Issue of \$275,500.00 under the authority
of By-Law no. 831

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of By-law no. 831 of the Corporation of the city of Lachine in the county of Jacques-Cartier, the balance of the bonds outstanding and due by the aforesaid Corporation, issued under authority of the said by-law shall be redeemable from the first of November 1946.

The holders of the bonds hereinabove mentioned shall, on the first of November 1946, or after, present said bonds for payment at the principal office of "La Banque Canadienne Nationale" at Montreal, Canada, with all unmatured interest coupons.

The said bonds will cease to bear interest from the first of November 1946.

Given, this 31st day of August 1946.

ÉMILE DAOUST,
15513-o City clerk of the city of Lachine.

Charte — Abandon de

TROPICAL SPORTSWEAR INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Tropical Sportswear Inc., ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes à compter de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 23ième jour d'août 1946.

Les Procureurs de la requérante,
15478 STEIN & STEIN.

Charter — Surrender of

TROPICAL SPORTSWEAR INC.

Notice is hereby given that Tropical Sportswear Inc., having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 23rd day of August, 1946.

STEIN & STEIN,
15478-o Attorneys for the Petitioner.

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'Honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, que l'ordonnance numéro 2 révisée de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, adoptée par ladite Commission, le 12 août 1946, et concernant le paiement du surtemps, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3215 du 15 août 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 2 révisée

Paiement du surtemps

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance n° 2, révisée, ce qui suit, savoir:

1. *Application:* La présente ordonnance régit les employeurs et leurs salariés ci-après mentionnés, savoir, les salariés

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that Ordinance Number 2 revised, of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, passed by the said Commission, on August 12th, 1946, concerning the payment of overtime, has been approved by Order in Council number 3215 of August 15th, 1946.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 2, revised

Payment of overtime

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance No. 2, revised, the following, to wit:

1. *Application:* The present Ordinance governs the employers and their hereinafter mentioned employees, to wit: employees

a) engagés et payés à l'heure,
 b) non régis par une convention collective de travail,
 c) régis par une ordonnance de la Commission,
 et
 d) exécutant du surtemps ou travail supplémentaire tel que défini par une ordonnance de la Commission.

2. *Territoire d'application*: Le territoire d'application de la présente ordonnance est la province de Québec.

3. *Taux du surtemps*: Nonobstant les dispositions de toute autre ordonnance, tout salarié régi par la présente ordonnance a droit pour son surtemps, à taux de salaire et demi, i.e. au taux de salaire auquel il est payé pour ses heures régulières, majoré de la moitié de tel taux, même si tel taux est supérieur au taux de salaire minimum établi en sa faveur par une ordonnance de la Commission.

4. *Conventions interdites*: Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le surtemps à un taux de majoration moindre que celui fixé par la présente ordonnance, est expressément interdite.

5. *Termes*: La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1948.

6. *Ordonnance n° 2 abrogée*: L'ordonnance n° 2 de la Commission datée du 16 juillet 1946, approuvée le 31 juillet 1946 par le lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté n° 3000, et publiée le 3 août 1946 dans la *Gazette officielle de Québec*, est abrogée.

7. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité des Trois-Rivières, ce douzième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,
 Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
 Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
 " EUGÈNE DUSSAULT,
 " H.-C. LEBRUN.

(Sceau)

Copie conforme.

Le Secrétaire général,
 J.-E. SIMARD.

15388-0

a) engaged and paid by the hour,
 b) not governed by a collective labour agreement,
 c) governed by an ordinance of the Commission, and
 d) working overtime as defined by an ordinance of the Commission.

2. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present Ordinance is the Province of Québec.

3. *Overtime wage rate*: Notwithstanding the provisions of any other ordinance, every employee governed by the present Ordinance is entitled, for this overtime, to the wage rate of time and one half, i.e. to the rate of wages he is paid for his regular hours of work, increased by one half of the said rate, even when such rate is higher than the minimum wage rate to which he is entitled by an ordinance of the Commission.

4. *Forbidden agreements*: Any stipulation of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime at a rate of increase inferior to the one fixed by the present Ordinance, is strictly forbidden.

5. *Term*: The present Ordinance shall remain in force until January 1, 1948.

6. *Ordinance No. 2 repealed*: Ordinance No. 2 of the Commission dated July 16th, 1946, approved on the 31st of July 1946 by the Lieutenant-Governor in Council by Order in Council No. 3000, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 3rd of August 1946, is repealed.

7. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and signed in the city of Trois-Rivières, this twelfth day of the month of August in the year one thousand nine hundred and forty-six

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President,
 " CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
 " " THOS. AUBRY,
 " EUGÈNE DUSSAULT,
 " H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)

True copy.

J.-E. SIMARD,
 General Secretary.

15388-0

Département de l'Agriculture

AVIS

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lotbinière, sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Croix.

La société a pour objet l'amélioration et l'agrandissement des fermes ainsi que l'achat et l'usage d'un tracteur déblayeur (Bulldozer) et accessoires pour fins de travaux d'amélioration des fermes.

Le ministre autorise la formation de cette société

Québec, ce vingt-septième jour d'août 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture.

15522-0

JULES SIMARD.

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lotbinière, under the name of "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres" and that its principal place of business is at Ste-Croix.

The purpose of the association is the improvement and expansion of farms and also the purchase and use of a Bulldozer and accessories for improvement work on farms.

The Minister authorizes the formation of this association.

Quebec, this twenty-seventh day of August, 1946.

JULES SIMARD,

Deputy Minister of Agriculture.

15522

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 955-36.

Québec, 14 août 1946.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Clermont, dans le comté de Charlevoix, ont laissé passer une année sans avoir d'écoles en opération dans ladite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément à la Loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, je recommanderai à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil que la corporation des syndics desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 des S.R.Q., 1941, ch. 59.

B.-O. FILTEAU,
Pour le Surintendant,

15320-33-3-o

No. 955-36.

Québec, August 14, 1946.

Whereas the trustees of dissentient schools of the school municipality of Clermont, in the county of Charlevoix, have been one year without schools in the said municipality, the dissentients now being too few in number to maintain a school in conformity with the Law, I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to His Honour the Lieutenant-Governor in Council that the corporation of trustees of said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay set forth in section 110 of the R.S.Q., 1941, chapter 59.

B.-O. FILTEAU,
For the Superintendent.

15320-33-3

N° 342-46

Québec, le 21 août, 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Portneuf, dans le comté de Portneuf, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, même comté:

Ce territoire sera borné comme suit:

1. Au nord par la ligne nord des lots Nos 389, 435, 465, 488, 534;

2. A l'Est par la ligne Est des lots Nos 534, 532, 530, 528, 526, 524, 522, 520, 519, 310 et 308;

3. Au sud par la ligne Sud des lots Nos 287, 281, 279, 278, 263, 260, 6, 273, 213, 211, 208, 202, 198, 195, 194, 192, 190, 188, 186, 184;

4. A l'ouest par la ligne Ouest des lots Nos 184, 370, 302, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

15487-35-2-o

No. 342-46

Quebec, August 21, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of Portneuf, in the county of Portneuf, the territory hereinunder described, and to erect it into a separate school municipality, under the name of "Parish of Notre-Dame-de-Portneuf" same county:

This territory shall be bounded as follows:

1. On the North by the North line of lots Nos. 389, 545, 465, 488, 534;

2. On the East, by the East line of lots Nos. 534, 532, 530, 528, 526, 524, 522, 520, 519, 310 and 308;

3. On the South by the South line of lots Nos. 287, 281, 279, 278, 263, 260, 6, 223, 216, 213, 211, 208, 202, 198, 195, 194, 192, 190, 188, 186, 184;

4. On the West, by the West line of lots Nos. 184, 370, 302, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

15487-35-2

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du village incorporé de St-Jérôme, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est, par la présente, donné que les lots 49-58, 49-67 et partie des lots 49-37, 49-38 et 49-43, les lots 455-1, 458-3-1, 459-11-1, 459-11-3, 459-12-1 et 459-12-3, le lot 458-2 et une partie du lot 458-3, le lot 459-10 (rue) et partie des lots 459-11 et 459-12, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 août 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

15486-o

NOTICE

Official Cadastre of the incorporated village of St. Jérôme, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 49-58, 49-67 and part of lots 49-37, 49-38 and 49-43, lots 455-1, 458-3-1, 459-11-1, 459-11-3, 459-12-1 and 459-12-3, lot 458-2 and part of lot 458-3, lot 459-10 (street and part of lots 459-11 and 459-12, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 12 th, 1946

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

15486-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache (Maintenant partie du village de St-Eustache-sur-le-Lac) division d'enregistrement des Deux Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 83-44, 83-45, 83-46, 91-68, 91-69, 91-70, 95-28,

NOTICE

Official cadastre of the Parish of St. Eustache (Now part of the Village of St. Eustache-sur-le-Lac) registration division of Deux Montagnes (Two Mountains)

Notice is hereby given that lots 83-44, 83-45, 83-46, 91-68, 91-69, 91-70, 95-28, 95-29, lots

95-29, les lots 83-24, 83-25, 83-27, 83-28, 83-29, 91-35, 91-37, 92-33, 92-34, 92-35, 92-36, 92-37, 92-38, 92-40, 95-19, 95-20, 95-21, 95-22, 95-23, les lots 83-32 à 83-38, 83-41, 83-42, 91-44 à 91-47, 91-54, 91-58 à 91-61, 91-63, 91-64, 91-65, 92-46 à 92-49, 92-52, 92-53, les lots 91-25, 91-26, 92-21, 92-22, les lots 91-32, 92-28, les lots 95-10, le lot 95-17, les lots 91-21 et 92-17 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 août 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

15505-o

83-24, 83-25, 83-27, 83-28, 83-29, 91-35, 91-37, 92-33, 92-34, 92-35, 92-36, 92-37, 92-38, 92-40, 95-19, 95-20, 95-21, 95-22, 95-23, lots 83-32 to 83-38, 83-41, 83-42, 91-44 to 91-47, 91-54, 91-58 to 91-61, 91-63, 91-64, 91-65, 91-46 to 92-49, 92-52, 92-53, lots 91-25, 91-26, 92-21, 92-22, lots 91-32, 92-28, lots 95-10, lot 95-17, lots 91-21 and 92-17, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 13th, 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

15505-o

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Garage J. B. Vallière, Garage J. L. Boulanger, Garage Mégantic, Garage Nap. Mercier, R. Komery Service Station, O. A. Dostie Service Station, Garage Audet & Frère, Garage S. Labbé, Garage Delphis Rodrigue, Garage Émile Rancourt,

Et, D'AUTRE PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture de Mégantic."

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I. Définition: Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.) **Apprenti:** Le mot apprenti désigne tout salarié qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

b.) **Artisan:** Le mot artisan désigne tout salarié exerçant seul, ou en société l'un des métiers régis par le décret, ou tout employeur professionnel, lorsqu'il exerce pareil métier.

c.) **Compagnon:** Le mot compagnon désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, déboiseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, rembourreur, spécialiste en réparation de radiateurs, vérificateur, vulcanisateur, soudeur, vitrier.

d.) **Démolisseur:** Le mot démolisseur désigne tout salarié faisant la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebuts (Scrap).

e.) **Homme de service de jour ou de nuit:** désigne tout salarié qui conduit des véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'éta-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Garage J. B. Vallière, Garage J. L. Boulanger, Garage Mégantic, Garage Nap. Mercier, R. Komery Service Station, O.A. Dostie Service Station, Garage Audet & Frère, Garage S. Labbé, Garage Delphis Rodrigue, Garage Émile Rancourt.

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture de Mégantic."

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. Definition: For the purpose of the decree, the following words shall have the hereinafter given significance.

a.) **Apprentice:** The word apprentice means any employee learning one of the trades mentioned in the present decree.

b.) **Artisan:** The word artisan means any worker exercising alone or in partnership one of the trades governed by the present decree of any professional employer when he exercises such trade.

c.) **Journeyman:** The word journeyman means any worker having completed his apprenticeship in one of the following trades of the automobile industry: Wheelwright, Bodyman, Electrician, Blacksmith, Machinist, Mechanic, Painter, Upholstery Maker, Radiator Repairer, Welder, Glazier, Upholstery Cleaner, Dyer, Tester, Vulcanizer.

d.) **Demolisher:** The word demolisher means any employer demolishing motor vehicles, for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e.) **Service men day or night:** The words service men, day or night mean any employee driving motor vehicles, selling gas, washing motor vehicles, cleaning or heating the establishment,

blissement exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement des courroies d'éventail, de bougies ou de tous menus accessoires de véhicules-moteurs.

Est toutefois exclue, l'installation de radio, d'appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour signaux de direction, laquelle est faite par un compagnon.

f.) *Salarié*: Le mot salarié désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, artisan, préposé aux pièces de rechange ou employés qui travaillent individuellement en équipe, ou en société.

g.) *Vérificateur*: Désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux. Il doit être un mécanicien de première classe.

h.) *Atelier de mécanique*: Désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

i.) *Débîts d'essence*: Désigne tout endroit fixe ou mobile non reconnu comme garage, ou se fait la vente de l'essence et de lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs.

j.) *Garage*: Désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non. Les établissements industriels ne sont pas compris dans cette définition.

k.) *Station de service*: Désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés.

l.) *Terrain de démolition*: Désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines pièces d'iceux sont démolies, soit dans le but de la vente ou de l'emmagasinement, de la réparation ou de la démolition.

m.) *Terrain de stationnement*: Désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

II. *Jurisdiction Professionnelle*: Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débîts d'essence, stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, atelier de mécanique, exploités de façon accessoire, même pour leurs fins personnelles par le ou les propriétaires d'un établissement commercial.

II. A) *Jurisdiction Territoriale*: Le décret s'applique dans tout le territoire comprenant la cité de Mégantic, et dans toutes municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

III. *Salaires Minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après:

a.) <i>Apprenti</i> : Apprentis de toutes les catégories à l'exception des hommes de service, des préposés aux pièces de rechange, graisseurs, soudeurs et vulcanisateurs;	<i>l'heure</i>
Première année	\$ 0.20
Deuxième "	0.25
Troisième "	0.30
Quatrième "	0.40

changing tires or batteries, greasing motor vehicles, performing different emergency works such as replacing fanbelts, spark plugs, or any other motor vehicles accessories. However, the installation of radios, air conditioning units and directional signal switches, which must be performed by a journeyman, must be excluded.

f.) *Employee*: The word employee means any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or non qualified worker, artisan, stock room clerk or any employee who performs individually, in group or in partnership.

g.) *Tester*: The word tester means any employee committed to the testing of motor vehicles and the appraisal of repairs thereof. He must be a first class mechanic.

h.) *Machine shop*: The words machine shop mean any establishment where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

k.) *Gasoline Station*: The words gasoline station mean any place, fixed or movable, not recognized as a garage and where gas and lubricants for motor-vehicles are sold.

j.) *Garage*: The word garage means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts and of accessories necessary for the driving operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories are part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently governed by the decree. The industrial establishments are excepted.

k.) *Service station*: The words service station mean any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished, or lubricated.

l.) *Scrapping yard*: The words scrapping yard mean any place where motor-vehicles or any part hereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

m.) *Parking ground*: The words parking ground mean any place where motor-vehicles are parked.

II. *Jurisdiction: Professional Jurisdiction*: Those governed by the provisions of the decree shall be the professional employers, artisans and wage-earners in garages, gasoline stations, service stations. Those also governed by the provisions of the decree shall be professional employers, artisans and wage-earners of such gasoline stations, service stations, garages, parking grounds, scrapping yards, machine shops, accessorially operated, even for their personal purposes, by the owner or owners of a commercial establishment.

II. A.) *Territorial Jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the City of Mégantic and all municipalities completely or partly located within a radius of fifteen (15) miles from its limits.

III. *Minimum Wages*: The minimum wage rate shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned.

a.) <i>Apprentice</i> : Apprentices in all categories: with the exception of servicemen, stock room clerks, greasers, welders and vulcanizers.	<i>per hour</i>
First year	\$ 0.20
Second "	0.25
Third "	0.30
Fourth "	0.40

b.) *Compagnon*: Charron, Machiniste, Électricien, Mécanicien, Vitrier, Peintre, Nettoyeur de bourrures, Teinturier, Vulcanisateur, Débosseur, Forgeron, Rembourseur et Vérificateur.

	<i>l'heure</i>
Première classe.	\$0.67
Deuxième "	0.62
Troisième "	0.52

c.) *Spécialiste en réparation de radiateurs, soudeurs*:

	<i>l'heure</i>
Compagnon.	\$ 0.67
Apprenti 1ère an.	0.35
Apprenti 2ème an.	0.45

d.) *Graisser*:

	<i>l'heure</i>
Première classe.	\$ 0.50
Deuxième "	0.45

e.) *Vulcanisateur*:

	<i>l'heure</i>
Compagnon.	\$ 0.67
Apprenti 1ère an.	0.35
Apprenti 2ème an.	0.45

f.) *Préposé aux pièces de rechange dans les garages*:

	<i>par semaine</i>
Gérant	\$35.00
Assistant-Gérant.	27.00
Apprenti 1ère année.	12.00
Apprenti 2ème année.	15.00
Apprenti 3ème année.	18.00
Apprenti 4ème année.	20.00

Homme de service:

	<i>l'heure</i>
De jour (6 jours par semaine)	\$ 0.45
De nuit (6 jours par semaine)	0.38

g.) *Débts d'essence*:

	<i>par semaine</i>
Commis en charge.	\$35.00
Commis 1ère année.	16.00
Commis 2ème année.	19.00
Commis 3ème année.	22.00

Homme de service:

	<i>l'heure</i>
De jour (6 jours par semaine)	\$ 0.45
De nuit (6 jours par semaine)	0.38

IV. *Détermination et Répartition des heures de travail*:

a.) *Garages*: Pour les compagnons et les apprentis, la journée régulière de travail est de 9 heures par jour, réparties entre 7.00 A.M. et 6.00 P.M. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et entre 7.00 a.m. et midi le samedi.

Tout travail exécuté après 6.00 p.m. du lundi au vendredi et le samedi après-midi, doit être payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%).

b.) *Débts d'essence*: Pour les débits d'essence, les heures de travail seront comme suit: du 1er mai au 31 octobre, entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. du 1er novembre au 29 avril, entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m.

c.) *Jours chômés*: Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le premier de l'an, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le 24 de mai, la St-Jean-Baptiste, (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et le jour d'Actions de Grâce. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours-là, doit être rémunéré au taux de salaire double, à l'exception des hommes de service. Si la fête tombe un Dimanche, le lundi suivant sera chômé.

b.) *Journeyman*: Wheelright, machinist, electrician, mechanic, glazier, painter, upholstery cleaner, dyer, vulcanizer, bodyman, blacksmith upholstery maker and tester.

	<i>per hour</i>
First Class	0.67
Second "	0.62
Third "	0.52

c.) *Radiator Repairers, welders*:

	<i>per hour</i>
Journeymen.	0.67
Apprentice 1st year.	0.35
Apprentice 2nd year	0.45

d.) *Greaser*:

	<i>per hour</i>
First Class	0.50
Second Class.	0.45

e.) *Vulcanizers*:

	<i>per hour</i>
Journeymen.	0.67
Apprentice 1st year.	0.35
Apprentices 2nd year	0.45

f.) *Stock room Clerk in Garages*:

	<i>per week</i>
Manager.	35.00
Assistant-Manager	27.00
Apprentice 1st year.	12.00
Apprentice 2nd year	15.00
Apprentice 3rd year.	18.00
Apprentice 4th year.	20.00

Garage service men:

	<i>per hour</i>
Day time. . . . 6 days a week.	0.45
Night time . . . 6 days a week.	0.38

g.) *Gas Stations*:

	<i>per week</i>
Head clerk	35.00
Clerk 1st year	16.00
Clerk 2nd	19.00
Clerk 3rd.	22.00

Service man:

	<i>per hour</i>
Day time. . . . 6 days a week.	0.45
Night time . . . 6 days a week.	0.38

IV. *Determination and distribution of working hours*:

a.) *Garages*: For journeymen and apprentices the regular working day consist of nine (9) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon.

Work done after 6.00 p.m. from Monday to Friday, and on Saturday afternoon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent (50%).

b.) *Gas Stations*: For the gas stations, the working hours shall be as follows: From May 1st to October 31st, 7.00 a.m. to 7 p.m. From November 1st to April 29th, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

c.) *Holidays*: The following holidays shall be observed holidays: Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas, Anniversary of Dollard, (May 24th), St. John the Baptist Day (June 24th) Confederation Day (July the first), Labour Day, Thanksgiving Day. All work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for day or night service men. If a holiday falls on a Sunday, next Monday shall be a closed one.

d.) Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre (24) heures) de repos chaque semaine. Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire doit être doublé.

e.) Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

V. Apprentissage:

a.) Nonobstant, toutes les dispositions du décret concernant l'apprentissage, tout apprenti peut se présenter n'importe quand après un (1) an d'expérience pratique en vue de subir des examens à la satisfaction du bureau des examinateurs nommés par le Comité Paritaire et demander sa carte de compétence. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité Paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stades de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b.) Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par deux compagnons ou homme de service. Toutefois, dans les établissements, où il n'y a qu'un compagnon ou homme de service, il est permis d'avoir un apprenti.

c.) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize ans. Il doit avoir fait au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

VI. L'Employeur peut exiger, de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salarié à laquelle il appartient, d'après son certificat.

VII. a.) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié, et demeure la propriété de l'employeur jusqu'au paiement complet par le salarié.

b.) Les autres uniformes exigés par l'employeur, tels que: salopettes, et jaquettes spéciales sont fournies et, blanchies, moitié par l'employeur moitié par le salarié.

VIII. Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure.

IX.— Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie du salaire, en autant qu'il n'est pas au détriment du patron ou de son établissement.

X. Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement, dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi à 6 heures p. m.

XI. Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

XII. Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage et des lames de scie à fer.

d.) All employees shall be entitled to a complete day of rest (24 hours) each week. For work performed on the weekly day of rest, the rate of wages shall be doubled.

e.) The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present, however, the time given the employee for his meal, shall not be considered as working time.

V. Apprenticeship:

a.) Notwithstanding the provisions of the decree concerning the apprenticeship, every apprentice may, at any time after one (1) year of practical experience, undergo his examinations to the satisfaction of the Board of Examiners named by the Parity Committee for his certificate of Competency. Upon entering the Industry governed by the decree, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his experience can be established. The employer shall not hire an apprentice without this registration.

b.) In each establishment governed by the decree, there shall not be more than one apprentice to each two journeymen or service men. However in establishments where there is but one journeyman or service man, there may be an apprentice.

c.) No apprentice may be hired before having sixteen years of age. He must have at least finished his fifth elementary grade.

VI. The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified on his certificate of Competency, provided the said employee shall continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to the said certificate.

VII. a.) Half the cost of the special uniform required by the employer shall be paid by him and half by the employee and shall remain the property of the employer until the said uniform is fully paid for.

b.) The other uniforms required by the employer, such as overalls, and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost.

VIII. One (1) hour shall be allowed for meals.

IX. Tips shall belong to the employee and the employer shall not keep or use same, even with the consent of the employee, as part of wages providing that the tip is not detrimental to the policy of the establishment.

X. The wages of all employees shall be paid completely, every week, in a sealed envelope, on which the following shall be mentioned; his name, number, the date of the working hours or week, the number of working hours paid for, the wage rate and the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the person preparing the pay, and, if possible, given on Friday, at 6 o'clock p.m.

XI. No employees shall be held responsible for the evaporation or contraction of gas.

XII. The employee will furnish the manual tools for the execution of his work with the exception of the files required for body work and steel saw blades.

XIII. Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret ne doivent pas être diminués lors de sa mise en vigueur. Cependant la journée de dix heures sera régulièrement payée pour neuf heures de travail par jour et au prorata pour les fractions de jours ou de semaine.

XIV. Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

XV. Est déclarée illégale et sera considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du décret, toute entente ou convention entre employeurs et employés ou salariés touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail, ou soit tout autre procédé dont l'effet pourrait diminuer le montant du salaire fixé par le décret.

XVI. *Travail à domicile*: Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile, d'exécuter à domicile, du travail ou quelque partie du métier de l'automobile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la Convention Collective.

b.) Aucun artisan, compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile tel que stipulé dans le présent décret ne peut exercer son métier, ailleurs que dans les établissements définis dans le présent décret.

XVII. *Vacances*: a.) Après un an de service, l'employé aura droit à une semaine de vacances. Tout employé ayant travaillé (300) jours dans douze (12) mois consécutifs, aura droit à une semaine de vacances payée, soit six (6) jours consécutifs au taux de salaire régulier.

b.) Toute absence pour des raisons sérieuses, ne privera pas l'employé de ses vacances.

XVIII. *Durée du décret*: Le Décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeurera en vigueur pour une période d'un an, à compter de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties en présence ne donne à l'autre partie un avis à ce contraire, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Tel avis devra être aussi envoyé à l'Honorable Ministre du Travail à Québec.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 août 1946. 15492-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité conjoint de l'industrie des Wagons à Voyageurs et à Marchandises, à l'effet de modifier le décret numéro 1926 du 24 mai 1945 relatif à la "Canadian Car And Foundry Company Limited". On demande :

Que l'alinéa suivant soit ajouté à la fin de l'article 13:

Il y aura majoration de \$0.10 de l'heure dans le cas des taux horaires de \$0.80 et moins et de

XIII. The wages actually higher than the minimum rates established by the decree shall not be decreased at the time of its coming into force. However, the ten-hour day shall be regularly paid for nine hours work per day and at the pro rata for the fractions of days or weeks.

XIV. Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

XV. For the purpose of the decree, any agreement or contract entered into between an employer and an employee or wage-earner concerning the renting of space or place of business, the conditions of labour or any other transaction with a review to reduce the amount of wages established by the decree is hereby declared illegal and shall be considered as nul and void.

XVI. *Home work*: a.) An employee actually working for an employer of the automobile industry, shall not have the right to perform any work or part thereof of the automobile industry, at home, for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, within the meaning of the Collective Agreement Act.

b.) No artisan, journeyman or apprentice in the trades of the automobile industry, as stipulated in the present decree, shall exercise his trade elsewhere than in the establishment defined in the present decree.

XVII. *Vacations*: a.) After one year of service the employer will be entitled to a vacation of one week. Any employee having worked three hundred (300) days in twelve (12) consecutive months is entitled to one (1) week, six (6) consecutive days, paid holiday at the regular rate of pay.

b.) Any absence for serious reasons will not deprive the employee of his vacations.

XVIII. *Duration of the decree*: The decree come into force the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of one (1) year from the date. It shall then renew itself automatically, from year to year, unless either of the parties hereto notify the other to the contrary sixty (60) days before the expiration of the original term or before the expiration of any subsequent year. The Honourable Minister of Labour shall also receive such notice.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objection against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946. 15492-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been submitted to him by the Joint Committee of the Passenger and Freight Car Industry, for the purpose of amending the decree number 1926 of the 24th of May 1945, relating to the Canadian Car and Foundry Company Limited. It is requested:

That the following paragraph be inserted at the end of section 13:

There shall be an increase of \$0.10 per hour on all hourly rates up to and including \$0.80,

\$0.08 l'heure dans le cas des taux horaires supérieurs à \$0.80 l'heure.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
15491-o GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 31 août 1946.

ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 3085, du 7 août 1946, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province, publié dans la livraison du 10 août 1946 de la *Gazette Officielle de Québec*, est corrigé de la façon suivante:

Version française:

1° Les mots "Salaire minima", mentionnés au début de l'article II, doivent se lire "Salaires minima".

2° Le mot "salarisée", mentionné à l'avant-dernière ligne du premier alinéa de l'article II, doit se lire "saliés".

3° Les mots "Chauffeur de camions....0.40" et "Machiniste....0.68", mentionnés dans la première échelle de salaire du paragraphe "b" de l'article II, sont remplacés par les suivants: "Chauffeur de camions.....0.48" "Machiniste....0.60".

4° Les mots "Taux horaires minima", mentionnés au début de la deuxième échelle de salaires du paragraphe "b", de l'article II, doivent se lire "Taux horaires maxima".

5° Le mot "mentionné", mentionné à l'avant-dernière ligne du premier alinéa de l'article IV, doit se lire "mentionnés".

Version anglaise:

Le mot "pair", mentionné à l'avant-dernière ligne de l'article II, doit se lire "paid".

Le Sous-ministre du Travail,
15465A-X-o GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, ce 31 août 1946

and of \$0.08 per hour on all rates over \$0.80 per hour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
15491-o Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946.

ERRATUM

Order in Council number 3085, of August 7, 1946, concerning amendments of the decree relating to the paper box industry in the Province, published in the issue of August 10, 1946, of the *Quebec Official Gazette*, is corrected as follows:

French version:

1. The words "Salaire minima", mentioned at the beginning of section II, shall read "Salaires minima".

2. The word "salarisée", mentioned in the last but one line of the first paragraph of section II, shall read "saliés".

3. The words "Chauffeur de camions....0.40" and "Machiniste....0.68", mentioned in the first wage scale of subsection "b" of section II, are replaced by the following: "Chauffeur de camions.....0.48" "Machiniste....0.60".

4. The words "Taux horaires minima", mentioned at the beginning of the second wage scale of subsection "b" of section II, shall read "Taux horaires maxima".

5. The word "mentionné", mentioned in the last but one line of the first paragraph of section IV, shall read "mentionnés".

English version:

The word "pair", mentioned in the last but one line of section II, shall read "paid".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946. 15465-A-X-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3088 du 7 août 1946, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cent (100) milles de ses limites.

Il est demandé:

QUE le paragraphe "d" de l'article XVII soit remplacé par le suivant:

"d). Cependant, afin de régulariser le cas des salariés qui étaient des salariés permanents le 11 janvier 1945, lorsque le plan des vacances avec paie fut adopté, et qui sont encore au service du même employeur en 1947, les dits salariés devront recevoir en 1947 des vacances calculées sur la base d'une demi-journée par 25 jours de travail contenus entre le 11 janvier 1946 et la date où ils prendront leurs vacances en 1947".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de*

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been submitted to him by the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, for the purpose of amending the decree number 3088 of August 7, 1946, relating to the printing trades in the Island of Montreal and the territory comprised in a radius of one hundred (100) miles from its limits.

It is requested:

THAT subsection "d" of section 17 be replaced by the following:

"d). However, to regularize the case of those employees who were permanent employees as of January 11th, 1945, when the policy of vacation with pay was introduced, and who are still employed by the same employer in 1947, all such employees will be given holidays in 1947 on the basis of one-half day for every 25 days they have actually worked from January 11th, 1946, up to the time their holidays are taken in 1947.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

Gazette, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 31st, 1946. 15504-o

Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 août 1946. 15504-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret 3173 du 16 août 1944, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier la section I dudit décret de la façon suivante:

1° L'article III devra être radié et remplacé par le suivant:

"III. *Taux des salaires*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers mentionnés ci-après:

Métiers:	Salaire horaire Zones	
	I	II
Tailleurs de granit.	1.00	0.90
Préposés au lettrage et aux dessins sur composition.	1.00	0.90
Compagnons tailleurs de granit sur dégauchisseuses et sableuses.	1.00	0.90
	Zones I et II	
Préposés aux machines dégauchis- seuses.		.61
Préposés aux sableuses.		.61
Forgerons.		.70
Polisseurs à la machine.		.65
Polisseurs à la main.		.51
Apprentis polisseurs (maximum 1 an).		.40
Préposés au fonctionnement des grues.		.60
Préposés au fonctionnement des scies à chasse.		.60
Préposés au fonctionnement de ma- chine à carborundum.		.60
Carriers.		.51
Manœuvres et aides.		.45
Mécaniciens de machines fixes		.61
Seconds mécaniciens de machines fixes.		.51
Chauffeurs.		.51
"Boxers".		.55
Apprentis-tailleurs de granit:		
1ère année.		.40
2ième année.		.50
3ième année.		.60
Surveillants, par semaine.	18.20"	

2° L'article VII devra être radié et remplacé par le suivant:

"VII. *Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire est rémunéré à raison du taux régulier plus (25%) vingt-cinq pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire est payé ce taux plus (25%) vingt-cinq pour cent. Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du taux régulier plus (50%) cinquante pour cent. Dans le cas où le taux ho-

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the Collective Labour Agreement relating to the building materials industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by Order in Council number 3173 of the 16th of August 1944, have submitted to him a request for the purpose of amending part I of the said decree in the following manner:

1. Section III shall be deleted and replaced by the following:

"III. *Wage rates*: The minimum wage rates shall be the following for each of the following trades:

Trades:	Hourly Rates Zones	
	I	II
Granite Cutters.	1.00	0.90
Letterers and designers on compo- sition.	1.00	0.90
Journeymen-granite cutters on sur- facing or sandblasting machines.	1.00	0.90
	Zones I and II	
Surfacing machine operators.		.61
Sandblast operators.		.61
Blacksmiths.		.70
Machine Polishers.		.65
Hand Polishers.		.51
Apprentice polishers (maximum one year).		.40
Hoist and crane operators.		.60
Gang saw operators.		.60
Carborundum machine operators.		.60
Quarry men.		.51
Labourers and helpers.		.45
Stationary enginemen.		.61
Stationary enginemen's assistant		.51
Firemen.		.51
Boxers.		.55
Apprentice-granite cutting:		
1st year.		.40
2nd year.		.50
3rd year.		.60
Watchmen, per week.	18.20"	

2. Section VII shall be deleted and replaced by the following:

VII. *Overtime rates*: All overtime shall be paid at the rate of time and one quarter of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime work shall be paid the actual rate plus (25%) twenty-five percent. All work performed on Sundays shall be paid at the regular rate plus (50%) fifty percent. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday

raire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé ce taux plus (50%) cinquante pour cent."

3° Le paragraphe "a" de l'article IX devra être modifié en changeant au début de l'article le mot "quatre (4)" par le mot "trois (3)".

4° Le paragraphe "b" de l'article IX devra être radié et remplacé par le suivant:

"b) Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti tailleur de granit pour chaque huit (8) tailleurs de granit engagés dans chaque atelier. Néanmoins on pourra engager un (1) apprenti de plus, à condition que ce soit un vétéran et que son apprentissage commence moins d'un an après son licenciement. Dans le cas des vétérans, la limite d'âge stipulée dans le paragraphe précédent ne prévaut pas."

5° L'article X suivant devra être ajouté après l'article IX:

"X. *Vacances payées*: Une semaine de vacances payées sera allouée à chaque employé qui aura travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période de un (1) an. Dans le cas où il n'aurait pas travaillé pendant une période d'un (1) an, cet employé aura droit à une demi-journée de vacance pour chaque mois de travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 août 1946. 15520-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1764 du 2 septembre 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Sorel et un périmètre de six (6) milles de rayon. On demande:

1° Que l'item suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article III:

"Gardien à la semaine, 12 heures par jour, 7 jours par semaine: 0.35."

2° Que les mots "le jour de la fête de la Reine, le jour de la fête du Roi" soient radiés de l'article VI.

3° Que l'article VI-A suivant soit ajouté:

"VI-A. *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent décret a droit à une semaine de vacances payées après un an de service pour le même employeur."

4° Que le paragraphe "f" de l'article VII soit remplacé par le suivant:

"f) Les taux de salaires payés aux apprentis s'établissent comme suit:

Métiers:	Salaires horaires			
	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
Briqueleur	\$0.45	0.55	0.65	0.75
Plâtrier, maçon, poseur de marbre, de tuile et de terrazo	0.45	0.50	0.60	0.65
Charpentier-menuisier	0.40	0.50	0.60	0.70

work shall be paid the actual rate plus (50%) percent."

3. The words "Four (4) years", mentioned in subsection "a" of section IX, shall be replaced by the words "Three (3) years".

4. Subsection "b" of section IX shall be deleted and replaced by the following:

"b) No employer shall hire more than one (1) apprentice granite cutter to each eight (8) granite cutters employed in each shop. However, one extra apprentice may be hired if he be a discharged veteran and provided his apprenticeship starts within one year of the date of his discharge. In the case of veterans, the age limitation provided in the preceding subsection shall not apply."

5. The following section X shall be added after section IX:

"X. *Vacation with pay*: One week's vacation with pay shall be granted to all employees who have worked continuously for the same employer for one year. In cases where an employee is not employed for a period of one year, he shall be paid one half day of vacation for each month of employment."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946. 15520-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, that The Joint Committee of the Building Industry of Sorel has submitted to him request to amend the decree number 1764, of September 2nd, 1938, and amendments, relating to the Construction industry in the City of Sorel and a perimeter of six (6) miles of radius. It is requested:

1. That the following item be added to subsection "a" of Section III:

"Watchman employed on a weekly basis, 12 hours per day, 7 days per week: \$0.35."

2. That the words "Victoria Day, The King's Birthday" be stricken off Section VI.

3. That the following Section VI-A be added:

"VI-A. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present decree shall be entitled to a vacation of one week with pay after one year of service for the same employer."

4. That subsection "f" of Section VII be replaced by the following:

"f) The rates of wages paid to apprentices shall be as follows:

Trades:	Hourly rates			
	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Bricklayer	\$0.45	0.55	0.65	0.75
Plasterer, mason, marble, tile and terrazo layer	0.45	0.50	0.60	0.65
Carpenter-joiner	0.40	0.50	0.60	0.70

Peintre	0.40	0.45	0.55	0.65	Painter	0.40	0.45	0.55	0.65
Tapisier	0.35	0.40	0.45	0.50	Paper hanger	0.35	0.40	0.45	0.50
Électricien	0.40	0.45	0.50	0.65	Electrician	0.40	0.45	0.50	0.65
Mécanicien en tuyau- terie	0.45	0.50	0.60	0.70	Pipe mechanic.	0.45	0.50	0.60	0.70
Ferblantier-couvreur	0.35	0.40	0.45	0.50	Tinsmith-roofer, ...	0.35	0.40	0.45	0.50
Charpentier - menui- sier (à l'emploi de manufacturiers d'ou- vertures)	0.35	0.40	0.45	0.50	Carpenter-joiner (em- ployed by door and window-frame ma- nufacturers	0.35	0.40	0.45	0.50

5° Que les paragraphes "a" et "b" de l'arti-
cle IX soient remplacés par les suivants:

"IX. Conditions de travail des ouvriers pré-
posés à l'entretien: a) Les ouvriers préposés à
l'entretien des églises, des chapelles, des édifices
servant d'église ou de chapelle, des collèges, aca-
démies, écoles, juvénats, noviciats, scolasticats,
couvents, des hôpitaux publics ou privés, des
orphelinats, des presbytères et des ouvroirs, bé-
néficient des conditions de travail suivantes:

Compagnons: Par semaine
Ville de Sorel \$27.40 |

Municipalité du village de St-Joseph . 17.40
Toutes les autres municipalités. 15.40

b) Les ouvriers préposés à l'entretien d'un
édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie
ou de résidences de toutes sortes, d'hôtels, d'é-
tablissements manufacturiers et de magasins,
doivent recevoir les taux de salaire minima sui-
vants:

Compagnons: Par semaine
Ville de Sorel \$32.00 |

Municipalité du villa ge de St-Joseph . 19.40
Toutes les autres municipalités. 19.40

Journeliers (ouvriers non qualifiés):
Ville de Sorel 22.40 |

Municipalité du village de St-Joseph 22.40
Toutes les autres municipalités 19.40 |

Journeliers (ouvriers non qualifiés):
Ville de Sorel 24.40 |

Municipalité du village de St-Joseph.. 19.40
Toutes les autres municipalités. 17.40"

Durant les trente jours à compter de la date
de publication de cet avis dans la *Gazette offi-
cielle de Québec*, l'honorable Ministre du Tra-
vail recevra les objections que les intéressés pour-
ront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 août 1946. 15518-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du
Travail, donne avis par les présentes, que le
Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coif-
feuses de la cité et du district de Hull, établi en
exécution du décret numéro 2246, du 27 août
1941 et amendements, a été autorisé par règle-
ment approuvé par l'arrêté en conseil numéro
3219 du 15 août 1946, le tout, d'accord avec les
dispositions de la Loi de la convention collective
(Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163
et amendements), à prélever des cotisations des
employeurs professionnels, des artisans et des
salariés assujettis audit décret, suivant la mé-
thode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 août
1946 au 31 août 1947; cette cotisation s'exerce
comme ci-dessous mentionné:

IX be replaced by the following:

"IX. Labour conditions of maintenance men:
a) Maintenance men employed in churches,
chapels, or buildings used as churches or chap-
els, college, academies, schools, "juvénats",
"noviciats", "scolasticats", convents, hospitals
(public or private), orphan asylums, presbyteries,
working rooms (ouvroirs), shall benefit by the
following labour conditions:

Journeymen: Per week
Town of Sorel \$27.40 |

Municipality of the village of St. Jo-
seph. 17.40
All other municipalities. 15.40

b) Maintenance men employed in public
or office buildings, in apartment or dwell-
ing houses, in hotels manufacturing establish-
ments and stores shall be paid the following
minimum rates of wages:

Journeymen: Per week
Town of Sorel \$32.00 |

Municipality of the village of St. Joseph 19.40
All other municipalities. 19.40

Workmen (non-qualified labourers):
Town of Sorel 22.40 |

Municipality of the village of St-Jo-
seph. 22.40
All other municipalities. 19.40

Workmen (non-qualified labourers):
Town of Sorel 24.40 |

Municipality of the village of St-Jo-
seph. 19.40
All other municipalities. 17.40"

During the thirty days following the date of
publication of this notice in the *Quebec Official
Gazette*, the Honourable Minister of Labour will
receive the objections against the said petition
which the interested parties may wish to set
forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946. 15518-0

NOTICE OF LEVY *

The Honourable Antonio Barrette, Minister
of Labour, hereby gives notice that the Joint
Committee of barbers and hairdressers of the
City and District of Hull, formed under decree
No. 2246, of August 27, 1941, and amendments,
has been authorized by a by-law approved by
Order in Council No. 3219 of August 15th, 1946,
in conformity with the provisions of the Collective
Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and
amendments), to levy assessments from the pro-
fessional employers, the artisans and the em-
ployees governed by the said decree, according
to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy will extend from August 31,
1946, to August 31, 1947; it will be laid in the
following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2246, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 2246, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus, basés sur le montant de \$16.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 2246 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre 1946, 31 décembre 1946, 31 mars 1947 et 30 juin 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, pour la période se terminant le 31 août 1947.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE HULL

Estimé des recettes et déboursés probables pour la période se terminant le 31 août 1947.

Recettes:	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels (barbiers) ..	\$ 60.00
Artisans (barbiers) ..	200.00
Salariés (barbiers) ..	60.00
Coiffeuses (employeurs professionnels, salariées et artisans) ..	90.00
	\$410.00
Déboursés:	
Services du secrétaire-correspondant ..	60.00
Services de l'inspecteur ..	30.00
Frais de déplacement des membres du Comité ..	130.00
Vérification des livres ..	40.00
Loyer du bureau ..	30.00
Papeterie, timbres, articles de bureau ..	30.00
Frais de voyage—inspections ..	30.00
Publicité ..	30.00
Divers ..	30.00
	\$410.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 août 1946.

15515-o

a) The professional employers governed by decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, commissions, bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) The master-barbers or female hairdressers working alone (artisans) governed by decree number 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts based upon the amount of \$16.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages commissions, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

The professional employers shall send their assessments, every month, to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send the said sums, every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or give the required information, a notice shall be given requesting him to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: September 30th and December 31st, 1946, March 31st and June 30th, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of barbers and hairdressers of the City and district of Hull, for the period ending August 31, 1947.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE CITY AND DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending August 31, 1947.

Receipts:	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers (barbers) ..	\$ 60.00
Artisans (barbers) ..	200.00
Employees (barbers) ..	60.00
Female hairdressers (professional employers, employees and artisans) ..	90.00
	\$410.00
Disbursements:	
Secretary's services ..	\$ 60.00
Inspector's services ..	30.00
Travelling expenses of committee's members ..	130.00
Auditing of books ..	40.00
Office rent ..	30.00
Stationery, stamps, office equipment ..	30.00
Travelling expenses—inspections ..	30.00
Publicity ..	30.00
Miscellaneous ..	30.00
	\$410.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946.

15515-o

PROVINCE DE QUÉBEC

Département du Trésor

ÉTAT DES REVENUS et des DÉPENSES pour l'année financière terminée le 31 mars 1946, établi conformément à une résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre 1895.

REVENUS: —**Provenant de taxes: —****Trésor — Bureau du revenu: —**

Taxe sur transferts de valeurs mobilières	\$ 611,432.51
Taxe sur le tabac	4,986,099.11
Taxe de vente.....	15,235,069.76
Taxe sur la gazoline.....	12,949,099.44

33,781,700.82

Droits sur les successions.....	6,298,837.22
Taxes sur les corporations (sur capital)	7,261,036.78
Taxes sur les corporations (sur profits).....	8,457,410.99
Impôt sur le revenu.....	2,470,191.35

Travaux publics	44,874.06
-----------------------	-----------

58,314,051.22

Provenant d'autres sources: —**Licences, permis et redevances: —**

Chasse.....	668,843.74
Mines	1,951,062.12
Ressources hydrauliques	1,483,626.64
Terres et Forêts	8,456,451.97
Trésor — Bureau du revenu	8,538,949.90
Divers départements	433,054.36
Commission des Liqueurs de Québec.....	6,875,283.27

28,407,272.00

Honoraires et divers: —

Procureur Général	487,191.22
Secrétaire de la Province.....	411,741.23
Terres et Forêts	286,953.65
Travail.....	347,927.36
Divers départements	375,865.73

1,909,679.19

Intérêts: — Placements des fonds d'amortissement.....	1,853,416.94
---	--------------

Divers comptes.....	449,821.35
---------------------	------------

2,303,238.29

Commission des Liqueurs de Québec: —

Compte de commerce	16,220,674.05
Moins: Octroi au fonds de l'Assistance publique.....	1,000,000.00

15,220,674.05

Autres revenus: —

Subside de la Puissance du Canada basé sur la population.....	2,739,129.20
Contributions à la Loi des pensions.....	934,108.35
Amendes, etc.	306,263.25
Divers.....	186,877.67

4,166,378.47

Total des Revenus..... \$110,321,293.22

PROVINCE OF QUEBEC

Treasury Department

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ended March 31st, 1946, as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

REVENUE: —

From Taxation: —

Treasury — Revenue Branch: —

Security Transfer Tax.....	611,432.51
Tobacco Tax.....	4,986,099.11
Sales Tax.....	15,235,069.76
Gasoline Tax.....	12,949,099.44

33,781,700.82

Duties on Successions.....	6,298,837.22
Corporation Tax (on Capital).....	7,261,036.78
Corporation Tax (on Profits).....	8,457,410.99
Income Tax.....	2,470,191.35

Public Works.....	44,874.06
-------------------	-----------

58,314,051.22

From other sources: —

Licenses, Permits and Royalties: —

Game.....	668,843.74
Mines.....	1,951,062.12
Hydraulic Resources.....	1,483,626.64
Lands and Forests.....	8,456,451.97
Treasury — Revenue Branch.....	8,538,949.90
Various Departments.....	433,054.36
Quebec Liquor Commission.....	6,875,283.27

28,407,272.00

Fees and Miscellaneous: —

Attorney General.....	487,191.22
Provincial Secretary.....	411,741.23
Lands and Forests.....	286,953.65
Labour.....	347,927.36
Various Departments.....	375,865.73

1,909,679.19

Interest: — Sinking Fund Investments.....	1,853,416.94
---	--------------

Various Accounts.....	449,821.35
-----------------------	------------

2,303,238.29

Quebec Liquor Commission: —

Trade Account.....	16,220,674.05
Less: Grant to Public Charities Fund.....	1,000,000.00

15,220,674.05

Other Revenue: —

Dominion of Canada Subsidy, based on population.....	2,739,129.20
Pension Act Contributions.....	934,108.35
Fines and Penalties.....	306,263.25
Miscellaneous.....	186,877.67

4,166,378.47

Total Revenue..... \$110,321,293.22

Département du Trésor — Suite

ÉTAT des REVENUS et des DÉPENSES pour l'année financière terminée le 31 mars 1946, établi conformément à une résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre 1895.— Suite

DÉPENSES ORDINAIRES:—

Affaires municipales.	\$ 152,331.43
Agriculture.	6,362,917.06
Bureau de reconstruction économique.	9,014.00
Chasse.	636,675.35
Colonisation.	4,880,574.86
Conseil exécutif.	1,565,713.01
Industrie et commerce.	645,069.80
Instruction publique.	9,077,390.20
Législation.	743,347.57
Mines.	649,117.30
Office du crédit agricole du Québec.	373,347.71
Pêcheries.	614,291.30
Procureur général.	4,621,471.52
Ressources hydrauliques.	953,826.59
Santé et Bien-être Social (y compris le déficit du fonds de l'Assistance publique \$4,139,863.98)	9,538,053.06
Secrétaire de la Province.	5,121,481.44
Terres et forêts.	3,057,515.82
Travail (y compris \$8,612,497.39 pour les pensions de vieillesse, l'Assistance aux aveugles et l'Assistance aux mères nécessiteuses)	9,555,389.97
Travaux publics.	4,637,495.69
Voirie.	10,374,869.85

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

Bureau du trésorier:

Allocations de vie chère de tous les départements.	1,650,032.44
Pensions du Service Civil.	636,350.76
Augmentation de la réserve pour comptes douteux.	1,137,503.52
Autres dépenses.	148,950.71

3,572,837.43

Bureau du revenu.	915,430.95
Bureau de l'auditeur.	109,669.00
Bureau des assurances.	36,795.88

4,634,733.26

Dette publique:—

Intérêts. (montant net)	9,893,406.41
Commissions, change, etc.	358,021.42
Amortissement d'escompte et de prime sur emprunts.	666,670.98
Fonds d'amortissement (montant net)	6,430,170.03

17,348,268.84

Total des Dépenses Ordinaires. \$95,552,895.63

Treasury Department — Continued

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ended March 31st, 1946, as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.— Continued.

ORDINARY EXPENDITURE:—

Municipal Affairs	\$ 152,331.43
Agriculture.	6,362,917.06
Economic Reconstruction Bureau.....	9,014.00
Game	636,675.35
Colonisation.....	4,880,574.86
Executive Council.....	1,565,713.01
Trade and Commerce.....	645,069.80
Education.....	9,077,390.20
Legislation.....	743,347.57
Mines	649,117.30
Quebec Farm Credit Bureau.....	373,347.71
Fisheries.....	614,291.30
Attorney-General	4,621,471.52
Hydraulic Resources	953,826.59
Health and Social Welfare (including Deficit of Public Charities Fund \$4,139,863.98)	9,538,053.06
Provincial Secretary.....	5,121,481.44
Lands and Forests	3,057,515.82
Labour (including \$8,612,497.39 for Old Age Pensions, Blind Persons Aid and Assistance for Needy Mothers).....	9,555,389.97
Public Works.....	4,637,495.69
Roads.....	10,374,869.85

TREASURY DEPARTMENT:—

Treasury Branch:

Cost-of-living bonus of all Departments.....	1,650,032.44
Civil Service Pensions	636,350.76
Increase in Reserve for Doubtful Accounts	1,137,503.52
Other Expenditures.....	148,950.71

3,572,837.43

Revenue Branch.....	915,430.95
Audit Branch.....	109,669.00
Insurance Branch.....	36,795.88

4,634,733.26

Public Debt:—

Interest charges (net amount)	9,893,406.41
Commission, exchange, etc.....	358,021.42
Amortisation of Discount and Premium on loans issued.....	666,670.98
Sinking Funds (net amount).....	6,430,170.03

17,348,268.84

Total Ordinary Expenditure

\$ 96,552,895.63

Département du Trésor — Suite

ÉTAT DES REVENUS et des DÉPENSES pour l'année financière terminée le 31 mars 1946, établi conformément à une résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre 1895. — Suite.

Surplus des Revenus sur les Dépenses Ordinaires		\$ 14,768,397.59
DÉPENSES en IMMOBILISATIONS ou DÉPENSES CAPITALES :		
Lois de l'Aide aux chômeurs: —		
Règlement de réclamations relatives aux années antérieures	510.60	
Edifices publics	785,317.41	
Ponts	1,052,465.72	
Construction de chemins (S.R. 1941, chap. 141)	10,062,691.93	
Barrages et travaux hydrauliques	68,621.14	
Parcs nationaux	43,811.24	
Chemins de mines	890,000.00	
Aide à l'électrification rurale (S.R. 1941, Chap. 213, Sec. VII)	74,485.00	\$ 12,977,903.04
Surplus des Revenus sur toutes les Dépenses		\$ 1,790,494.55

ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE, EMPRUNTS TEMPORAIRES ET DÉPÔTS au 31 mars 1946, établi conformément à une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.
(Les détails apparaîtront dans les Comptes Publics)

Dettes consolidées	\$395,596,099.37	
Moins: fonds d'amortissement	65,833,626.46	\$329,762,472.91
Obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de la Loi 14 Geo. V, chap. 3 (1924), moins fonds d'amortissement		8,767,190.16
Emprunts des Écoles Techniques ou Professionnelles assumés par la Province de Québec, en vertu du chapitre 63, article 22, S.R. 1941, (Loi de l'Enseignement Spécialisé), moins fonds d'amortissement		2,183,430.00
DETTE CONSOLIDÉE NETTE.		\$340,713,093.07
Bons du Trésor		8,500,000.00
DETTE CONSOLIDÉE NETTE ET BONS DU TRÉSOR.		\$349,213,093.07
Dépôts judiciaires		829,662.80
Dépôts en garantie et en fiducie, etc.	\$ 20,363,583.38	
Moins: — Obligations en mains	14,895,530.14	5,468,053.24
TOTAL.		\$355,510,809.11

A. J. DOLBEC,
Auditeur de la Province.

ONÉSIME GAGNON,
Trésorier de la Province.

J. H. BIELER,
Assistant-Trésorier de la Province

Département du Trésor,
Québec, le 31 août 1946.

15225-o

Treasury Department — Continued

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ended March 31st, 1946, as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.— Continued.

Surplus of Revenue over Ordinary Expenditure		\$ 14,768,397.59
CAPITAL EXPENDITURE: —		
Unemployed Aid Acts: —		
Settlement of claims in respect of prior years.....	510.60	
Public Buildings	785,317.41	
Bridges	1,052,465.72	
Roads Construction (R.S. 1941, cap. 141).....	10,062,691.93	
Water Storages & Hydraulic Works.....	68,621.14	
National Parks	43,811.24	
Mining Roads.....	890,000.00	
Aid Towards Rural Electrification (R.S. 1941, C. 213, Div. VII)	74,485.00	\$ 12,977,903.04
Surplus of Revenue over all Expenditures		\$ 1,790,494.55

STATEMENT OF THE PUBLIC DEBT AND TEMPORARY LOANS AND DEPOSITS at March 31st, 1946, as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.
(Details will be shown in the Public Accounts).

Funded Debt.....	\$395,596,099.37	
Less: Sinking Funds.....	65,833,626.46	\$329,762,472.91
Bonds issued to the National Canadian Bank under Act 14 Geo. V, c. 3 (1924), less Sinking Fund.....		8,767,190.16
Loans of Technical or Professional Schools, assumed by the Province of Quebec, under R.S.Q., 1941, Cap. 63, Section 22 (Specialized Schools Act), less Sinking Fund		2,183,430.00
NET FUNDED DEBT		\$340,713,093.07
Treasury Bills.....		8,500,000.00
NET FUNDED DEBT AND TREASURY BILLS		\$349,213,093.07
Judicial Deposits		829,662.80
Security, Trust Deposits, etc	\$ 20,363,583.38	
Less: Securities on hand	14,895,530.14	5,468,053.24
TOTAL		\$355,510,809.11

A. J. DOLBEC,
Provincial Auditor.

ONÉSIME GAGNON,
Provincial Treasurer

J. H. BIELER,
Assistant Provincial Treasurer

Treasury Department,
Quebec, August 31st, 1946.

15225-o

Département du Trésor Assurances

Avis est donné que les directeurs de "La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie" ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander des lettres-patentes supplémentaires afin de porter le capital-actions de la compagnie de \$1,000,000 à \$2,000,000 par l'addition de 10,000 actions d'une valeur au pair de \$100, le tout suivant règlement adopté par les directeurs de la compagnie et approuvé par les actionnaires en assemblée spéciale, le 30 juillet 1946, au siège social de la compagnie.

Les Procureurs des requérants,
15250-32-4-o PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU

Treasury Department Insurance

Notice is hereby given that the directors of the company "La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie" intend to apply to the Lieutenant-Governor in Council for supplementary letters patent for the purpose of increasing the capital stock of the company from \$1,000,000 to \$2,000,000 by the addition of 10,000 shares of a par value of \$100, the whole according to a by-law adopted by the directors of the company and approved by the shareholders in special meeting, the 30th of July, 1946, at the head office of the company.

PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
15250-32-4 Attorneys for petitioner.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est, par les présentes, donné que Canada Health and Accident Assurance Corporation, enregistrée sous le numéro 470, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2752 qui l'autorise à compter du 26 août 1946 à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Waterloo, Ontario.

La compagnie a nommé Monsieur J.-L. Ralston, C.R., 360 rue St-Jacques Ouest, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné ce 26ième jour d'août 1946 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province.

GEORGES LAFRANCE,
15489-35-2-o Surintendant des Assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that Canada Health and Accident Assurance Corporation, registered under No. 470, has obtained the license and certificate of registration number 2752, authorizing it as from the 26th of August 1946 to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Sickness.

The head-office of the company is situated at Waterloo, Ontario.

The company has appointed Mr. J.-L. Ralston, K.C., 360 St. James Street, W., Montreal, its attorney in the Province.

Given this 26th day of August 1946 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,
15489-35-2-o Superintendent of Insurance.

Voirie

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 6—Tour de la Gaspésie

Dans le comté de Matapédia.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Pierre-du-Lac:

Une longueur de 1650 pieds, au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 193 à 197 inclusivement; une longueur de 310 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 193.

Dans la municipalité du village de Val-Brillant:

Une longueur de 630 pieds, ou nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 189 et 190.

Québec, le 20 août 1946.

15523-o Le Ministre de la voirie,
ANTONIO TALBOT.

Roads

NOTICE

The parts of roads hereinafter designated shall cease, for the future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new straightened and improved sections, they have become useless for traffic:

Highway No. 6—The Gaspé Tour.

In the county of Matapédia.

In the municipality of the parish of St-Pierre-du-Lac:

A length of 1650 feet, on the Southwest of the new highway, on or facing lots Nos. 193 to 197 inclusively; a length of 310 feet, on the East of the new highway, on or facing lot No. 193.

In the municipality of the village of Val-Brillant:

A length of 630 feet, on the Northwest of the new highway, on or facing lots Nos 189 and 190.

Quebec, August 20, 1946.

15523 ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW
Examens d'octobre 1946 — Examinations of October, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Leblanc	Gilles	19	Bécancour	Séminaire de Nicolet

Trois-Rivières, le 21 août 1946. — Trois-Rivières, August 21th, 1946.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.

LÉON BALCER,

Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

15488-35-2-o

Liquidation, avis de

Avis est donné qu'à l'assemblée générale annuelle du "Syndicat Coopératif Agricole de St Denis-sur-Richelieu", dûment convoquée et tenue en la salle paroissiale de Saint-Denis, le 13 juin 1946, il a été résolu à l'unanimité que le syndicat coopératif précité soit liquidé et dissous, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q., 1941, ch. 278), et que M. Laurent Gaudette, de Saint-Denis-sur-Richelieu, a dûment été nommé liquidateur en cette affaire.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15479-o

JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice

Notice is given that at the annual general meeting of the "Syndicat Coopératif Agricole de St-Denis-sur-Richelieu", duly called and held in the Parish Hall of Saint-Denis, on June 13, 1946, it was unanimously resolved that the above mentioned cooperative syndicate be wound-up and dissolved, pursuant to the provisions of the Winding-up Act (R.S.Q. 1941, ch. 278) and that Mr. Laurent Gaudette, of Saint-Denis-sur-Richelieu, has been duly appointed liquidator in this matter.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 21, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

15479

Under Secretary of the Province.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par monsieur Louis-Albert St-Pierre, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Pascal, dans le district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Antoine Gaspard Ouellet, notaire décédé, qui pratiquait aussi à Saint-Pascal, dans le district judiciaire de Kamouraska.

Québec, ce sept août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15285-32-5-o

JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Louis-Albert St-Pierre, notary, residing and practising at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Antoine-Gaspard Ouellet, deceased notary, who also practised at Saint-Pascal, in the judicial district of Kamouraska.

Quebec, this seventh day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

15285-32-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

SECRÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 27 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission sous Notre seing, de nommer l'honorable J.-Olier Renaud, avocat Conseil en loi du Roi, de la ville de Pointe-aux-

Appointment

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN
IN CHANCERY

Quebec, August 27, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission under Our Seal, to appoint the Honourable Mr. J. Olier Renaud, advocate and King's Counsel, of the

Trembles, membre du Conseil législatif de la province de Québec, pour y représenter la division d'Alma, en remplacement de feu l'honorable monsieur Médéric Martin.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX.

Québec, le 27 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission sous Notre seing, de nommer l'honorable monsieur Gérald Martineau, marchand, de la cité de Québec et domicilié à Saint-Colomb-de-Sillery, membre du Conseil législatif de la province de Québec, pour y représenter la division de Les Laurentides, en remplacement de feu Sir Thomas Chapais.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX.

Québec, le 27 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission sous Notre seing, de nommer l'honorable monsieur George Buchanan Foster, avocat et Conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, membre du Conseil législatif de la province de Québec, en remplacement de feu l'honorable monsieur G. Gordon Hyde.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
15503-0 ANTOINE LEMIEUX.

town of Pointe-au-Trembles, Member of the Legislative Council of the Province of Quebec, therein to represent the division of Alma, in the place of the late Honourable Mr. Médéric Martin.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

Québec, August 27, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission under Our Seal, to appoint the Honourable Mr. Gérald Martineau, merchant of the city of Québec, and domiciled at Saint-Colomb-de-Sillery, Member of the Legislative Council of the Province of Québec, to represent the division of Les Laurentides, to replace the late Sir Thomas Chapais.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

Québec, August 27, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission under Our Seal, to appoint the Honourable Mr. George Buchanan Foster, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Member of the Legislative Council of the Province of Québec, to replace the late Honourable Mr. G. Gordon Hyde.

ANTOINE LEMIEUX,
15503 Clerk of the Crown in Chancery.

Sièges sociaux

District de Montréal, Province de Québec.

GENERAL FORWARDERS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie General Forwarders Limited, un corps incorporé, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 16ième jour de juillet 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social à 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 31ième jour de juillet dix-neuf cent quarante-six.

(Seau)

15480

Le Secrétaire,
STANLEY STANGER.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis est donné que la compagnie Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd., constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin mil neuf cent quarante-six et ayant son bureau principal dans la ville de St-Grégoire de Montmorency, comté de Québec, a établi son bureau au numéro 38 rue Montcalm. A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal et légal.

Donné à St-Grégoire de Montmorency, ce huitième jour du mois d'août 1946.

(Seau)

15481-0

Le Secrétaire,
RAYMOND GIRARD.

Head offices

District of Montréal, Province of Québec.

GENERAL FORWARDERS LIMITED

Notice is hereby given that General Forwarders Limited, a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Québec, dated the 16th day of July, 1946, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 614 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 31st day of July, Nineteen hundred and forty-six.

(Seal)

15480-0

STANLEY STANGER,
Secretary.

Canada, Province of Québec, District of Québec.

Notice is hereby given that the company "Girard & Fils Ltée — Girard & Sons Ltd.", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of June, one thousand nine hundred and forty-six, and having its head office in the town of St-Grégoire de Montmorency, County of Québec, has established its office at No. 38 Montcalm Street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office and legal domicile.

Given at St-Grégoire de Montmorency, this eighth day of the month of August, 1946.

(Seal)

15481

RAYMOND GIRARD,
Secretary.

La compagnie Ideal Insurance Agencies Inc. a son siège social au N° 276 ouest, rue St-Jacques, chambre 201. Montréal, Canada.

15482 La Secrétaire,
B. WOLLOW.

Ideal Insurance Agencies Inc., has its head office at No. 276 St. James Street West, Room 201, Montreal, Canada.

15482-o B. WOLLOW,
Secretary.

JOHN MACNAUGHTON CO. LTD.

JOHN MACNAUGHTON CO. LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie John MacNaughton Co. Ltd., constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 11ème jour de juin 1946, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son siège social au No. 680 ouest, rue Sherbrooke, dans ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 22ème jour d'août 1946.

15483 Le Secrétaire,
WM. F. MACKLAIER.

Notice is hereby Given that John MacNaughton Co. Ltd., incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 11th day of June, 1946, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its head office at No. 680 Sherbrooke Street West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 22nd day of August, 1946.

15483-o WM. F. MACKLAIER,
Secretary.

LEATHER WEAR LIMITED

LEATHER WEAR LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Leather Wear Limited", constituée en corporation par lettres-patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, date du 13 juillet, 1946, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 159 de la rue Craig ouest, chambre 719.

15484-o Le Vice-président,
ZÉNON BOLDUC.

Notice is hereby given that "Leather Wear Limited", incorporated by Letters-Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 13th day of July, 1946, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 159 Craig Street West, Room 719.

15484-o ZÉNON BOLDUC,
Vice-President.

Avis est donné que la "Zuzorite Company Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec en date du 10 juillet 1946, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1010 Ste-Catherine Ouest.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22ème jour d'août 1946.

15485-o Le Président,
JOHN B. LYNCH.

Notice is hereby given that "Zuzorite Company Limited (No Personal Liability)" incorporated by Letters Patent under the Quebec Mining Companies Act on the 10th of July, 1946, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at No. 1010 St. Catherine Street West in said city of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal this 22nd day of August, 1946.

15485-o JOHN B. LYNCH,
President.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE CATHOLIQUE DE NORANDA

CATHOLIC SCHOOL MUNICIPALITY OF NORANDA

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mardi le 17 septembre 1946, pour l'achat de \$300,000.00 d'obligations des Commissaires d'Écoles Catholiques pour la municipalité de la ville de Noranda, datées du 1er septembre 1946 et remboursables en série du 1er septembre 1947 au 1er septembre 1966 inclusivement.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt, au choix, à 2½%, à 2¾% ou à 3% payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until 5 o'clock in the afternoon, on Tuesday, September 17, 1946, for the purchase of \$300,000 of bonds of the Catholic School Commissioners for the municipality of the town of Noranda, dated from September 1946, and redeemable serially from the first of September 1947 to the 1st of September 1966 inclusively.

The tenders may be made for bonds bearing interest, at option, at 2½%, at 2¾% or at 3% payable semi-annually on the 1st of September and the 1st of March of each year.

Le capital et les intérêts sont payables aux succursales de la Banque Canadienne de Commerce à Noranda, Montréal, Québec ou Toronto.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale des Commissaires qui sera tenue le 16 septembre 1946, à 8 heures de l'après-midi, au bureau du Secrétaire-trésorier.

Les Commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tableau des échéances:

Date	Capital
1947.....	\$11,000.
1948.....	11,500.
1949.....	12,000.
1950.....	12,000.
1951.....	12,500.
1952.....	13,000.
1953.....	13,500.
1954.....	13,500.
1955.....	14,000.
1956.....	14,500.
1957.....	15,000.
1958.....	15,500.
1959.....	16,000.
1960.....	16,500.
1961.....	17,000.
1962.....	17,500.
1963.....	18,000.
1964.....	18,500.
1965.....	19,000.
1966.....	19,500.

Noranda, Que., ce 27ième jour d'août 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
FRÉDÉRIC HÉBERT,

15500-o

AVIS RELATIF A LA VENTE

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

\$3,000,000 — Obligations en série

Avis est par les présentes donné que des soumissions sous enveloppe scellée, portant l'indication "Soumission pour obligations", adressées à la Commission Métropolitaine de Montréal, seront reçues par cette dernière à son bureau, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal, jusqu'à midi (heure avancée) le 18 septembre 1946, pour l'achat de \$3,000,000 d'obligations en série que ladite Commission se propose d'émettre.

Les obligations seront datées du 1er mai 1946, seront émises en coupures de \$1,000.00 chacune avec coupons d'intérêts payables le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, pourront être enregistrées quant au principal et seront remboursables comme suit:

\$1,000,000 le 1er novembre 1957
\$1,000,000 le 1er novembre 1958
\$1,000,000 le 1er novembre 1959

Les obligations pourront être remboursées avant échéance à leur valeur nominale et l'inté-

Capital and interest payable at the branches of the Canadian Bank of Commerce, at Noranda, Montreal, Quebec or Toronto.

Said bonds may be redeemed by anticipation at par, at any date of interest, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if said redemption be partial, it shall effect the bonds in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a special meeting of the Commissioners, which shall be held on September 16, 1946, at 8 o'clock in the evening, at the Secretary Treasurer's office.

The Commissioners reserve the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Table of maturities:

Date	Capital
1947.....	\$11,000.
1948.....	11,500.
1949.....	12,000.
1950.....	12,000.
1951.....	12,500.
1952.....	13,000.
1953.....	13,500.
1954.....	13,500.
1955.....	14,000.
1956.....	14,500.
1957.....	15,000.
1958.....	15,500.
1959.....	16,000.
1960.....	16,500.
1961.....	17,000.
1962.....	17,500.
1963.....	18,000.
1964.....	18,500.
1965.....	19,000.
1966.....	19,500.

Noranda, Que., this 27th day of August, 1946.

FRÉDÉRIC HÉBERT,
Secretary-Treasurer.

15500

NOTICE OF SALE

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

\$3,000,000 — Serial Debentures

Notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for bonds", addressed to the Montreal Metropolitan Commission shall be received by the latter at its office, 10 St. James Street West, Montreal, until September 18th 1946, at twelve o'clock noon, (daylight saving time), for the purchase of \$3,000,000 of serial bonds to be issued by the said Commission.

The bonds shall be issued in denominations of \$1,000 each, with interest coupons payable on the first of May and the first of November of each year, may be registered as to principal, shall be dated May 1st 1946 and shall mature as follows:

\$1,000,000 1st November 1957
\$1,000,000 1st November 1958
\$1,000,000 1st November 1959

The bonds may be redeemed before their maturity at their nominal value and accrued inte-

rêt couru à toute date d'échéance d'intérêt, mais non avant le 1er mai 1951.

Le principal et l'intérêt seront payables en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Montréal et à Québec et au bureau principal de la Banque de Montréal, à Montréal à Québec, et Toronto, au choix du porteur.

Tout soumissionnaire devra stipuler dans sa soumission le taux d'intérêt que les obligations devront porter, lequel taux devra être un multiple ou des multiples d'un-huitième de 1%, pourvu que ce taux n'excède pas 3% par an sur toute l'émission et que le prix offert ne soit pas moindre que 98% du montant en principal de l'emprunt.

Toute soumission devra être pour l'émission totale.

Le prix offert devra comprendre l'intérêt couru au taux stipulé, depuis le 1er mai 1946 à la date de la livraison des obligations contre paiement.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque tiré sur une banque à charte faisant affaires à Montréal et certifié par cette banque, égal à 1% du montant en principal du présent emprunt.

Le chèque déposé par un soumissionnaire dont l'offre aura été rejetée, lui sera remis sans retard, et le chèque de celui dont l'offre aura été acceptée sera retenu par la Commission et appliqué en paiement partiel du prix d'achat des obligations, ou servira à garantir la Commission pour tout dommage au cas où ce soumissionnaire ne donnerait pas suite à son offre.

La Commission n'est pas obligée d'accepter aucune des soumissions.

Toute soumission devra être faite sur des formules fournies par la Commission que toute personne qui désire soumissionner pourra se procurer au bureau de la Commission, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Tout soumissionnaire pourra aussi se procurer au bureau de la Commission le prospectus et obtenir tous autres renseignements dont il pourra avoir besoin.

Les municipalités auxquelles s'étend l'action de la Commission, savoir: les cités de Westmount, Outremont, Verdun et Lachine, et les villes de Montréal-Ouest, Hampstead, Lasalle, Saint-Pierre Saint-Laurent, Mont-Royal, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord et Ville Saint-Michel, y compris la cité de Montréal, sont conjointement et solidairement responsables du présent emprunt.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la Commission qui aura lieu le 18 septembre 1946, à midi, (heure avancée), au bureau de cette dernière, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Le Secrétaire-trésorier,

E. BRISEBOIS.

15514-35-3-0

rest at any interest maturity date, but not before May 1st 1951.

The principal and the interest shall be payable in lawful money of Canada at the principal office of Banque Canadienne Nationale in Montreal and Quebec and at the principal office of the Bank of Montreal, in Montreal, Quebec and Toronto, at the holder's option.

Bidders are requested to stipulate in their tender the rate of interest the debentures are to bear in a multiple or multiples of one-eighth of 1%, provided the rate of interest shall not exceed 3% per annum on the whole issue and that the price offered shall not be less than 98% of the principal amount of the loan.

All tenders must be for the total amount of the issue.

The price offered must include the accrued interest at the rate stipulated from the 1st of May 1946 to the date of the delivery of the bonds against payment.

Each tender must be accompanied by a cheque drawn on a chartered bank doing business in Montreal and accepted by it, equal to 1% of the principal amount of the loan.

The cheques deposited by the tenderers whose tenders have been rejected, shall be returned to them without delay, and that of the successful tenderer will be retained by the Commission to be applied in part payment of the purchase price of the bonds or to secure the Commission against any loss resulting from the failure of the tenderer to comply with the terms of his tender.

The Commission does not bind itself to accept any of the tenders.

Each tender must be made on forms furnished by the Commission. Such forms may be obtained at the office of the Commission, 10 St. James Street West, Montreal. The prospectus and any other details concerning the present issue may also be obtained at the office of the Commission.

The municipalities subject to the control of the Commission, that is: the cities of Westmount, Outremont, Verdun and Lachine, and the towns of Montreal-West, Hampstead, Lasalle, Saint-Pierre, Saint-Laurent, Mount-Royal, Montreal-East, Pointe-aux-Trembles, Montreal-North and Town of Saint-Michel, including the city of Montreal, are jointly and severally responsible for the present loan.

The tenders shall be opened at a public meeting of the Commission to be held on September 18th 1946 at twelve o'clock noon, (daylight saving time), at the office of the Commission, 10 St. James Street West, Montreal.

E. BRISEBOIS,

Secretary-Treasurer.

15514-35-3-0

Vente pour taxe

CITÉ DE HULL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier de la cité de Hull que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, MERCREDI, le 25 SEPTEMBRE 1946, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'hôtel de ville de la cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires dues ainsi que les frais encourus.

Sale for Taxe

CITY OF HULL

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on WEDNESDAY, SEPTEMBER 25, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall at the City Hall of the City of Hull, in default of payment of municipal and school taxes dues and costs incurred.

N. Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes Munic. — Mun. Taxes	Frais — Costs	Taxes Scolaires — School Taxes	Frais — Costs	Tota
765.....	Cayer, Léo.	255-218.	\$ 228.95	\$1.05			\$ 230.00
1178.....	Grenier, Vve-Wid. Adolphe.	255-758.	168.01	.90	34.52	.90	204.33
1537.....	Harper, J.-B.	254-198D-408					
2062.....	Desjardins, J.-A.	254-198C-409.	2,405.01	1.55	1,164.33	1.00	3,571.89
2360.....	Laroche, Lucien	254-265.	128.69	1.05			129.74
2770.....	Ornatosky, Vve-Wid. W.	247-52-553	285.56	1.05			286.61
3311.....	Laurin, Albini.	245-8.	267.33	.90	28.14	1.05	297.51
3383.....	Paré, Lucien	244-168.	199.03	1.05	66.30	1.65	268.03
3999.....	Rocheleau, J.-A.	244-92-94	298.90	1.55	100.84	1.55	402.84
2929.....	Cité de-City of Hull.	257-Pt-8-Pt-9.	504.73	1.55	181.72	1.55	689.55
		246-Pt-8-208-					
		245-97.	5.00	1.40			6.40
5260.....	Lessard, J.-O.-E.	Pt-190-Pt-191-					
		Pt-189.	450.97	1.90	111.92	1.90	566.69
5399.....	Olmstead, Frank.	O-114.	87.36	.90			88.26
5561.....	Meunier-Lizotte, Irène.	96-Pt-63.	48.32	1.05			49.37
6059.....	Labrie, Henri.	576.	324.13	1.05			325.18
6060.....	Labrie, Henri.	577.	339.29	1.05			330.34
6202.....	Gagnon, H.		167.33	1.05			168.38
6908.....	D'Aoust, Alfred.	292.	316.10	1.05	39.72		356.87
6924.....	Limoges L. & D.	Pt-239-Pt-228	215.47	1.70	50.08	1.85	269.10
6942.....	Normand, Mme-Mrs. A.	Pt-331-Pt-332					
		Pt-302.	197.22	2.05	55.77	3.00	258.04
6962.....	Dagenais, Donat.	Pt-S-140.	297.75	1.05	69.68	1.05	369.53
6991.....	Dupuis, Amable	Pt-255-268.	397.46	1.55			399.01
7083.....	Latreille, Roméo.	N-95	211.06	1.05			212.11
7136.....	Moreau, Mme-Mrs. Rodolphe	S-61.	161.51	1.20			162.71
7228.....	Aubry, Cyprien.	S-98.	134.34	1.05	32.41	1.05	168.85
7340.....	Guindon, Aldège.	12-30.	71.43	1.05	25.64	1.65	99.77
7449.....	Levert, Mme-Mrs. A.	135-70.	216.74	1.05	48.53	1.50	267.82
7666.....	Duchesne, Emmanuel	O-186.	224.20	1.05	71.49	1.05	297.79
7759.....	Alarie, Edmond.	S-E-127.	144.59	1.35			145.94
7834.....	Pelland, Germain	O-84.	225.62	1.05			226.67
7873.....	Trépanier, Omer.	14-3.	263.75	1.05			264.80
6802.....	Beauchamp, Joseph	Pt-294-Pt-276	63.94	1.70			65.64
7006.....	Demers, Succ. Amb.	254.	297.41	1.20	43.94	1.20	343.75
8073.....	Rocheleau, Calixte.	Pt-364-Pt-371	277.85	1.55	85.25	2.10	366.75
8235B.....	Girouard, T.	N.-O.-14.	72.46	1.20	11.92	1.05	86.63
8249.....	Beauparlant, Succ.	S-158.	396.95	.90	119.36	.90	518.11
8265.....	Jacques, Succ. J.-B.	N-93	342.99	1.20	40.59		384.78
8291.....	Labrie, Henri.	S-101.	186.27	1.20			187.47
8351.....	Robitaille, Vve-Wid. R.-A.	18.	331.63	1.05			332.68
8355.....	Robitaille, J.-E.	S-44.	226.78	1.05			227.83
8515.....	St-Cyr, Alfred.	N-236	352.57	1.05			353.62
9130.....	Lalonde, P.	217-E-34-Pt-31	139.54	1.55			141.09
9164.....	Lavolette, Nap.	S-420.	155.53	1.20			156.73
9371.....	Lafèche, Jean-C.	O-350	280.91	1.05			271.89
9403.....	Dallaire, J.	N-373	160.29	1.20			161.49
9443.....	Stevens, Réginald.	S-190.	101.26	1.20			102.46
9526.....	Falardeau, Paul	N-293	93.22	1.05	33.23	1.05	128.55
9913.....	Waters, Willie.	Pt-265.	57.60	1.05			58.65
9059.....	Valiquette, Henri	S-389.	71.65	1.05			72.70
615A.....	Kelly-Leduc, Normand-Joseph	255-14-98			1.98	1.05	3.03
1536.....	Harper, Jean-Baptiste.	254-198b-410.			75.57	1.05	76.62
1745.....	Leblanc, Joseph.	255-177.			9.93	1.05	10.98
1746.....	Leblanc, Joseph.	255-176.			11.92	.50	12.42
1907.....	Saumier, Émile.	254-210.			6.55	1.05	7.60
1960.....	Emard-Lévesque A. Vve-Wid.						
	Beaudry, Zotique	254-294.			27.25		27.25
2209.....	Larabie, Sam, Succ.	247-36.			15.89	1.05	16.94
2830.....	Gagné, Wilfrid.	245-44.			25.25	.90	26.15
3226.....	McDermott, Jean Ruben, Mrs.	244-243-Pt-242.			61.24	1.05	62.29
4573.....	Lévesque Célio, Godmaire Albert	247-503-537			25.65	1.05	26.70
6227.....	Martel, Emile, Vve-Wid.	569.			108.38	.90	109.28
6481.....	Charron, Elzéar.	494.			7.95	.90	8.85
7315.....	Jolicœur, Nelson.	12-14.			29.36		29.36
7340.....	Guindon, Aldège.	12-30.			25.64	1.65	27.29
8039.....	Harper, Jean-Baptiste.	NO-436-NE-435			135.76	1.30	137.06
9562C.....	Ottawa Welding Co.	Mach.			16.30	.65	16.95
9617.....	Laivigne-Servant, Octavie, Mme.	157.			44.41	1.65	46.06
9806A.....	Bertrand, Hosannah.	Compresseur			5.43	.65	6.08

Donné à mon bureau à l'Hôtel de ville de la
cité de Hull, ce quatorzième jour du mois d'août
1946.

Le Greffier de la cité,
H.-LÉON LEBLANC.

15390-34-2-o

Given in my office at the City Hall of the City
of Hull, on this fourteenth day of the month of
August 1946.

H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

15390-34-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LAND and TENEMENTS

ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } **DAME ALICE BROS-**
N° 231014 } **SEAU**, épouse con-
tractuellement séparée de biens de Raoul Masson,
et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins
des présentes et al demanderesse vs **HENRY**
THOMAS WINSLOW, défendeur.

Un emplacement composé de deux lots de terre
situés en la paroisse de St-Hubert, à l'endroit
connu sous le nom de Brookline, bornés en front
par l'avenue Arlington (104-73) et étant les nu-
éros soixante-dix et soixante et onze de la sub-
division officielle du lot originaire numéro cent
quatre des plans et livre de renvoi officiels de la
paroisse de St-Hubert, comté de Chambly (104-
70 et 71), avec toutes les servitudes actives ou
passives y attachées, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de St-Hubert, le **TROIS OCTO-**
BRE prochain à **ONZE** heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 27 août 1946. 15501-35-2-o
[Première insertion: 31 août, 1946.]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: } **ALBERT POULIOT**
N° 105-905 } de la Cité de Québec,
contre **GEORGES MONTMINY**, demeurant
au No 184, rue Lafayette, Québec, à savoir:

La subdivision N° 38 (trente-huit) du lot N°
2301 (deux mille trois cent un) du cadastre offi-
ciel, pour la paroisse de St-Sauveur de Québec,
étant un lot de terre situé au coin des rues La-
fayette et Napoléon, mesurant 35 pieds de front
sur 83 pieds de profondeur, et ayant une super-
ficie de 2905 pieds, sans garantie de mesures pré-
cises; bornée en front à la rue Lafayette, en ar-
rière à un terrain appartenant au dit Georges
Montminy, d'un côté vers le nord à la subdivi-
sion 37 du dit lot N° 2301 et de l'autre côté au
sud par la rue Napoléon, avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de
Québec, le **QUATRIÈME** jour d'**OCTOBRE**
prochain, à **DIX** heures du matin (heure avan-
cée).

Le Député-shérif,
JOS.-ALBERT DÉLAGE.

Bureau du Shérif,
Québec, 29 août 1946. 15502-35-2-o
[Première insertion: 31 août 1946]
[Seconde insertion: 14 septembre 1946]

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Rimouski, dans
la cour supérieure, N° 9487. Madame Simone
Leclerc, épouse commune en biens de sieur
Edouard Fournier, menuisier, de Ste-Anne des
Monts, demanderesse vs Edouard Fournier, me-
nuisier, de la paroisse de Ste-Anne des Monts,
défendeur.

Une action en séparation de biens a été inten-
tée contre le défendeur.

Rimouski le 1er août 1946.

Le Procureur de la demanderesse,
J. A. LAFOREST. 15466-o

have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } **DAME ALICE BROS-**
231014 } **SEAU**, wife separate
as to property by marriage contract of Raoul
Masson, and the latter to authorize his wife for
the purposes hereof, et al, plaintiffs; vs **HENRY**
THOMAS WINSLOW, defendant.

An emplacement composed of two lots of land
situate in the parish of St-Hubert, at the place
known under the name of Brookline, bounded
in front by Arlington Avenue (104-73) and being
numbers seventy and seventy-one of the official
subdivision of the original lot number one hun-
dred and four on the official plan and in the book
of reference for the parish of St. Hubert, county of
Chambly (104-70 et 71) — with all active or
passive servitudes attached thereto, with build-
ings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of St. Hubert, on the **THIRD** of **OCTO-**
BRE next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 27, 1946. 15501-35-2
[First insertion: August 31, 1946.]

QUÉBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: } **ALBERT POULIOT**, of the
No. 105-905 } city of Québec; against
GEORGES MONTMINY, residing at No. 184
Lafayette street, Québec, to wit:

Subdivision No. 38 (thirty-eight) of lot No.
2301 (two thousand three hundred and one) of
the official cadastre for the parish of St. Sauveur
de Québec, being a lot of land situate at the cor-
ner of Lafayette and Napoleon streets, measuring
35 feet in front by 83 feet in depth, and contain-
ing an area of 2905 feet, without guarantee as to
exact measurement; bounded in front by La-
fayette street, in rear by a lot of land belonging
to said Georges Montminy, on one side, on the
North by subdivision 37 of said lot No. 2301,
and on the other side, on the South by Napoleon
street — with the buildings thereon erected, cir-
cumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Québec,
on the **FOURTH** day of **OCTOBER** next, at
TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving
Time).

JOS. ALBERT DÉLAGE,

Sheriff's Office Deputy Sheriff.
Quebec, August 29, 1946. 15502-35-2
[First insertion: August 31, 1946.]
[Second insertion: September 14, 1946.]

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Rimouski, in
the Superior Court, No. 9487, Madame Simone
Leclerc, wife common as to property of sieur
Edouard Fournier, carpenter, of Ste-Anne des
Monts, plaintiff; vs Edouard Fournier, carpenter,
of the parish of Ste-Anne des Monts, defendant.

An action for separation as to property has been
instituted against the defendant.

Rimouski, August 1, 1946.

J. A. LAFOREST,
Attorney for the plaintiff. 15466

Département du travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3326, du 21 août 1946, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret de la manière ci-après décrite:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 août 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3002 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés régis par le décret 3002 sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent transmettre mensuellement au comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, pour la période expirant le 31 août 1947.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA
CONSTRUCTION DE MONTRÉAL

Revenus et dépenses probables pour la période comprise entre le 3 août, 1946 et le 31 août 1947.

Revenus probables:

Employeurs professionnels:	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	\$100,000.00
Salariés—Cotisations $\frac{1}{2}$ de 1%)..	100,000.00
	\$200,000.00

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee for the district of Montreal, formed under decree number 3002, of July 31, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3326, of August 21, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, in the manner hereafter described:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to August 31, 1947; it shall be laid in the following manner:

a) All the professional employers governed by the decree No. 3002 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wage list, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All the employees governed by the decree No. 3002 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

The professional employers shall remit every month to the Parity Committee the assessments which they are required to pay to the said Committee.

The professional employers shall retain from the wages of each one of their employees the sums owed to the Parity Committee and remit same to the said Committee together with their own assessments.

Upon refusal by a professional employer, to pay or give the necessary information, a notice shall be served upon him to fulfil his obligations towards the Parity Committee within 5 days.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: September 30 and December 31, 1946, March 31 and June 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee for the district of Montreal, for the period ending August 31, 1947.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE
FOR THE DISTRICT OF MONTREAL

Contemplated Income and Expenditure for the period from August 3rd 1946 to August 31st 1947.

Estimated Income:

Professional employers assessments	
($\frac{1}{2}$ to 1%).....	\$100,000.00
Employees' assessments	
($\frac{1}{2}$ of 1%).....	100,000.00
	\$200,000.00

Déboursés probables:

Don au centre numéro 1 d'apprentissage des métiers du bâtiment, de génie et de la construction...	\$100,000.00
Salaires du secrétaire et du personnel de bureau.	19,200.00
Jetons de présence et dépenses des membres.	17,280.00
Salaires des inspecteurs.	60,000.00
Frais de déplacement des inspecteurs.	7,600.00
Loyer.	2,280.00
Impressions et papeterie.	2,000.00
Frais de poste et d'accise.	1,500.00
Dépenses du Bureau des Examineurs.	3,000.00
Assurance, taxe d'eau et téléphone.	1,200.00
Frais légaux, de vérification et d'avocats.	5,500.00
Dépréciation de l'ameublement et des accessoires.	400.00
Divers.	5,040.00
	\$225,000.00

A déduire de la réserve: \$25,000.00.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 août 1946. 15517-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 3265, du 6 septembre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3223 du 15 août 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1946 au 31 août 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3265 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis, pourcentages, ou allocations fixés ou payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret numéro 3265 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le commis le moins rémunéré, soit \$9.50 par semaine pour un homme et \$8.60 pour une femme, tel que stipulé dans ledit décret.

c) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis, pourcentages ou allocations fixés ou reçus.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit fournir mensuellement au Comité paritaire, sur des formules imprimées et fournies par ledit comité, un rapport détaillé indiquant le nom, le prénom et le sexe de chaque salarié à son emploi, le numéro

Estimated expenditure:

Grant to Building and Engineering Construction Trades Apprenticeship Centre No. 1.	\$100,000.00
Secretary and Office Personnel salaries.	19,200.00
Members attendance fees and expenses.	17,280.00
Inspectors' salaries.	60,000.00
Inspectors' travelling expenses.	7,600.00
Rent.	2,280.00
Printing and stationery.	2,000.00
Postage and excise Stamps.	1,500.00
Fees, Boards of Examiners.	3,000.00
Insurance, Water Tax and Telephone.	1,200.00
Legal, audit and professional fees.	5,500.00
Depreciation-furniture and fixtures.	400.00
Miscellaneous Expenses.	5,040.00
	\$225,000.00

To be taken from Reserve: \$25,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946. 15517-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Quebec Retail Trade Parity Committee, established under Decree number 3265 of the 6th of September 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3223, of August 15, 1946, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chap. 163 and amendments), to levy assessments upon professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy will extend from September 1st, 1946, to August 31st 1947; such levy will be applied in the following manner:

a) The professional employers governed by decree No 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages bonuses, percentages or remunerations fixed or paid to their employees.

b) The artisans subject to the said decree No. 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for clerks i.e. \$9.50 per week for men and \$8.60 for ladies, as stipulated in the decree.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses, percentages or allocations, fixed or received.

2. Mode of collection

Each month, the professional employer shall send to the Parity Committee, on printed forms supplied by the said Committee, a complete report indicating the name in full and the sex of each wage earner in his employ, the number o

de son certificat, sa qualification ou classification, la classification en pourcentage, les heures régulières et supplémentaires de travail faites chaque semaine, le salaire gagné chaque semaine par chacun de ses salariés régis par le décret, les sommes versées au Comité paritaire et les heures d'ouverture et de fermeture de son établissement.

Ce rapport doit être dûment signé par l'employeur professionnel et doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par lui-même et par ses salariés. Toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient faits au complet, c'est-à-dire qu'ils couvrent la période de quatre ou cinq semaines du même mois, selon le cas, et retournés au Comité paritaire entre le premier et le dix de chaque mois, pour le mois précédent; le premier rapport devant être fait entre le 1er et le 10 octobre 1946, pour le mois de septembre, et ainsi de suite à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire ou la rémunération de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre, 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er septembre 1946 et le 31 août 1947 inclusivement.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
À QUÉBEC, 32, rue de la Couronne, Québec.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er septembre 1946 et le 31 août 1947.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$12,000.00
Cotisation des salariés.....	12,000.00
	\$24,000.00

Déboursés:

Salaire du personnel du bureau du Comité, (5 employés).....	8,000.00
Frais de déplacement du président, des membres et jetons de présence aux assemblées.....	1,200.00
Inspecteurs: Salaires et frais de déplacement, (4 inspecteurs).....	8,300.00
Bureau des Examineurs.....	500.00
Loyer du bureau et téléphone.....	1,200.00
Frais légaux.....	1,500.00
Vérification des livres.....	600.00
Papeterie.....	1,000.00
Dépenses de voyages, ameublement et divers.....	1,700.00
	\$24,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 août 1946.

15519-0

his certificate, his qualification, or classification, the percentage classification, the regular and overtime worked hours each week, the wages earned each week by each one of his employees subject to the decree and the sums paid to the Parity Committee and the opening and closing hours of his establishment.

Such report shall be duly signed by the professional employer and shall be sent to the Parity Committee together with the assessments payable by him and by his employees. Such sums of money shall be paid with current money.

The professional employer shall see that these reports are made in full, that they cover the period of four or five weeks in the same month, as the case may be, and shall return them to the Parity Committee between the first and the tenth of each month, for the preceding month; the first report to be made between the 1st and the 10th day of October 1946, for the month of September, and so on, each month.

The professional employer shall retain each week from the wages or remuneration of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The Parity Committee shall have the right to exact a sworn report when deemed advisable.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: September 30th, December 31st, 1946, March 31st and June 30th, 1947.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Quebec Retail Trade Parity Committee, for the period between September 1st, 1946, and August 31st, 1947, is hereto annexed.

THE QUEBEC RETAIL TRADE PARITY
COMMITTEE
32, Crown Street, Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1st 1946 and August 31st. 1947.

Receipts:

Professional employer's assessments..	\$12,000.00
Employees' assessments.....	12,000.00
	\$24,000.00

Disbursements:

Salaries in the Committee's Office (5 employees).....	\$ 8,000.00
Travelling expenses of the chairman and members and attendance fees ..	1,200.00
Salaries and travelling expenses of inspectors (4).....	8,300.00
Board of Examiners.....	500.00
Office rent and telephone.....	1,200.00
Legal fees.....	1,500.00
Audition of bbooks.....	600.00
Stationery.....	1,000.00
Travelling expenses, furnitures and miscellaneous.....	1,700.00
	\$24,000.00

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946.

15519-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 3365 du 1er septembre 1944 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3221 du 15 août 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers, Quebec Jurisdiction, formed under Decree number 3365 of September 1, 1944 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3221 of August 15, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1.—Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1946 au 1er septembre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels, barbiers, coiffeurs ou coiffeuses, assujettis audit décret, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations ou commissions qu'ils versent à leurs salariés des métiers visés par ledit décret.

b) Les salariés des deux sexes régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

c) Les artisans des deux sexes régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire de \$24.00, s'il s'agit d'un barbier, d'un coiffeur ou d'un barbier-coiffeur et de \$16.00, s'il s'agit d'une coiffeuse, dans les zones I et II. Dans les autres zones, cette cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$20.00, s'il s'agit d'un barbier-coiffeur et de \$15.00, s'il s'agit d'une coiffeuse.

2.—Mode de perception

Les employeurs professionnels et les artisans doivent transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise eux-mêmes audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Pour faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire exige que l'employeur professionnel lui fasse parvenir mensuellement un rapport détaillé des recettes enregistrées par chaque salarié à son emploi; ce rapport doit être fait sur une formule spécialement fournie à cette fin par ledit comité.

Le rapport accompagné des cotisations doit être transmis au Comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois, pour le mois précédent.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé un estimé des recettes et des dépenses du Comité conjoint des barbiers et coif-

1. Assessments

The period of levy shall extend from September 1, 1946, to September 1st, 1947; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers — barbers, male or female hairdressers, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll, bonuses, allocations or commissions paid to their employees in the trades covered by the said decree.

b) The employees, male and female, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

c) The artisans of both sexes governed by the decree shall pay to the Parity Committee an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% based upon a weekly remuneration of \$24.00, in the case of a barber, a hairdresser or a barber-hairdresser, and of \$16.00, in the case of a female hairdresser in zones I and II. As for the other zones, such assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% shall be based upon a weekly remuneration of \$20.00, in the case of a barber-hairdresser, and of \$15.00, in the case of a female hairdresser.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall send, every month, to the Parity Committee, the assessments payable to the said committee.

The professional employers shall retain, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same, themselves, to the said committee together with their own assessments.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee requires every professional employer to transmit, every month, a complete report of the receipts of each employee in his employ; such report shall be made on special forms supplied for that purpose by the said committee.

The report, together with the assessments, shall be mailed to the Parity Committee between the 1st and the 10th day of each month for the preceding month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30, and September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the

feurs, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le premier septembre 1946 et le premier septembre 1947.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEURS
JURIDICTION DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le 1er septembre 1946 et le 1er septembre 1947.

Recettes:

Cotisations: (½ de 1%)	
Employeurs professionnels.	\$1,200.00
Salariés.	1,200.00
Artisans.	2,200.00
	\$4,600.00

Certificats de qualification.	200.00
Droits acquis sur amendes imposées par la Cour.	200.00
	\$5,000.00

Dépenses:

Salaires:	
Inspecteur.	\$1300.00
Secrétaire.	1,310.00
Bureau.	1,115.00
	\$3,725.00

Frais d'inspection.	115.00
Frais d'enquête.	125.00
Frais d'examen.	150.00
Frais légaux.	200.00
Loyer du bureau.	240.00
Papeterie.	80.00
Timbres et téléphone.	80.00
Amortissement.	10.00
Assurance-chômage.	15.00
Assurance-garantie.	10.00
Vérification des livres.	60.00
Jetons de présence.	140.00
Dépenses de voyages et divers.	50.00
	\$5,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 août 1946. 15516-o

Barbers and Hairdressers, District of Quebec for the period between September 1st, 1946, and September 1st, 1947.

THE JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS, QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1st, 1946, and September 1st, 1947.

Receipts:

Assessments: (½ of 1%)	
Professional employers.	\$1,200.00
Employees.	1,200.00
Artisans.	2,200.00
	\$4,600.00

Certificates of competency.	200.00
Money acquired through fines imposed by the Court.	200.00
	\$5,000.00

Disbursements:

Salaires:	
Inspector.	\$1,300.00
Secretary.	1,310.00
Office.	1,115.00
	\$3,725.00

Inspection expenses.	115.00
Investigation expenses.	125.00
Examination expenses.	150.00
Legal fees.	200.00
Office rent.	240.00
Stationery.	80.00
Stamps and telephone.	80.00
Amortization.	10.00
Unemployment insurance.	15.00
Fidelity bond.	10.00
Audition.	60.00
Meeting expenses.	140.00
Travelling expenses and miscellaneous.	50.00
	\$5,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 31, 1946. 15516-o

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 35**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Leclerc vs Fournier. 2371

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2309

AVIS DIVERS:

Coopérative d'Électricité de St-Donat (Fondation).	2343
Greater Montreal Poppy Day Relief Fund Incorporated (Directeurs).	2342
Greater Montreal Poppy Day Relief Fund Incorporated (Règlements).	2342
La Caisse Populaire Desjardins de Moffet (Fondation).	2331
Lachine, cité de (Rachat d'obligations).	2345

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 35**

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Leclerc vs Fournier. 2371

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2309

MISCELLANEOUS NOTICES:

Coopérative d'Électricité de St-Donat (Foundation).	2343
Greater Montreal Poppy Day Relief Fund Incorporated (Directors).	2342
Greater Montreal Poppy Day Relief Fund Incorporated (By-laws).	2342
La Caisse Populaire Desjardins de Moffet (Foundation).	2331
Lachine, city of (Redemption of bonds).	2345

La Fédération de l'U.C.C. de Nicolet (Formation).....	2343	La Fédération de l'U.C.C. de Nicolet (Formation).....	2343
La Fédération de l'U.C.C. de Québec-Nord (Formation).....	2342	La Fédération de l'U.C.C. de Québec-Nord (Formation).....	2342
L'Association des Citoyens de Saint-Maurice (Pont-David) (Règlements)	2331	L'Association des Citoyens de Saint-Maurice (Pont-David) (By-laws)...	2331
Le Syndicat de l'U.C.C. de Inverness (Formation).....	2331	Le Syndicat de l'U.C.C. de Inverness (Formation).....	2331
Le Syndicat de l'U.C.C. de La Visitation (Formation).....	2332	Le Syndicat de l'U.C.C. de La Visitation (Formation).....	2332
Le Syndicat de l'U.C.C. de Messines (Formation).....	2332	Le Syndicat de l'U.C.C. de Messines (Formation).....	2332
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rimouski (Formation).....	2342	Le Syndicat de l'U.C.C. de Rimouski (Formation).....	2342
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alphonse-de-Granby (Formation).....	2343	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Alphonse-de-Granby (Formation).....	2343
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antoine-des-Laurentides (Formation).....	2332	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Antoine-des-Laurentides (Formation).....	2332
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Arsène, Rivière-du-Loup (Formation).....	2343	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Arsène, Rivière-du-Loup (Formation).....	2343
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Clément-de-Bishoppton (Formation).....	2332	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Clément-de-Bishoppton (Formation).....	2332
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Clothilde (Formation).....	2344	Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Clothilde (Formation).....	2344
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Gilles-de-Lotbinière (Formation).....	2341	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Gilles-de-Lotbinière (Formation).....	2341
Le Syndicat de l'U.C.C. de Valcourt (Formation).....	2344	Le Syndicat de l'U.C.C. de Valcourt (Formation).....	2344
Martinville, municipalité de (Nom changé).....	2343	Martinville, municipality of (Name changed).....	2343
Montréal, cité de (Rachat d'obligations).....	2333	Montreal, city of (Redemption of bonds).....	2333
Royal Furniture Inc. (Directeurs).....	2341	Royal Furniture Inc. (Directors).....	2341
Société Canadienne d'Histoire Naturelle (Directeurs).....	2341	Société Canadienne d'Histoire Naturelle (Directors).....	2341
Société Canadienne d'Histoire Naturelle (Règlements).....	2341	Société Canadienne d'Histoire Naturelle (By-laws).....	2346
Syndicat Catholique du Meuble de Cabano, Inc. (Formation).....	2344	Syndicat Catholique du Meuble de Cabano, Inc. (Formation).....	2344
Syndicat Mon Avenir (Fondation).....	2344	Syndicat Mon Avenir (Foundation).....	2344
The Glidden Company, Limited (Nomination d'agent).....	2341	The Glidden Company, Limited (Appointment of agent).....	2341
CHARTRE — ABANDON DE:		CHARTER — SURRENDER OF:	
Tropical Sportswear Inc.....	2345	Tropical Sportswear Inc.....	2345
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
No 2 révisée (Paiement du surtemps)...	2345	No 2 revised (Payment of overtime)...	2345
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres.....	2346	Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres.....	2346
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Clermont, syndics des écoles dissidentes de.....	2247	Clermont, trustees of dissentient schools of.....	2247
Portneuf, munic. scolaire de.....	2347	Portneuf, school munic. of.....	2347
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FORESTS:	
St-Eustache, paroisse de.....	2347	St-Eustache, parish of.....	2347
St-Jérôme, village de.....	2347	St-Jérôme, village of.....	2347
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint de l'industrie des wagons à voyageurs et à marchandises (Modification).....	2352	Joint Committee of the passenger and freight car industry (Amendment)...	2352
Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull (Prélèvement).....	2356	Joint Committee of barbers and hairdressers of the city and district of Hull (Levy).....	2356

Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec (Prélèvement)	2375	Joint Committee of barbers and hair-dressers, Quebec jurisdiction (Levy)	2375
Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal (Prélèvement)	2372	Building trades joint committee for the district of Montreal (Levy)	2372
Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel (Modification)	2355	Joint Committee of the building industry of Sorel (Amendment)	2355
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district (Modification)	2353	Printing industry parity committee for Montreal and District (Amendment)	2353
Comité paritaire du commerce de détail à Québec (Prélèvement)	2373	Quebec retail trade parity committee (Levy)	2373
Industrie de la boîte de carton dans la Province (Erratum)	2353	Paper box industry in the Province (Erratum)	2353
Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec (Modification)	2354	Building materials industry in the Province of Quebec (Amendment)	2354
L'Association des employés de l'auto-voiture de Mégantic (Requête)	2348	L'Association des employés de l'auto-voiture de Mégantic (Request)	2348
TRÉSOR:		TREASURY:	
État financier de la Province	1358	Financial statement of the Province	2358
TRÉSOR: <i>Assurances:</i>		TREASURY: <i>Insurance:</i>	
Canada Health and Accident Assurance Corporation	2364	Canada Health and Accident Assurance Corporation	2364
La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie	2364	La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie	2364
VOIRIE:		ROADS:	
Fermeture de chemins	2364	Roads closed	2364
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Trois-Rivières: étude du droit	2365	Trois-Rivières: study of law	2365
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Betty Lee Children's Wear Incorporated	2310	Betty Lee Children's Wear Incorporated	2310
Cartier Bros Ltd.	2311	Cartier Bros Ltd.	2311
Château du Lac Incorporé	2311	Château du Lac Incorporé	2311
Club St. Joseph Club	2312	Club St. Joseph Club	2312
Daoust Drive Yourself Inc.	2312	Daoust Drive Yourself Inc.	2312
D.F.N. Wood Products Limited	2313	D.F.N. Wood Products Limited	2313
Domysil Limitée	2313	Domysil Limitée	2313
Entire Ladies Cloak Co. Limited	2314	Entire Ladies Cloak Co. Limited	2314
E. O. Croteau Limitée	2315	E. O. Croteau Limitée	2315
Ethel Modes, Inc.	2315	Ethel Modes, Inc.	2315
Farson Ltd.	2315	Farson Ltd.	2315
Frontenac Securities Ltd.	2316	Frontenac Securities Ltd.	2316
General Forwarders Limited	2316	General Forwarders Limited	2316
Girard & Fils Ltée—Girard & Sons Ltd	2317	Girard & Sons Ltd.—Girard & Fils Ltée	2317
Graceful Dress Inc.	2318	Graceful Dress Inc.	2318
Grand Fur Co. Inc.	2318	Grand Fur Co. Inc.	2318
J. B. Morin Inc.	2318	J. B. Morin Inc.	2318
John MacNaughton Co. Ltd	2319	John MacNaughton Co. Ltd	2319
La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée—The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited	2319	The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited—La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent Limited	2319
Leather Wear Limited	2320	Leather Wear Limited	2320
Les Éditions du Commerce Inc.	2320	Les Éditions du Commerce Inc.	2320
Les Enchères Marceau Inc.	2321	Les Enchères Marceau Inc.	2321
Les Immeubles Théberge Ltée	2321	Les Immeubles Théberge Ltée	2321
Les Produits Alimentaires du Saguenay Limitée—Saguenay Food Products Limited	2322	Saguenay Food Products Limited—Les Produits Alimentaires du Saguenay Limitée	2322
L'Oeuvre des Terrains de jeux et des Loisirs de Mont-Laurier	2322	L'Oeuvre des Terrains de jeux et des Loisirs de Mont-Laurier	2322
Michael T. O'Malley Yellowknife Mines Ltd	2323	Michael T. O'Malley Yellowknife Mines Ltd	2323
Mingo Incorporated	2323	Mingo Incorporated	2323
Montrose Realities Ltd	2324	Montrose Realities Ltd	2324

Nap. Laforest & Fils Limitée—Nap.	
Laforest & Sons Limited.	2324
Nova Knitting Limited.	2325
P. H. Marneau Limitée	2326
Premier Chibougamau Mines Limited.	2326
Selkirk Mines Limited.	2327
Spécialités de Cuisine Inc.—Kitchen	
Specialties Inc.	2327
Suzorite Company Limited.	2328

Nap. Laforest & Sons Limited—Nap.	
Laforets & Fils Limitée	2324
Nova Knitting Limited.	2325
P. H. Marneau Limitée	2326
Premier Chibougamau Mines Limited	2326
Selkirk Mines Limited.	2327
Kitchen Specialties Inc.—Spécialités	
de Cuisine Inc.	2327
Suzorite Company Limited.	2328

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Arrowhead Gold Mines, Limited.	2328
Buywell Food Markets Ltd	2329
C. M. Doxsey Ltd	2329
Excel Cotton Products Co. Ltd.	2329
Les Industries de St-Jérôme Limitée—	
St. Jérôme Industries Limited	2330
L. M. Dorsey Inc.	2329
Martel Auto Service Ltd.— Ltée.	2330
Royal Furniture Inc.	2330
Simack Ilmenite Company Ltd.	2330
The Grove Park Estate, Company.	2331

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Arrowhead Gold Mines, Limited.	2328
Buywell Food Markets Ltd	2329
C. M. Doxsey Ltd	2329
Excel Cotton Products Co. Ltd.	2329
St. Jérôme Industries Limited— Les	
Industries de St-Jérôme Limitée	2330
L. M. Dorsey Inc.	2329
Martel Auto Service Ltd.— Ltée.	2330
Royal Furniture Inc.	2330
Simack Ilmenite Company Ltd.	2330
The Grove Park Estate, Company.	2331

LIQUIDATION, AVIS DE:

Syndicat Coopératif Agricole de St-	
Denis-sur-Richelieu	2365

WINDING UP NOTICE:

Syndicat Coopératif Agricole de St-	
Denis-sur-Richelieu	2365

MINUTES DE NOTAIRES:

St-Pierre, Louis-Albert	2365
-------------------------	------

NOTARIAL MINUTES:

St-Pierre, Louis-Albert	2365
-------------------------	------

NOMINATIONS:

Foster, George Buchanan Hon.	2365
Martineau, Gérald Hon.	2365
Renaud, J.-Olier Hon.	2365

APPOINTMENTS:

Foxter, George Buchanan Hon.	2365
Martineau, Gérald Hon.	2365
Renaud, J.-Olier Hon.	2365

SIÈGES SOCIAUX:

General Forwarders Limited	2366
Girard & Fils Ltée.	2366
Ideal Insurance Agencies Inc.	2367
John MacNaughton Co. Ltd.	2367
Leather Wear Limited.	2367
Suzorite Company Limited.	2367

HEAD OFFICES:

General Forwarders Limited	2366
Girard & Sons Ltd.	2366
Ideal Insurance Agencies Inc.	2367
John MacNaughton Co. Ltd.	2367
Leather Wear Limited.	2367
Suzorite Company Limited.	2367

SOUMISSIONS:

Commission Métropolitaine de Montréal	2368
Municipalité scolaire catholique de	
Noranda.	2367

TENDERS:

The Montreal Metroplitan Commission	2368
Catholic School Municipality of No-	
randa.	2367

VENTE POUR TAXES:

Hull, cité de.	2369
----------------	------

SALE FOR TAXES:

Hull, city of.	2369
----------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

MONTREAL:

Brosseau <i>e al</i> vs Winslow.	2371
----------------------------------	------

MONTREAL:

Brosseau <i>e al</i> vs Winslow.	2371
----------------------------------	------

QUÉBEC:

Pouliot vs Montminy	2371
---------------------	------

QUEBEC:

Pouliot vs Montminy	2371
---------------------	------

15524-o

15524-o

